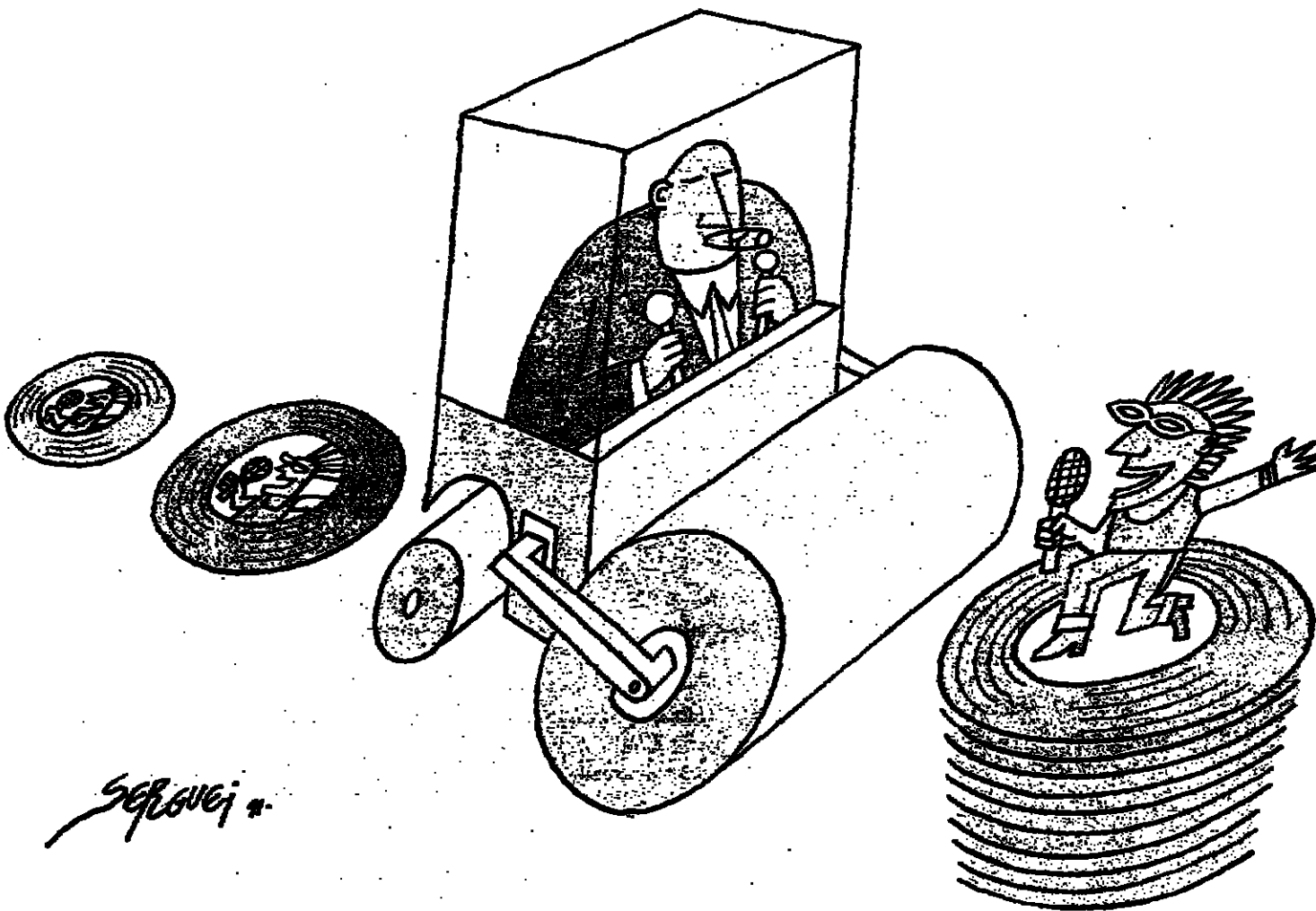


RADIO TELEVISION

LA PUBLICITÉ POUR LES DISQUES A LA TÉLÉVISION

Moderato rentable



« Djembefola » : le retour au village du percussionniste guinéen Mamady Keita sur la SEPT et FR3

Pour son centième anniversaire Antoine Pinay est l'invité de « l'Heure de vérité » sur A 2

terrard défend le traité de Maastricht

i socialiste tente mobiliser la gauche

« ordinaire du PS, réuni jusqu'au 15 décembre pour le nouveau « projet » du parti, devait rassembler les socialistes en vue des prochaines élections. Après M. Fabius, M. Cresson devait résister samedi, de même que MM. Mauroy. Le président de la République, invité de la séance, devait tenter de convaincre les Français du bon sens du traité de Maastricht.

grès du PS se distraire, mais aussi la critique du fonctionnement du PS sous sa direction actuelle. Les orateurs qui se sont exprimés vendredi ont appelé les socialistes à prendre appui sur la perspective européenne ouverte à Maastricht et sur leur « projet » pour se ressaisir et se mobiliser contre la droite et surtout contre l'extrême droite. Cette orientation va dans le sens souhaité par M. Mitterrand, qui, dimanche sur TF 1, entendait engager le gouvernement et la majorité à redéfinir leur action dans la voie ouverte par l'accord de Douze.

Lire page 7 les articles de PATRICK JARREAU et ALAIN ROLLAT

son soutien au Soudan

ndjani est en visite officielle à Khartoum, forte délégation, pour consolider les liens entre le pouvoir.

Lire page 5 l'article de JEAN GUEYRAS

rendre le travail à mi-temps

groupe a annoncé la suppression de l'indemnité de fin de carrière et confirmé la fermeture définitive de la branche du travail à mi-temps et aux salariés.

Lire page 21 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

un enfant devant ses juges

de la Haute-Saône, le procès d'Eric Le Gal, 14 ans, des psychiatres.

Lire page 10 l'article d'AGATHE LOGEART

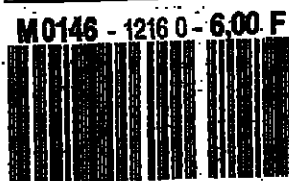
Grand Jury RTL - le Monde : président de la Commission européenne, révisé dimanche à 18 h 30

numéro complet se trouve page 24

rope, l'unité de l'Europe ne serait qu'un leurre. Précédemment, certains évêques comme le cardinal Lustiger, qui secondait le pape dans la présidence de ce synode, ont montré le danger de l'identification d'une religion à une nation, visant aussi bien la Pologne ou la Croatie catholique que la Russie orthodoxe, ainsi que les avantages d'une situation de « séparation » à la française qui garantirait l'indépendance des Eglises par rapport au pouvoir politique.

Il n'est pas sûr, toutefois, que ce dernier point ait été entendu par les représentants des Eglises de l'Est. Celles-ci n'ont pas franchi le même processus de sécularisation que de l'autre côté du rideau de fer et, légitimées par leur résistance au communisme, elles, comme en Pologne, revendiquent aujourd'hui un tout nouveau pouvoir dans la société. Se complaisant dans le rôle répressif intenté à l'Occident moderne, le synode de Rome n'a pas levé sur ce point toutes les ambiguïtés.

Lire page 24 l'article d'HENRI TINCQ



Le soupçon de Toulouse

L'inculpation de deux célèbres chirurgiens sème le trouble dans les milieux médicaux

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'affaire est cruelle et causera des ravages. Quelle qu'en soit l'issue. Elle a ramené des terreurs jusque-là interdites, saboté la confiance. Et l'odieux doute installé aujourd'hui dans l'esprit de malades agit déjà comme un venin.

Est-il possible, pensent-ils, qu'on leur ait menti ? Que leur dossier médical ait été falsifié ? Qu'on ait noirci leurs analyses pour aggraver le diagnostic ? Et qu'on ait précipité une opération invalidante - l'ablation de la prostate ou de la vessie - sans qu'elle soit justifiée ? Est-il imaginable que « les virtuoses de la clinique Saint-Jean » les aient contraints à une « demi-vie » (incontinence et le plus souvent impuissance) pour rien ?

Les « virtuoses », en tout cas, sont inculpés. Et Toulouse, si fière de son aura en matière médicale, est restée incrédule en apprenant, mer-

credi 11 décembre, les chefs d'accusation des docteurs Georges Rossignol et Pierre Léandri, ses deux chirurgiens stars qui officiaient tous deux dans le service d'urologie de la clinique Saint-Jean-Languedoc, et dont la renommée dépassait les frontières : faux, usage de faux, escroquerie, coups et blessures volontaires avec préméditation. Après une garde à vue de quarante-huit heures, les deux hommes ont été placés sous contrôle judiciaire, le docteur Rossignol faisant l'objet d'une interdiction d'exercer sa profession. Le « petit juge » Alain Billand, dont l'obstination égale la discrétion, n'a pas craint le scandale. A Toulouse, ville sonore, il est tonitruant.

Pas étonnant alors que l'enquête - qui devrait désormais rebondir - ait pris au départ tant de temps.

ANNICK COJEAN Lire la suite page 10

Le Monde DE L'ÉDUCATION

ENQUÊTE

Décembre 1991

L'ÉCOLE AU SECOURS DES BANLIEUES

L'école, dernier espoir pour les enfants des cités. Elle est souvent le seul service public présent dans les banlieues défavorisées. Le Monde de l'éducation établit le bilan des zones d'éducation prioritaire, qui ébauchent depuis dix ans des réponses originales aux besoins les plus criants. D'une vision misérabiliste, l'école est en train de glisser vers une attitude plus ambitieuse.

Avec des témoignages d'enseignants qui travaillent sur le terrain.

Egalement au sommaire : La sélection de Noël pour les enfants : livres, bandes dessinées, musiques.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

HEURES LOCALES

Languedoc-Roussillon

La région Languedoc-Roussillon rattrape son retard, renouvelle sa population et entend briller autrement que par son soleil. La mutation continue ; mais elle favorise plus l'ouest que l'est.

Lire pages 12 à 14 l'enquête d'ANDRÉ LAURENS

La Savoie à la veille des Jeux olympiques

Près de 12 milliards de francs ont été consacrés à l'organisation des Jeux d'hiver d'Albertville. Les Savoyards se sont mobilisés pour cet événement international dont ils espèrent des retombées. Mais certains commencent aussi à exprimer leur déception et à redouter de douloureux lendemains de fête.

Lire pages 15 et 16 les articles de GÉRARD BUÉTAS, MICHEL DELBERGUE et CLAUDE FRANÇILLON

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 9 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 180 FTA ; Espagne, 164 PTA ; France, 6,00 F ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 40 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 1,50 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 40-66-25-99
Téléc : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-66-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par la SARL Le Monde

12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-66-25-33

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-66-32-90

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

1 an

ÉTRANGER :

par voie aérienne

tarif sur demande.

pour vous abonner

renvoyez ce bulletin

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités

à formuler leur demande deux

semaines avant leur départ, en indi-

quant leur numéro d'abonné.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tous les

nommes projets en capital d'impression.

PP Paris 1991 111 MON 03

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction

Jacques Lesourne : gérant

directeur de la publication

Bruno Freppart

directeur de la rédaction

Jacques Gulu

directeur de la gestion

Manuel Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

(adjoints au directeur

de la rédaction)

Jacques Amalric

Thomas Ferey

Philippe Herremann

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

(directeur

des relations internationales)

Anciens directeurs

Hubert Beuve-Méry (1944-1989)

Jacques Fauret (1989-1991)

André Laurens (1982-1989)

André Fontaine (1985-1991)

DATES

Il y a dix ans

La loi martiale en Pologne



Gdansk, 13 décembre 1981.

ouvertement leur irritation. Brejnev n'a-t-il pas appelé Gierek, au plus fort des grèves du mois d'août, pour le mettre en garde devant la «kontra» — la contre-révolution ? Le remplacement de celui-ci, en septembre 1980, par Stanislaw Kania n'a pas apaisé leurs prévisions. Solidarité continue de tenir, sans entraves, le haut du pavé.

Vers la fin de l'automne, manœuvres d'intimidation et préparatifs militaires se multiplient à la frontière orientale de la Pologne. Les Occidentaux, qui surveillent de près ces gesticulations, sont convaincus de l'imminence d'une intervention soviétique, suffisamment en tout cas pour que le président Carter lance, le 3 décembre 1980, par la «ligne rouge», une ferme mise en garde à Brejnev. Bluff ou détermination ? On ignore à ce jour jusqu'à quel point le Kremlin était réellement décidé à réitérer alors l'opération de Prague d'août 1968, mais on sait, par les révélations du colonel Kuklinski, un officier polonais qui avait fait défection (1), que les Soviétiques étaient parvenus à persuader la direction polonaise de leur résolution à écraser la contre-révolution par une opération d'invasion menée sous couvert de manœuvres militaires, avec quinze divisions soviétiques, deux divisions tchécoslovaques et deux divisions est-allemandes.

A Varsovie, ces projets jettent le désarroi. Le général Jaruzelski, qui n'est alors que ministre de la défense et a constitué dès octobre 1980 un petit groupe de travail sur la loi martiale, est pris de court ; déchiré entre son sentiment patriotique et sa loyauté envers Moscou, il tombe dans un état de quasi-prostration pendant deux jours, puis se ressaisit et présente, lors du sommet du pacte de Varsovie à

Moscou, le 5 décembre 1980, des gages aux Soviétiques. Ceux-ci acceptent, mais ne relâcheront plus leur pression : mesures d'intimidation, messages comminatoires, manœuvres militaires inopinées, incursions dans l'espace aérien polonais formeront l'ordinaire de l'année 1981. Des groupes militaires soviétiques viennent, avec le consentement de Varsovie, reconnaître les objectifs stratégiques du pays, aéroports et centres industriels. Une délégation de dix-huit généraux soviétiques vient, sous prétexte de vérifier l'état de préparation aux manœuvres du pacte de Varsovie, s'assurer de la détermination de la hiérarchie militaire polonaise à en découdre avec la contre-révolution, les militaires soviétiques s'enquêtent régulièrement de l'état d'avancement des préparatifs de la loi martiale et réussissent à s'armer le contrôle de facto de l'espace aérien de la Pologne.

Retarder les échéances

Le 24 mars, alors que le pays entier bouillonne d'indignation à la suite d'une provocation policière contre Solidarité à Bydgoszcz, le chef d'état-major des forces armées du pacte de Varsovie, le maréchal Koulikov, annonce la prolongation inopinée de l'exercice militaire «Soyouz 81», sans même dissimuler les motifs d'une décision aussi inhabituelle : «Parce qu'en Pologne il y a la contre-révolution». Impuissante à résister à ces procédés humiliants, la direction polonaise retarde les échéances, faisant valoir que la situation n'est pas mûre ; Kania, le premier secrétaire du POU, préconise le «dialogue», c'est-à-dire l'annulation de Solidarité par des moyens poli-

mener un semblant de dialogue avec le syndicat : la rencontre, le 4 novembre, entre le général Jaruzelski, Lech Walesa et Mgr Glomp reste sans suite.

Porté par l'ivresse de quinze mois de succès, blasé peut-être par de trop nombreuses alertes et rumeurs, persuadé de la déliquescence du régime, le syndicat ignore les signes annonciateurs de l'épreuve de force, interprète mal les indices de militarisation du pouvoir et néglige les dispositions à prendre pour une éventuelle résistance, ouverte ou clandestine. L'effet de surprise recherché par le pouvoir n'en est que plus dévastateur.

A l'Ouest aussi, la stupeur domine. Et l'improvisation. «Dieu entendu, nous ne ferons rien», lâche le ministre français des relations extérieures, Claude Chaignon. Le chancelier Schmidt, en visite en RDA, ne songe pas le moins du monde à interrompre son séjour ; se retranchant derrière le principe de non-ingérence, il ne veut pas condamner le recours à la loi martiale et se préoccupe avant tout du sort de son ami Gierek, lui aussi interné, pour faire bonne mesure, avec une trentaine d'anciens responsables. Les Américains, avertis par le colonel Kuklinski des plans du général Jaruzelski, dissimulent mal leur soulagement de ce que les Soviétiques ne sont pas directement impliqués. Il s'agit d'une «affaire intérieure polonaise» ; il faudra attendre la mobilisation des opinions publiques par les syndicats et de nombreuses consciences révoltées pour que les gouvernements occidentaux mesurent la signification de l'événement et en tirent les conséquences en prenant des sanctions contre le régime de Varsovie puis contre l'Union soviétique.

En Pologne, après un dimanche de désarroi où aucune communication privée n'est possible, où le déploiement des forces dissuade toute velléité de manifestation, où le couvre-feu est en vigueur dès 18 heures, où le primat a, dans une homélie malencontreusement abondamment exploitée par la propagande, appelé à la résignation, il faudra attendre le lundi 14 décembre pour observer les premières réactions. Des grèves éclatent dans les grandes usines, mais, isolées, privées de dirigeants internés, réprimées sans ménagement, ces mouvements sont des gestes de désespoir, sans lendemain. Les principaux foyers de résistance sont Gdansk, Wrocław, Nowa-Huta et les mines de Silesie ; dans l'une d'elles, la mine Wujek, l'assaut des forces de l'ordre, le 16 décembre, laisse sept tués par balle et des dizaines de blessés. Le dernier point de résistance, la mine Piast capitale le 28 décembre, après neuf jours de privation de ravitaillement des mille trois cents mineurs retranchés au fond.

Le général Jaruzelski a remporté une brillante victoire tactique, mais le succès politique se fait attendre. Solidarité se reconstitue dans la clandestinité, toutes les tentatives de «réconciliation» ou de débâchage des modérés du syndicat se heurtent à un mur de défiance, la réforme économique annoncée reste un vœu pieux et le pays continue de végéter dans la quarantaine politique et financière où le confinent les Occidentaux.

Seul l'abandon de la «doctrine Brejnev» par Gorbatchev en 1988 change suffisamment le rapport de forces pour contraindre le régime à céder le pouvoir à l'organisation véritablement représentative qu'est restée Solidarité. Quant au général Jaruzelski, redevenu simple citoyen, il voue l'essentiel de son énergie à effacer ce que le professeur Giermek, comme les «stigmates de l'échec politique l'état de guerre» (2) on s'attribuant le mérite historique d'avoir évité à la Pologne un «malheur plus grand» et d'avoir permis la transition démocratique. Dix ans après le coup d'État, la question de la responsabilité de son auteur est toujours sans réponse : patriote sincère, partisan de la solution du moindre mal, jouet d'une guerre des nerfs orchestrée par les Soviétiques ou exécutant docile des instructions du Kremlin ? Jan Olszewski, le nouveau premier ministre, a promis d'ouvrir une enquête sur l'introduction de la loi martiale et d'en poursuivre les auteurs en justice s'il n'est pas établi qu'elle répondait à une «impérieuse nécessité».

STÉPHANE MEYLAC

(1) Très directement impliqué dans la préparation de la loi martiale, le colonel Kuklinski avait, en mars avant sa promotion, été «cultura» de Pologne par les services secrets américains. Voir Wojciech Nowak, *Kultura*, Paris, avril 1984. Voir également, de Gabriel Mériel, *La Nuit du général Belfort*, Paris, 1989.

(2) Bronislaw Geremek, *La Rupture*, Seuil, Paris, 1991.

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

JACQUES

DELORS

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUEAVEC ANDRÉ PASSERON
ET JACQUES AMALRIC (LE MONDE)
BERNARD LEHUT
ET JANINE PERRIMOND (RTL)18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR

RTL

Le sommet euro-asiatique

L'étonnante séquence
du général Jaruzelski

EUROPE

Sanglants affrontements
entre forces moldaves et russophonesL'indésirable
M. Honecker

M. Erich Honecker, l'ancien dirigeant communiste de la RDA, n'avait toujours pas quitté le territoire de la Russie dans la matinée du samedi 14 décembre alors que l'ultimatum des autorités russes lui enjoignant de partir avait expiré vendredi à minuit.

Réfugié avec son épouse dans les locaux de l'ambassade du Chili à Moscou depuis mercredi, M. Honecker a reçu durant une heure la visite, vendredi, du deuxième secrétaire de l'ambassade de Cuba, ce qui a relancé les spéculations sur une éventuelle expulsion vers la Havane, selon l'agence allemande ADN.

La Corée du Nord aurait également accepté, vendredi, d'accueillir l'ancien numéro un est-allemand, d'après l'agence d'information russe RIA qui cite des sources proches du gouvernement de la fédération de Russie. De son côté, le chancelier Helmut Kohl a envoyé, vendredi, un nouveau message personnel au président chilien, M. Patricio Aylwin, pour lui demander de ne pas accorder l'asile politique à M. Honecker. Un sondage effectué pour la chaîne ZDF révèle que 52 % des Allemands sont opposés à un retour « à tout prix » de l'ancien chef d'Etat. — (AFP.)

De violents affrontements entre les forces spéciales du ministère moldave de l'Intérieur et la « garde nationale » des russophones ont fait entre cinq et dix-sept morts et plusieurs blessés, vendredi 13 décembre, à Dubossary, dans la zone russophone de l'est de la Moldavie, d'après l'agence moldave Pres reçue à Bucarest. Le président moldave, M. Mircea Snegur, a écarté un voyage à Minsk où il s'entretenait avec les fondateurs de la nouvelle Communauté des Etats souverains pour regagner Kichinev, la capitale moldave (nos dernières éditions du 14 décembre).

BUCAREST

de notre correspondant

C'est le début d'une dangereuse bataille pour le contrôle de la Transnistrie, territoire de la Moldavie indépendante mais majoritairement peuplé de russophones pro-soviétiques. La lourdeur d'un bilan encore imprécis témoigne du commencement d'une petite guerre entre deux embryons d'armées : les nouvelles unités spéciales du ministère de l'Intérieur moldave (qui tiennent lieu de forces armées à Kichinev en attendant la « moldavisation » de l'armée soviétique) et la « garde nationale » des russophones de la « République de Transnistrie » — qui

compte déjà plusieurs centaines d'hommes encadrés d'officiers de réserve (voire d'active) de l'armée soviétique — équipée d'armes automatiques, de moyens de transmissions, de transports et d'unités de l'armée de l'Union.

L'affrontement semblait d'autant plus inévitable que les élections de début décembre ont produit deux législatives opposées sur le territoire de la rive gauche du Dniestr. Le 1^{er} décembre, les autorités de Transnistrie ont organisé un référendum sur leur indépendance par rapport à la Moldavie roumainophone. Le 8 décembre, la Moldavie a élu un président unique pour « l'intégrité du territoire » (voir nos éditions datées 8-9 décembre et 10 décembre). La bataille pour le contrôle de la Transnistrie (qui compte 40 % de Moldaves) est dangereuse, car les officiers de la XIV^e armée soviétique, stationnés sur ce territoire, qui se sont ouvertement rangés du côté des autorités de Tiraspol, capitale de la République pro-soviétique, ont plusieurs fois menacé d'intervenir directement. Selon l'AFP, la radio de Tiraspol a appelé cette XIV^e armée à l'aide vendredi, tandis que M. Igor Smirnov, président de la Transnistrie, profitait de l'occasion pour demander à Moscou « l'interposition de l'armée soviétique ».

Même si les versions de Kichinev et de Tiraspol divergent, elles révèlent un but commun : chacun entend contrôler Dubossary. Une mainmise moldave sur cette petite ville du centre de la République de

Transnistrie et principal théâtre des affrontements (trois morts en novembre 1990, trois blessés en septembre 1991) couperait en deux la petite République russophone de sept cent mille habitants. Selon Tiraspol, près de sept cents soldats moldaves, autorisés la veille par leur Parlement à intervenir, ont attaqué l'aube la « garde républicaine » qui s'était emparée de la ville et gardait « la frontière » sur le Dniestr. Kichinev affirme que les forces « séparatistes » (dont une trentaine de combattants ont été arrêtés) ont attaqué le poste de police moldave de Dubossary qui, malgré des ultimats répétés, était un des rares en Transnistrie à lui rester fidèle.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

■ **TCHÉCOSLOVAQUIE** : un nouveau chef des services secrets. — Le président Vaclav Havel a nommé, vendredi 13 décembre, M. Stefa Bacinaky, 37 ans, à la tête des services secrets, indique l'agence CTK. Député du mouvement slovaque Public contre la violence, M. Bacinaky prendra ses fonctions à partir du 1^{er} janvier prochain. Les services secrets, désormais placés sous la tutelle du Parlement, ont été remaniés sur le modèle du FBI américain. Des centaines d'agents secrets qui travaillaient sous le régime communiste ont été licenciés depuis un an. — (AFP, UPI.)

YOUgoslavie

Plus de dix mille réservistes serbes
auraient refusé de rejoindre leurs unités

Si l'intensité des combats semblait, d'une façon générale, avoir diminué, vendredi 13 décembre, en Croatie, de violents affrontements se poursuivaient à Novska, à Nova-Gradiska, à Vinkovci et près d'Osijek en Slavonie, dans la région de Petrinja en Banja ainsi que dans l'arrière-pays dalmate, non loin de Sibenik et de Zadar.

BELGRADE

de notre correspondant

Les chances d'un rétablissement rapide de la paix semblent néanmoins s'éloigner : alors que l'ordre de mobilisation générale est toujours en vigueur en Croatie, l'armée fédérale vient de demander un renforcement de ses effectifs.

A Belgrade, le « bloc serbe » de la présidence yougoslave a décidé de prolonger, par décret, de trois mois la durée du service militaire pour les recrues de la classe 1991 et de fixer

à quatre mois la durée de mobilisation des réservistes de l'armée. Jusqu'à présent, la durée officielle de service était de douze mois et les réservistes étaient mobilisés entre quarante-cinq et soixante jours.

Le communiqué de la présidence explique que cette décision a été prise pour augmenter les effectifs de l'armée yougoslave et les porter à un niveau adéquat à « l'état de danger imminent de guerre » dans lequel se trouve le pays. Il ajoute que « l'armée yougoslave mène des opérations d'une importance cruciale pour faire face à la montée du fascisme et à l'extension de la guerre civile et du génocide contre le peuple serbe en Croatie ».

Ces mesures, adoptées en dépit des promesses faites par l'armée fédérale et le bloc serbe de la direction yougoslave de cesser les hostilités et de chercher une solution pacifique à la crise, visent avant tout à maîtriser les problèmes de recrutement. En effet les désertions

se multiplient et un nombre croissant de personnes ne répondent plus à l'ordre de mobilisation. Selon le porte-parole de l'armée fédérale, le colonel Papić plus de 10 000 réservistes, ont refusé de rejoindre leurs unités.

L'opposition serbe et les mouvements pacifistes ont immédiatement condamné le décret de la présidence. Selon le Parti des réformistes de Serbie ces mesures « annoncent l'escalade de la guerre et violent l'accord de cessation des hostilités conclu à Genève ». Il appelle par ailleurs les citoyens de Serbie à ne pas respecter ce décret et se demande : « Qui gouverne la Serbie, les dirigeants élus ou les militaires ? » Le Centre d'action anti-guerre de Belgrade a pour sa part sommé « la prétendue présidence yougoslave » d'abroger le décret et de suspendre la mobilisation car « toute une génération est privée du droit de vivre, d'étudier et d'avoir un avenir ».

FLORENCE HARTMANN

Le PCF et les changements à l'Est

M. Marchais proteste contre l'interdiction
de la propagande communiste en Tchécoslovaquie

M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, a rendu public, vendredi 13 mars, une lettre qu'il a adressée, le même jour, à M. Vaclav Havel, président de la République tchèque et slovaque, pour protester

contre le vote, par l'assemblée fédérale de ce pays, d'une loi interdisant la propagande du communisme sous peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à huit ans (le Monde du 14 décembre). Il y exprime sa « plus vive indignation face à cette mesure qui n'a de précédent que dans les plus sombres heures de l'histoire contemporaine de l'Europe ».

M. Marchais ajoute : « Pour être le secrétaire général d'un Parti communiste qui, en 1968, a condamné l'intervention de l'armée soviétique dans notre pays et qui a constamment, depuis lors, réclamé la démocratisation de celui-ci ; pour avoir été de ceux qui, dès 1980, ont exigé pour la libération et n'ont cessé de réclamer ensuite le respect de vos droits chaque fois que ceux-ci ont été mis en cause par les autorités d'ici, je me sens particulièrement à l'aise pour m'adresser à vous de façon pressante afin de vous demander d'user des prérogatives qui sont les vôtres pour que cette loi soit abrogée ».

Le secrétaire général du PCF se déclare solidaire de M. Jiri Svoboda, président du Parti communiste de Bohême et Moravie, « qui a entamé une grève de la faim » ainsi que des députés de sensibilité communiste « qui portent au revers de leur veston une étoile de David de couleur rouge sur laquelle est écrit en allemand : « Je suis un communiste ! » et de « tous ceux qui, en Tchécoslovaquie, par delà la diversité de leurs opinions politiques ont à cœur de ne tolérer de la part de quelque pouvoir que ce soit ni totalitarisme ni esprit de revanche ».

M. Sotura dément
l'existence des aides
du PC soviétique

Après l'article du Monde sur les versements du PC soviétique aux partis « amis » (nos éditions du 14 décembre), M. Pierre Sotura, trésorier national du PCF, a publié la déclaration suivante :

« Le journal Le Monde tente de relancer la cabale de l'or de Moscou, qui s'est lamentablement effondrée voici deux mois. Pourquoi ? Parce que l'al — avec d'autres dirigeants du PCF — a apporté le démenti le plus formel que le PCF n'a évidemment pas reçu les sommes dont il était question. J'ai lancé en défi à qui que ce soit de mettre en doute mes affirmations catégoriques. Ce défi, et pour cause, n'a pu être relevé ».

« La personne de l'entourage de M. Eltsine qui a annoncé que des « quittances » des reçus seraient produits n'a pu le faire. Le Monde prétend désormais que les reçus des destinataires (les « tireurs » des partis amis) existent. Le Monde ment. Je le mets au défi de donner corps à ces ébauchettes. Le PCF a un financement sain et transparent. Les travaux récents de la commission parlementaire d'enquête ont apporté une nouvelle preuve publique... »

[Contrairement à plusieurs autres partis communistes (italien, portugais...) et à certains dirigeants de l'ex-URSS, le PCF — démentit-il — dans les livres de comptes produits par M. Eltsine — continue à nier l'existence de ces versements, en l'absence de PCUS aux partis « amis ». M. Eltsine nous a fait connaître son intention de rendre public l'ensemble des documents dont il dispose, une fois que le parquet de Russie aura terminé ses enquêtes. — E.L.]

DIPLOMATIE

M. Balladur,
Maastricht
et les conservateurs
britanniquesLONDRES
de notre envoyé spécial

M. Thatcher s'est peut-être déclarée publiquement « enchantée » par les résultats du Conseil européen de Maastricht, mais elle évite de le faire en privé. C'est ce qu'a pu constater, vendredi 13 décembre, M. Edouard Balladur, au terme d'une visite à Londres durant laquelle l'ancien ministre des finances de Jacques Chirac s'est entretenu notamment avec MM. John Major, Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, Norman Lamont, chancelier de l'Echiquier, Peter Lilley, ministre de l'Industrie et du Commerce, et Smith, « ministre » des finances du « shadow cabinet » travailliste. M. Balladur a également rencontré M. Jacques Attali, le président de la BERD, et Lord Carrington, ancien responsable de la diplomatie britannique, actuellement en charge d'une médiation dans la crise yougoslave.

Que M. Balladur ait été ainsi reçu par les autorités britanniques en dit long sur l'intérêt que l'on porte à Londres sur la situation politique en France. Les questions sur ce sujet n'ont d'ailleurs pas manqué. D'entrée de jeu, M. Balladur, qui n'entend à ce stade représenter que lui-même, a fait savoir à ses interlocuteurs qu'il ne pouvait pas compter sur un changement de majorité en France pour venir à bout des accords de Maastricht. Ils seront respectés quoi qu'il arrive, a-t-il dit, sinon la lettre — les textes écrits — ne sont pas encore écrits, encore moins signés — du moins « dans leur esprit général ». Et cela, même si M. Balladur s'interroge sur certains points : notamment les critères de convergence retenus à propos de la politique économique des Douze. « Qu'en restera-t-il dans six ans », demande-t-il, après avoir regretté qu'aucun critère ne retienne la capacité d'épargne, donc d'investir, de chaque pays. Et d'expliquer cet oubli par des écarts de taux de préférences obligatoires qu'on préférerait masquer : 4,5 % pour la France, 37 % pour la Grande-Bretagne, à peine plus pour l'Allemagne.

L'ancien ministre des finances de la cohabitation s'interroge aussi sur l'opportunité de laisser voter aux élections locales les ressortissants des autres pays de la CEE. Non que l'idée le choque, si des critères de résidence

stricts sont définis, mais parce qu'elle risque d'être exploitée, notamment en France, par l'extrême droite. Une préoccupation que ne partagent pas, en revanche, les dirigeants conservateurs britanniques, habitués depuis longtemps à la participation de certains ressortissants du Commonwealth aux élections locales.

Le droit
d'intervention

Mais c'est à propos de la situation dans les pays d'Europe centrale et orientale et dans l'Union soviétique que M. Balladur a pu constater les plus grandes divergences d'analyse entre la Grande-Bretagne et les pays du continent. Lord Carrington, par exemple, estime que la crise yougoslave est sans issue et qu'il est surtout urgent de ne rien faire, ce qui est tout de même une position étrange pour un médiateur. Et il n'a pas caché à son interlocuteur que la diplomatie britannique ferait tout, lundi 16 décembre, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères des Douze, pour convaincre l'Allemagne et l'Italie de renoncer à reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie.

Tel n'est pas l'avis de M. Balladur, pour qui « Maastricht, c'est bien, mais ce serait dérisoire si les Européens ne se préoccupent pas de maintenir la paix sur leur continent. Le droit d'intervention est certes interdit par la Charte des Nations unies, mais comment pourrions-nous rester les bras croisés alors que le feu est aux portes de l'Europe ? Comment prétendre qu'une action de police ne serait pas légitime moralement en Yougoslavie ? »

La situation dans l'ancienne URSS l'inquiète encore plus du fait de la présence d'armes nucléaires. Là encore, les Douze ne devraient pas rester inertes. Ils sont en tout cas, selon lui, fort mal placés pour rapprocher aujourd'hui au président Bush la convocation, en janvier prochain, d'une vaste conférence internationale consacrée aux conséquences du démantèlement de l'empire soviétique. « On ne peut pas ne rien faire et regretter que quelqu'un d'autre le fasse à votre place », dit M. Balladur, avec la certitude de ceux qui croient en leur destin.

JACQUES AMALRIC

Le Parlement allemand
semble prêt à ratifier le traité

Le chancelier Helmut Kohl a défendu, vendredi 13 décembre à Bonn, devant le Bundestag, les traités sur l'Union économique et politique européenne signés en début de semaine à Maastricht. Malgré les critiques antérieures, ces deux textes n'ont pas soulevé d'opposition majeure ni chez les sociaux-démocrates ni dans les rangs des partis de la majorité. La ratification du traité par le Parlement allemand ne devrait donc pas poser de problème.

BONN

de notre correspondant

Le Bundestag serait-il curieusement à l'abri du mécontentement exprimé à travers la presse par les tenants d'un courant néo-national qui reprochent à l'intégration européenne de limiter la liberté de manœuvre allemande ? Le prétexte de ce mécontentement a été l'union monétaire, car elle sacrifierait le deutschemark sur l'autel européen. Dans un éditorial éloquent, le Süddeutsche Zeitung de Munich, autrefois plus mesuré, estimait encore samedi que « le mark est tombé dans un piège tendu par François Mitterrand » et demandait au Parlement de ne pas suivre le chancelier Kohl dans sa « fièvre de missionnaire ».

Le seul à aller finalement dans ce sens a été le président du Parti libéral, M. Otto von Guericke, qui a critiqué l'automatisme prévu pour le passage à la dernière phase de l'union économique et monétaire en

1999. L'ancien ministre de l'économie a demandé que l'abandon du deutschemark fasse, le moment venu, l'objet d'un vote du Parlement. Ces critiques, reconnaît un responsable de l'Union démocratique chrétienne, ne laissent pas indifférents tous les députés du groupe CDU, le parti du chancelier. Mais aucun d'entre eux ne s'avisait aujourd'hui de contredire M. Kohl sur cette question.

L'abandon
du deutschemark

Le chef du gouvernement s'est félicité de l'étroite liaison avec la France, soulignant que les deux pays étaient « unis dans leur vision d'une Europe qui doit croître non seulement économiquement mais aussi politiquement ». Il a mis en demeure ceux qui dénoncent l'abandon du mark de dire « à qui profite cette campagne ».

Pour le Parti social-démocrate, qui avait menacé avant la réunion de Maastricht de ne pas ratifier le traité si le contrôle démocratique de la future Union n'était pas suffisant, M. Ingrid Matthäus-Maier a estimé que le sommet avait apporté « des progrès » mais qu'il fallait encore beaucoup travailler dans le domaine politique et social. Elle a prononcé un vibrant plaidoyer pour défendre l'union économique et monétaire, la monnaie commune, mais a reproché au chancelier d'avoir cédé sur l'extension des droits du Parlement européen. Elle a enfin réclamé que le siège de la future banque centrale européenne soit en Allemagne.

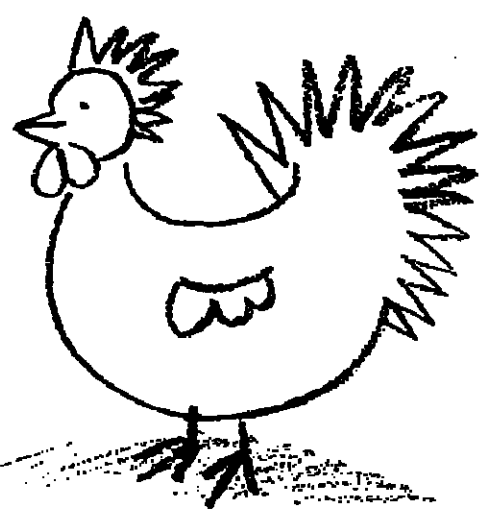
HENRI DE BESSON

Rues serbisées
au Kosovo

Quatorze rues de Pristina, capitale de la province du Kosovo sous tutelle serbe mais peuplée à près de 90 % par des Albanais, portant des noms se référant au passé communiste yougoslave ou des noms albanais, ont été débaptisées au profit de personnalités de l'histoire serbe, a rapporté, vendredi 13 décembre, l'agence Tanjug.

La rue du Maréchal-Tito, une allée piétonnière du centre de la ville, s'appellera désormais rue de Vidovdan, en mémoire de la bataille du Kosovo (quatorzième siècle) contre les Turcs. La rue Lénine devient rue Pierre-I-Libérateur, en l'honneur du roi qui reprit au début du siècle le Kosovo à l'empire ottoman.

Ces changements de nom touchent de nombreux personnalités de l'histoire albanaise, Hajder Dushi cédant la place, par exemple, à Vojvoda Stepe, un chef militaire serbe de la première guerre mondiale. Il s'agit là d'une « serbisation du Kosovo », a estimé le président du Parti démocratique du Kosovo (opposition) M. Ibrahim Rugova, qui a ajouté que les Albanais de souche « donneront aux rues leurs propres appellations ». — (AFP.)

Est-ce le mot
qui donne l'idée ?...

150

DIPLOMATIE

A Beyrouth

M. Dumas promet le concours actif de Paris à la reconstruction du Liban

BEYROUTH

de notre correspondant

Le séjour - d'un peu plus de vingt-quatre heures - à Beyrouth du ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a mis une touche finale au rétablissement de relations cordiales et privilégiées entre la France et le Liban.

En marge des entretiens officiels qui se sont poursuivis au cours de la deuxième journée, vendredi 13 décembre, M. Dumas a parcouru les ruines du centre de Beyrouth et celles de la Résidence des Pina qui fut celle de l'ambassadeur de France jusqu'en 1982 - le ministre a annoncé que ce bâtiment sera restauré et rendu à sa vocation première. Il a enfin visité l'Hôtel-Dieu qui est l'image hospitalière de la France au Liban et pour lequel Paris vient de débiter une aide de huit millions de francs destinée à son développement.

M. Dumas a souligné que ses conversations s'étaient articulées autour de trois thèmes : la souveraineté libanaise, avec, d'une part, les possibilités d'application de la résolution 425 du Conseil de sécurité prévoyant le retrait des Israéliens et, d'autre part, la perspective d'un retrait de l'ar-

mée syrienne; le retour à une vraie démocratie, avec des élections législatives réellement libres; la reconstruction et la relance économique.

«Présence étrangère»

Les deux premiers points étant liés, M. Dumas a déclaré : « Il faut que les élections puissent se tenir dans des conditions telles qu'elles ne soient pas sujettes à caution [et elles le seraient] tant qu'il y aura, ici ou là, une présence étrangère qui pourrait fausser le jeu électoral. Il est apparu (...) que ces élections pourraient se dérouler dans un délai raisonnable qui serait de l'ordre de quelques mois, ou au maximum d'un an (...) ». La France est prête pour sa part à apporter une contribution sur le plan technique, c'est-à-dire dans l'élaboration des listes électo-

rales. Le ministre a promis un concours actif de la France dans les trois domaines-clés de la reconstruction du Liban : l'électricité, les télécommunications, l'eau, assurant qu'il demandera au ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, de faire un effort particulier.

LUCIEN GEORGE

Voyage «historique» de M. Rafsanjani à Khartoum

L'Iran renforce son soutien à la junte soudanaise

Le président iranien Ali Akbar Rafsanjani est arrivé vendredi 13 décembre à Khartoum pour une première visite officielle au Soudan. Il est accompagné d'une délégation de plus de cent-cinquante membres, dont le ministre des affaires étrangères Ali Akbar Velayati. Selon l'ambassadeur d'Iran à Khartoum, la «visite historique» de M. Rafsanjani a notamment pour objectif de «consolider le mouvement islamique pour qu'il puisse faire face aux «complots».

Les relations entre Khartoum et Téhéran étaient pratiquement inexistantes avant le coup d'Etat militaire du 30 juin 1989. Elles se sont développées progressivement, au fur et à mesure que se précisaient les orientations intégristes du nouveau régime de Khartoum, très proches de celles prises à Téhéran, depuis la révolution islamique en 1979. La mise en application de la charia (loi islamique) au Soudan, au début de 1991, a grandement contribué à ce rapprochement. Les nouvelles relations bilatérales devaient comprendre aussi une coopération militaire, puisque de nombreux officiers de haut rang et le ministre de la défense, M. Akbar Torjan, font partie de la délégation qui accompagne M. Rafsanjani.

Selon le *Sudan Democratic Gazette*, un mensuel de l'opposi-

tion publié à Londres et généralement bien informé, l'Iran s'est engagé, en avril dernier, à la demande du Front national islamique (FNI) du Dr Hassan el Tawhidi, l'idéologue de la junte qui détiendrait l'essentiel du pouvoir (il a effectué plusieurs visites à Téhéran depuis un an) à financer l'achat d'équipements militaires, d'une valeur globale de 300 000 000 de dollars, à la Chine, décidément en mal de devises. La transaction, étalée sur une période de deux ans, comporterait notamment la fourniture de blindés et de chasseurs-bombardiers. Une première livraison, comprenant 2 hélicoptères et près d'un million de bombes de 1 000 livres, largables à haute altitude, aurait, toujours selon le *Sudan Democratic Gazette*, été effectuée à Port-Soudan. De même, la Chine aurait envoyé à Khartoum une équipe d'instructeurs chargée d'apprendre aux pilotes soudanais la technique des bombardements à haute altitude.

La rébellion affaiblie

La scission intervenue au sein des forces rebelles et les combats qui ont par la suite opposés les unités dissidentes dirigées par les commandants Lam Akol et Ryak Maccar, à l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) du colonel Garang (*le Monde* du 28 novembre) semblent avoir conforté ceux qui à Khartoum affirment que la rébellion est sur le point de s'effondrer et qu'une victoire militaire est désormais possi-

ble. D'où, la multiplication des efforts déployés à Khartoum en vue de renforcer la capacité combattive des forces régulières soudanaises, et l'aide qui, de l'avis même de nombreux observateurs neutres, semble avoir été fournie par les gouvernements aux dissidents de la fraction Akol-Maccar dans le but évident d'affaiblir la rébellion et de démoraliser les combattants de Garang.

De passage à Paris, où il est venu négocier avec les responsables français la normalisation des relations entre Paris et Khartoum, M. Rafsanjani a eu, le 12 décembre, un entretien avec le commandant Lam Akol à Nairobi. Il a cependant affirmé, dur comme fer, qu'il n'avait nullement encouragé ce dernier à poursuivre sa dissidence contre le chef de l'APLS «en lui offrant des centaines de milliers de dollars que nous ne possédons pas». Il a dit, au contraire, lui avoir fermement conseillé de se réconcilier avec le colonel Garang. «Pour nous, a-t-il déclaré, les dissidents du groupe Akol-Maccar sont pires que le colonel Garang, car ils préconisent le séparatisme auquel nous sommes fondamentalement opposés, alors que ce dernier est pour un Soudan uni et parle à peu près le même langage que nous». Il n'empêche que les membres du FNI en Europe s'efforcent actuellement de convaincre les étudiants sudistes

de se rallier au groupe Lam Akol-Ryak Maccar.

M. El Haj, qui occupe actuellement le poste de conseiller économique auprès du Comité de salut public formé par les officiers islamistes qui ont pris le pouvoir en 1989, affirme que le nouveau régime militaire n'est pas contrôlé par le FNI dont il est lui-même l'un des plus éminents représentants. «Comme toutes les autres organisations politiques», dit-il, le Front islamique a été dissous après le coup d'Etat du 30 juin. Mais il n'explique pas pourquoi la plupart de ses membres se trouvent aujourd'hui à la tête des postes-clés de l'Etat et du pays.

Au cours de son séjour à Paris, M. El Haj a été reçu respectivement par M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à l'Elysée, M. Paul Dijoud, directeur des affaires africaines et malgaches au Quai d'Orsay, et M. Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire. Il affirme qu'à la suite de ces entretiens les «malentendus» qui avaient perturbé les «relations traditionnelles excellentes entre la France et le Soudan» se sont dissipés. M. El Haj déclare avoir fait savoir à ses interlocuteurs que son pays n'avait aucunement apprécié la visite «non autorisée» rendue par M. Kouchner au colonel Garang et la venue de ce dernier à Paris en septembre.

«Tout est redevenu normal entre la France et le Soudan», a-t-il souligné, en indiquant que M. Dijoud, se rendrait à Khartoum fin décembre et M. Kouchner en janvier.

JEAN GUEYRAS

M. Mitterrand appuie la demande d'adhésion de la Suède à la CEE

Le premier ministre suédois, M. Carl Bildt, a confirmé, vendredi 13 décembre, à l'issue d'un entretien à l'Elysée avec le président Mitterrand, que la France soutenait l'adhésion de son pays à la CEE.

Un conseiller de M. Mitterrand a estimé que la question de la neutralité de la Suède et de l'Autriche ne constituait plus un obstacle à l'adhésion, les «blocs» ayant disparu en Europe. De son côté, M. Bildt a indiqué que cette adhésion était l'un des principaux objectifs de son gouvernement. Le même jour, le chancelier allemand Helmut Kohl a demandé devant le Bundestag que les négociations sur l'adhésion de l'Autriche et de la Suède commencent, «à un rythme soutenu», dès le début de 1993. - (AFP, Reuters).

En 1992

Le concours français à la francophonie atteindra près de 300 millions de francs

Comme pratiquement chaque sommet francophone, celui qui s'est tenu à Paris du 19 au 21 novembre est suivi de polémiques «feutrées», notamment entre fonctionnaires français et canadiens, au sujet des fonds dégagés pour la francophonie. Tout compte fait, il semble que l'augmentation des concours français s'era moins importante que n'avaient pu le faire croire certaines informations, officielles ou non (*le Monde* du 19 novembre et du 22 novembre).

Selon le cabinet de M. Tasca, ministre de la francophonie, les fonds français pour les «projets sommets» qui ont atteint cette année 240 millions de francs passeront à 286 millions de francs en 1992. Les 46 millions de francs

supplémentaires seront répartis ainsi : 30 millions destinés aux réalisations éducatives et autres menées par l'Agence de coopération culturelle et technique; 10 millions pour l'Université des réseaux francophones (UREF) et 6 millions pour l'Association de l'Afrique et de Madagascar de la télévision internationale en français TV5 (deux heures par jour à compter de mars 1992, trois heures huit mois plus tard).

Les responsables de l'UREF souhaitent voir leur budget passer de 55 millions de francs en 1991 à 110 millions de francs en 1992; il ne sera finalement que de 74 millions de francs grâce aux 10 millions provenant directement du gouvernement français, auxquels s'ajoutent, selon l'UREF, 9 autres millions issus de diverses sources publiques françaises; ce qui porte à 295 millions de francs l'enveloppe totale française pour la francophonie en 1992.

«Sommet de la pingrerie»

La rencontre de Chaillot, contrairement à ce qu'on écrit, certaines publications africaines, n'a donc pas vraiment été «le sommet de la pingrerie», en tout cas en ce qui concerne la France. En revanche, ni le Canada, ni le Québec, ni la Communauté française de Belgique (Wallonie et Bruxelles), ni la Suisse, n'ont indiqué pour le moment s'ils augmenteraient leurs dons qui, groupés, représentent en 1991 un effort comparable à celui de Paris.

D'autre part, ont circulé diverses versions des propos tenus par M. Mitterrand lors de la conférence de presse finale du sommet, le 21 novembre, sur la situation internationale du français. Voici le texte de l'Elysée : [La situation du français dans le monde] c'est le sujet majeur ou cela devrait l'être. Dans les enceintes internationales, c'est une querelle constante. Chaque fois que j'apprends qu'il y a tel congrès, notamment scientifique, là où la langue française est reconnue comme obligatoire, elle n'est pas employée, chaque fois l'adresse des réprimandes aussi sévères que possible à l'égard de ceux qui n'ont pas respecté notre contrat. Quand j'entends dire, ce qui arrive trop souvent, que des représentants de la France ont oublié de s'exprimer en français, cela a le don d'exasperer tous ceux qui aiment leur pays et leur langue. Ceux qui commettent ce genre d'erreurs graves doivent considérer qu'ils en supporteront les conséquences dans leur carrière.

J.-P. P.H.

La visite du premier ministre chinois en Inde

New-Delhi et Pékin critiquent la domination des Etats-Unis dans les affaires mondiales

À l'issue de ses entretiens à New-Delhi, où il effectuait une visite officielle, le premier ministre chinois Li Peng a conclu avec son homologue indien, M. P. V. Narasimha Rao, vendredi 13 décembre, trois accords de coopération portant sur le commerce frontalier, la coopération spatiale et l'établissement de consulats à Bombay et à Shanghai.

Tous deux «ont exprimé leur décision d'œuvrer ensemble afin de

trouver une solution à la question des frontières» qui oppose les deux pays depuis plus de trente ans, a indiqué un porte-parole du ministère indien des affaires étrangères. Selon ce dernier, Li Peng et Rao ont implicitement critiqué la position dominante des Etats-Unis dans le monde.

Manifestation de réfugiés tibétains

Ils ont dénoncé l'émergence d'une «oligarchie internationale», estimant qu'aucun pays «ne devrait avoir la possibilité de manipuler les affaires mondiales et de jouer une politique de puissance (...). Toutes les nations ont le droit de formuler leurs propres points de vue et de décider de leur

propre destin». La visite du premier ministre chinois à New-Delhi - la première depuis 1960 - si elle a renforcé le processus de normalisation des relations entre les deux pays, a néanmoins été marquée par des manifestations hostiles de réfugiés tibétains.

La police a procédé à un certain nombre d'arrestations de réfugiés qui scandaient «A bas Li Peng!» et «Longue vie au dalaï-lama!». La question du Tibet n'a pas figuré à l'ordre du jour des entretiens, mais M. Li a toutefois obtenu de son hôte qu'il réaffirme la reconnaissance par l'Inde de l'appartenance du Tibet à la Chine. - (AP, AFP).

EN BREF

■ CORÉE DU NORD : le président Kim Il-sung «profondément satisfait» de l'accord entre Séoul et Pyongyang. - Le président nord-coréen Kim Il-sung s'est déclaré «profondément satisfait» de l'accord de réconciliation conclu, vendredi 13 décembre, entre les deux Corées (*le Monde* du 14 décembre) car il a «ouvert la voie à la réunification nationale». A Paris, d'autre part, le porte-parole du Quai d'Orsay s'est réjoui de l'accord et «salué cette étape nouvelle et décisive»; il a cependant réclamé un contrôle «effectif et complet sur l'ensemble de la péninsule coréenne» par l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). - (Reuters, AFP).

■ IRAK : le secrétaire général de l'ONU qualifié de «fourbe». - Le quotidien irakien *El Thawra*, organe du parti Baas, s'en est violemment pris, vendredi 13 décembre, au secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, pour avoir rendu l'Irak responsable du déclenchement de la guerre avec l'Iran dans un rapport publié mardi. Le quotidien qualifie M. Pérez de Cuellar de «fourbe et d'hypocrite» et l'accuse de «porter une haine aveugle envers le peuple irakien». - (AFP).

■ IRLANDE DU NORD : plus de soixante blessés par l'explosion d'un camion piégé. - Le bilan de l'explosion d'une charge de 900 kilos, jeudi 12 décembre, à Craigavon (*le Monde* du 14 décembre) s'est alourdi. Environ soixante civils et six policiers ont été blessés dans cet attentat revendiqué par l'Armée républicaine irlandaise (IRA). - (AP, Reuters).

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
CHAMPS ÉCONOMIQUES

...Ou l'idée qui donne le mot?...



LE MONDE
diplomatique

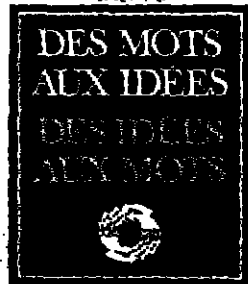
DÉCEMBRE 1991

MONTÉE DES FRUSTRATIONS, DES HAINES ET DES EXTRÉMISMES
par Claude Julien

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 18 F

... Réponse :

THESAURUS
Larousse



Un trésor inépuisable de mots et d'idées pour ne jamais en manquer*.

* INCONTOURNABLE ! Le nouvel outil original d'expression et de création indispensable pour rédiger et faciliter la conceptualisation et l'association d'idées.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : à une semaine de la convention sur la Constitution

La police est de nouveau accusée de soutenir le parti zoulou Inkatha

De nouvelles révélations de l'hebdomadaire de gauche *The Weekly Mail* ont relancé, vendredi 13 décembre, le scandale du financement, par la police, du parti Inkatha, à dominante zouloue, dont les militants se livrent, depuis des mois dans les cités noires, à de meurtriers affrontements avec ceux du Congrès national africain (ANC) de M. Nelson Mandela.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Au mois de juillet, *The Weekly Mail* avait publié une série d'articles mettant en relief les liens entre les services de police et l'Inkatha. A l'époque, dans l'embarras, le gouvernement avait dû convenir que les informations de l'hebdomadaire étaient fondées, mais il avait plaidé la bonne cause en indiquant que le financement de deux grands rassemblements politiques dans le Natal entré dans le cadre de la lutte anti-apartheid de la fin des années 80 et du début des années 90, avait permis au gouvernement d'obtenir des fonds de 250 000 rands (550 000 francs) pour l'organisation de ces meetings, et une somme globale de 1,5 million de rands (3,3 millions de francs) à l'UWUSA, un syndicat affilié à l'Inkatha.

Cette fois encore, le chef de la police, le général Van der Merwe, a dû reconnaître que ses services avaient financé l'organisation d'une autre réunion politique

publique de l'Inkatha, le 26 janvier, à Port-Shepstone, sur l'océan indien. Le général Van der Merwe n'a pas donné de chiffres, mais il a précisé que l'honneur de tous était sauf puisqu'il s'agissait d'un rassemblement pour les jeunes, destiné à enrayer la vague de crimes et de violences.

L'hebdomadaire soutient également que les services secrets de l'armée ont financé le fonctionnement d'une base secrète, à Mkuze, dans le nord du Natal, au moins pendant trois ans, pour un coût de 6,75 millions de rands (14,85 millions de francs). Selon le *Weekly Mail*, ce camp servait à l'entraînement de commandos de l'Inkatha qui suivaient ensuite, tous les jours, sous le contrôle de l'armée, une formation complémentaire en Israël et en Namibie.

Protestation de l'ANC

Le magazine explique comment les fonds parvenaient à l'Inkatha, par le canal de deux organismes égarés, le Credit Consultants à Pietermaritzburg et Adult Education Consultants à Pretoria, en citant les noms des responsables de ces sociétés et des cadres du centre de Mkuze. Le *Weekly Mail* précise que certaines des preuves en sa possession ont été déposées au bureau du juge Goldstone qui dirige la commission d'enquête sur la violence et l'intimidation.

Les articles du *Weekly Mail* sont tombés comme un tonnerre dans la mare. D'abord parce que le président De Klerk avait affirmé au mois de juillet que ces opérations

secrètes appartenaient au passé, que les versements de fonds avaient cessé en mars 1990, et qu'il était un comité spécial chargé de l'enquête sur les projets secrets de ses services. Ensuite, parce que ces révélations mettent de nouveau sous les projecteurs les liens entre l'Inkatha et le gouvernement, une semaine, jour pour jour, avant la première réunion de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), qui doit définir l'avenir du pays.

Le Congrès national africain (ANC) a mis en doute « la bonne foi du gouvernement » et sa volonté de maintenir « la paix ». L'organisation présidée par M. Nelson Mandela s'est interrogée sur « le crédit à porter aux affirmations du président De Klerk maintenant qu'il avait été pris en flagrant délit de mensonge ». La crédibilité de ces deux « ports parternaires », dans les négociations qui vont commencer, est gravement mise en cause, estime l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Une résolution de l'ONU lève l'interdiction des échanges culturels et sportifs. L'Assemblée générale de l'ONU a adopté par consensus, vendredi 13 décembre, une résolution qui, pour la première fois, assouplit la politique de sanctions recommandée à l'égard de l'Afrique du Sud. Cette résolution lève l'interdiction des échanges culturels et sportifs, mais demande le maintien des pressions économiques. — (Reuters)

ALGÉRIE : avant les élections législatives

Une morne campagne fait craindre une forte abstention

ALGER

de notre correspondant

Morne campagne. Alors que le premier tour des élections législatives aura lieu dans moins de quinze jours, la campagne pour ce premier scrutin pluraliste, commencée officiellement depuis une semaine, n'a toujours pas réussi à s'animer. Partout règne le même climat d'ennui et d'apparent désintérêt. Sans concertation aucune, les candidats, qui, comme le gouvernement, commencent à craindre un fort taux d'abstention, sont tombés d'accord pour inviter, avec insistance, les Algériens à accomplir leur devoir civique.

Dans toutes les villes, les panneaux électoraux demeurent, pour la plupart, vierges d'affiches, qui, lorsqu'elles sont placardées, paraissent aussi attrayantes qu'un faire-part de décès. Manque d'habitude et, surtout, de moyens. La loi prévoit que chaque aspirant à la députation parrainé par un parti recevra 10 000 dinars (environ 2 400 francs) pour couvrir les frais de sa campagne, le double s'il se présente en candidat indépendant. Ce pécule, confortable pour une formation qui brigue de nombreux sièges — c'est le cas du FLN, présent dans 439 circonscriptions sur 450 — se révèle insuffisant pour les partis à faibles moyens ou pour

beaucoup des 1 089 candidats libres. Récemment encore, les responsables politiques, unanimes, expliquaient leur faible audience par le boycottage auquel la télévision s'était livrée. Cette télévision, ils y ont, aujourd'hui, accès pour délivrer leur message électoral. L'exercice est difficile et le résultat consternant. Au point qu'un chroniqueur a pu écrire qu'il n'avait vu des candidats que leur crâne laborieusement penché sur le pensum qu'ils étaient en train de lire.

Un pouvoir « monarchique »

Les candidats n'ont, en réalité, plus rien à dire. En campagne de fait depuis les élections municipales de juin 1990, les partis politiques ont épuisé les arguments qu'ils répètent d'estrades en podiums. Repoussés à plusieurs reprises, les élections, officiellement anticipées, vont avoir lieu deux mois à peine avant le terme de la législature.

Tout le monde sent bien que le gouvernement qui en sera issu n'aura qu'une étroite marge de manœuvre, obligé de naviguer entre la dette, l'impasse sociale, le délabrement du système scolaire, les contraintes de toutes sortes

imposées par une situation économique difficile. Bref, comme le répète de plus en plus souvent une presse qui se bat les flancs de n'avoir rien à relater, ces élections ne régneront rien. Fait symptomatique, plusieurs responsables politiques appellent déjà à une élection présidentielle anticipée. C'est le président Abdelkader Bouche, notamment, de M. Kadi Marica, ancien premier ministre, et de l'ancien président Ahmed Ben Bella, qui, au cours d'un rassemblement, le 11 décembre à Alger, a accusé M. Chadli de cultiver un pouvoir « monarchique ».

Même l'incertitude entretenue par le Front islamique du salut (FIS) quant à sa participation ne tient plus grand monde en haleine. Bien que refusant toujours de dire s'il ira aux urnes — selon plusieurs sources il devrait trancher dimanche ou lundi prochain —, le mouvement intégriste, présent dans toutes les circonscriptions, mène campagne. Mais ses initiatives ne soulèvent pas davantage l'enthousiasme d'une opinion rendue rétive par les volte-face d'un parti jouant tantôt les gros bras, faisant tantôt l'agneau. Terme aujourd'hui, cette campagne ne paraît décidément pas pouvoir s'animer de sitôt.

GEORGES MARION

EN BREF

■ **BÉNIN** : des militaires français envoyés à Abidjan. — L'une des deux compagnies de militaires français déployées à Cotonou le 29 novembre, en raison de la crise togolaise (*le Monde* du 2 décembre), a quitté le Bénin pour un stationnement « provisoire » à Abidjan, a-t-on appris vendredi 13 décembre à Paris. Environ cent cinquante soldats avaient embarqué mercredi sur le navire français *Ouragan*, tandis que l'autre compagnie restait stationnée dans la capitale béninoise. — (AFP)

■ **LIBÉRIA** : l'application des accords de paix serait bloquée. — Chef de la principale faction rebelle au Libéria, M. Charles Taylor, a déclaré, vendredi 13 décembre, que plusieurs obstacles bloquaient l'application des accords de paix conclus en Côte-d'Ivoire en octobre : ceux-ci prévoient notamment un désarmement immédiat des forces de M. Taylor (*le Monde* du 14 novembre). Dans un communiqué diffusé par la

radio des rebelles, le chef du Front national patriotique du Libéria (NPFL) a demandé l'organisation d'une nouvelle conférence de paix. — (Reuters)

■ **MAROC** : vingt-et-un détenus politiques en grève de la faim. — Incarcérés à la prison d'Oukacha, à Casablanca, vingt-et-un détenus sont en « grève de la faim illimitée depuis le 26 novembre », ont

annoncé leurs familles, vendredi 13 décembre. Condamnés en 1986 à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison, pour « troubles à l'ordre public » et appartenance à une organisation marxiste-léniniste interdite, illal-Aman (En avant), ils entendent ainsi protester contre leurs conditions de détention. — (AFP)

■ **TCHAD** : rassemblement ministériel. — Le président tchadien Idriss Deby a procédé, jeudi 12 décembre, à un remaniement ministériel marqué par le départ de l'un de ses proches, M. Abbas Koti, du ministère de la défense. M. Koti devient ministre des transports et des travaux publics et cède son portefeuille à un ancien titulaire du poste, le commandant d'aviation Nadjita Bensouda. M. Ahmad Hassaballah Soubiane devient ministre de l'intérieur et de la sécurité, en remplacement de l'ancien numéro deux du régime, M. Moudou Abbas, arrêté le 13 octobre. — (Reuters)

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 910 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.

- Une voiture de location en

kilomètres illimités.

- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS.

Tél. : (1) 42-92-02-25.

AMÉRIQUES

HAÏTI : les négociations dans l'impasse

La répression s'intensifie à l'approche du premier anniversaire de l'élection du président Aristide

Les négociations entre le président Jean-Bertrand Aristide, renversé il y a deux mois et demi par un coup d'État militaire, et le Parlement sont toujours dans l'impasse, alors que la répression s'intensifie à l'approche du premier anniversaire, lundi 16 décembre, de l'élection du président. La nomination d'un nouveau premier ministre « de consensus », qui serait chargé de préparer le retour du président Aristide, continue de faire l'objet de difficiles tractations.

SAINT-DOMINGUE

correspondance

Le nom de M. Victor Benoît, qui dirige une formation social-démocrate, et qui a été proposé par le président Aristide, a été rejeté par un groupe de sénateurs et de députés, conduits par le président du Sénat, M. Déjean Bégin. Ces parlementaires, majoritaires au Sénat mais minoritaires à la Chambre des députés, ne cachent pas leur hostilité au retour du président Aristide. Avec l'appui de l'ambassadeur des États-Unis à Port-au-Prince, M. Alvin Adams, ils demandent que le poste de premier ministre soit confié à M. Marc Bazin, un ancien candidat à la présidence conservateur ou à M. René Théodore, le secrétaire général du Parti communiste haïtien. Ces deux personnalités sont distinguées depuis le coup d'État par leurs prises de position hostiles au président Aristide et à l'embargo mis en place par la com-

munité internationale pour le rétablir dans ses fonctions.

Depuis deux jours, les tirs ont repris la nuit dans les quartiers populaires, et les militaires multiplient les perquisitions à l'approche du 16 décembre, journée au cours de laquelle les partisans du président Aristide pourraient tenter de manifester. Depuis le sabotage de Radio Galaxie et l'enlèvement le 10 décembre de son directeur, M. Félix Lamy, par un commando de civils armés, la population est à nouveau privée d'informations. Radio Galaxie a été attaquée peu après avoir annoncé que le commandant Michel François, le chef de file dure au sein de l'armée, allait être relevé de son poste à la tête de la police de Port-au-Prince (*le Monde* du 13 décembre). Seules la radio et la télévision nationales continuent d'émettre des

bulletins de nouvelles, sous le contrôle étroit des militaires.

La vie quotidienne est de plus en plus difficile à l'approche des fêtes de fin d'année. Dans la capitale, l'électricité n'est distribuée que trois ou quatre heures par jour, et les transports sont paralysés par le manque de carburant. La plupart des entreprises ont fermé leurs portes et le flot des boat-people qui tentent de gagner les côtes de Floride à bord de petits voiliers continue de grossir. Depuis un mois et demi, les garde-côtes américains ont arraisonné 108 embarcations ayant à leur bord 7 300 Haïtiens. Un exode qui pose de sérieux problèmes aux États-Unis et qui pourrait, selon plusieurs observateurs, inciter Washington à accélérer le dénouement de la crise.

JEAN-MICHEL CAROIT

L'Argentine et le Brésil acceptent le contrôle de leurs installations nucléaires

Un accord de contrôle sur l'utilisation exclusivement pacifique de l'énergie nucléaire par l'Argentine et le Brésil a été signé vendredi 13 décembre au siège de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à Vienne, en présence des présidents des deux pays, M. Carlos Menem et Fernando Collor de Mello. Afin de dissiper les doutes sur un programme militaire nucléaire clandestin, les deux pays « acceptent des contrôles sur tous leurs matériels nucléaires dans tous les domaines à l'intérieur de leurs

pays pour vérifier que de tels matériels ne sont pas détournés pour fabriquer des armes nucléaires », stipule le texte.

Il s'agit d'un accord quadripartite entre l'Argentine, le Brésil, l'AIEA et l'Agence brésilienne-argentine pour l'inventaire et le contrôle des matériels nucléaires (ABACC) qui, pour la première fois, donne accès à des contrôles à la fois bilatéraux et internationaux des matériels nucléaires. Jusqu'à présent, de tels engagements existaient seulement entre l'AIEA et un pays déterminé. — (AFP)

ASIE

Bien que soucieuse de ne pas s'aliéner les bonnes grâces de Pékin

La France pousse ses pions à Taiwan

Longtemps partenaire privilégiée de la Chine populaire, la France s'est récemment tournée vers le régime rival de Taiwan, plus petit et moins puissant, mais dont les potentialités commerciales sont autrement intéressantes. Avec des réserves en devises qui sont les plus importantes au monde, des projets de développement dépassant les 300 milliards de dollars, Taiwan est l'un des rares endroits au monde où l'on paie encore rubis sur l'ongle.

TAIPEI

de notre envoyé spécial

Son nom est sur toutes les lèvres, comme s'il était toujours en fonctions : M. Roger Fauroux, ancien ministre du gouvernement Rocard, a été, au début de l'année, le premier membre d'un gouvernement français, et même occidental, à visiter Taiwan. Aujourd'hui encore, derrière ces partenaires « incontrournables » que sont les chinos américains et les fournisseurs japonais, la France est bien placée, et jouit d'un réel prestige. Mais pour combien de temps ?

Cette visite a suscité dans la presse un sentiment qui n'existe pas auparavant. De tous les pays européens, la France a une place à part, nous a déclaré le chef de la diplomatie taiwanaise, un sentiment que confirment bien des conversations privées. Pas plus que M. Frédéric Chien, son collègue de l'économie, M. Vincent Siew ne mâche ses compliments lorsqu'il parle de la France.

« Officiels »

ou « officiels » ?

Oubliées les vexations dont les Taiwanais ont pu naguère être l'objet de la part d'une bureaucratie hexagonale tatillonne ou seulement perdue face à ce vide juridique que représente un « non-Etat » ! Le gouverneur de l'île, M. Lien Chen, quant à lui, se prévaut même de son amitié avec M^{me} Edith Cresson, dont on connaît l'intimité qu'elle porte — de même que son mari, Jacques Cresson — à l'économie florissante de Taiwan.

Il est vrai que Paris a franchi, l'été dernier, un pas considérable en acceptant de vendre douze frégates à la marine taiwanaise, ou

plutôt douze « coques », qui seront armées plus tard. Par qui ? Nul ne le sait, ou ne le dit, encore. Mais il n'est pas exclu, que, à l'occasion d'un autre contrat, des sociétés françaises y participent : pourquoi pas, rêvent certains, maintenant que le pas est franchi, que l'embargo sur les ventes d'armes — non offensives — est levé, et que Pékin en a pris son parti... Et de songer à d'autres équipements militaires où à usage « dual », comme les hélicoptères, les satellites.

Depuis un an, Paris est passé à la vitesse supérieure dans ses relations avec Taipei. Cette accélération se vérifie tant sur le plan politique — avec l'Institut français de Taipei, organisme officiellement privé dirigé par un ancien ambassadeur, M. Marc Menguy — qu'en matière commerciale, avec un poste d'expansion économique que les effectifs ont quadruplé, sous la direction de M. Jean Linon. Ce dernier ne cache pas ses ambitions : « Avec ses 303 milliards de dollars de projets, Taiwan est un des derniers marchés capitaux de la planète, et soluble ». Simplement, ce marché, bien que très expansif, notable, ne tombera pas tout cuit entre les mains des industriels français ! Et encore faudrait-il que cessent ces rivalités ridicules entre administrations hexagonales, dont sourient les Taiwanais, et qui comptent d'aise les pays concurrents.

Il faudra également, comme les ministres, MM. Chien et Siew, le réclament, donner à l'ASPECT — l'organisme « officieux » qui représente Taiwan à Paris — un statut autre que celui d'association privée. Paris y pense, mais, là aussi, les pesanteurs sont lourdes. M. Siew aimerait un statut plus « officiel » : « Le nom de notre bureau n'est pas bon. Personne ne s'y retrouve. C'est un secret de Polichinelle que c'est notre représentation. Pourquoi ne pas mettre les choses au clair ? » Pourquoi, aussi, demande le ministre de l'économie, attendre pour ouvrir une ligne aérienne directe, que réclament les hommes d'affaires des deux bords et qu'Air France, prisonnière de ses relations avec Pékin, renâcle depuis des années à ouvrir ?

Il faudra faire vite, car des décisions sur les projets doivent être prises dans les mois, voire les semaines à venir. « Il ne faut pas venir quinze jours par an, quinze jours par là. Il faut travailler dans la durée », assure M. Linon. La

direction du Comité du commerce extérieur (BOFT) ajoute : « Il faudrait que les Français soient plus agressifs, et qu'ils se débarrassent ». Et le ministre des affaires étrangères d'enfoncer le clou : « Ce n'est pas que nous soyons ingrats après ce que vous avez fait pour nous. Mais les temps ont changé, le gouvernement ne peut plus imposer ses décisions ».

« Gagner ici ce qu'on perd en Chine »

Les contrats sont là, sur la table. Il y a un TGV que Taipei a décidé de construire pour désengorger des communications au bord de l'apoplexie, mais qu'il faudra bien partager avec des entreprises locales, voire américaines, pour emporter le morceau face au puissant rival nippon. Il y a aussi le nucléaire, les constructions navales, l'environnement, des projets conjoints, par exemple au Vietnam. Sans oublier le domaine militaire, sujet seulement sous-jacent dans les conversations, afin de ne pas heurter Pékin de front, mais bien concret.

La situation a bien changé depuis le temps où Paris mettait tous ses œufs dans le seul panier de la Chine continentale. De nouvelles entreprises françaises s'installent chaque mois à Taiwan, et certaines, comme Carrefour par exemple, y réussissent fort bien. Taiwan est devenu une nouvelle priorité de la politique commerciale française en Asie.

La désillusion politique française à l'égard du régime de Pékin (droits de l'homme, ventes d'armes...) et le peu de résultats tangibles des relations commerciales expliquent certes cette évolution. Mais il ne faut pas négliger non plus l'attrait d'une île qui a si bien réussi et qui, de plus, donne désormais au continent des leçons de démocratie. Les tabous sont en train de changer.

Entre Paris et Taipei, on se livre actuellement à une sorte de danse nuptiale, pour charmer le partenaire et en tirer des avantages. A ce jeu, la partie est désormais égale entre ce « petit tigre » en train de devenir grand et la France. Saisir la chance qui s'offre pourrait permettre, comme le dit cyniquement un Français sur place, « de gagner à Taiwan l'argent qu'on perd en Chine » !

PATRICE DE BEER

M. Fabius con... à la « réno...

Le président de la R... les peurs » q...

1550

POLITIQUE

Au congrès extraordinaire du PS

M. Fabius confirme sa candidature à la « rénovation » du parti

La première séance du congrès extraordinaire du Parti socialiste a été ouverte, vendredi 13 décembre, dans le vaste espace de la Grande Arche de la Défense, à Paris, pour adopter son nouveau « projet » a été occupée par des discours sur la nécessaire unité des socialistes et sur l'offensive qu'ils doivent mener contre la droite et, surtout, contre l'extrême droite. M. Laurent Fabius a présenté un programme de rénovation du parti, se posant ainsi - implicitement - en successeur de M. Pierre Mauroy.

Le congrès extraordinaire du Parti socialiste s'est ouvert, vendredi 13 décembre, dans le vaste espace de la Grande Arche de la Défense, à Paris, qui s'y prête mal. Étrangement disposés sur des niveaux différents, à droite et à gauche d'une immense tribune d'angle, les quelque deux mille délégués et invités ont accordé une attention modérée à des discours dont le point commun était d'étudier la question du moment : le sort que les principaux courants réservent au premier secrétaire, M. Mauroy. Aucun élément nouveau n'est apparu à ce sujet, qui occupait toutes les conversations en marge de la séance, sinon que les proches de M. Michel Rocard s'employaient à présenter comme une sorte de boutade l'hypothèse de sa candidature à la direction du parti.

Les deux thèmes communs aux discours de vendredi ont été l'unité du parti et l'appel à la lutte contre le Front national. Il est revenu à M. André Billard, le numéro deux fabiusien, d'insister sur cet ordre du jour, qui souffrait d'être trop convenu. Soulignant que les socialistes « se sont rassemblés et unis dans leur immense majorité sur leur projet » (1), le député de Seine-et-Marne a affirmé que « cette unité retrouvée est le signal de la reconquête tant attendue par les militants et l'opinion de gauche » et qu'elle « réaffirme la force et la cohésion de la gauche et réactive contre l'extrême droite fasciste et ses propositions démagogiques et racistes, et contre la droite et son

programme de régression sociale ». M. Michel Charzat, chargé de la préparation du « projet » au secrétariat national, a pris davantage de risques lorsqu'il a lancé : « Ne nous le cachons pas, nous sommes dans une impasse. Le gouvernement et le président de la République ne bénéficient plus des résultats de leur action. Le Parti socialiste a perdu confiance en sa mission. La gauche ne parvient plus à mobiliser les siens ».

M. Charzat : la « pause » des courants

« Il nous reste quelques mois pour réagir », a continué le député de Paris. Pour rejeter que la lecture des deux septennats de M. François Mitterrand soit faite par nos adversaires. Pour refuser que notre parti continue à stériliser son énergie dans un « en-place » interminable et suicidaire. Pour M. Charzat, il faut « dépasser les courants actuels, dépasser la gauche, retrouver la fraternité et, donc, en finir avec ces comportements, ces cabales suicidaires, ces campagnes déléguées. J'en appelle à toi, Pierre, qui a tant voulu ce congrès et ce projet, a-t-il insisté, mais j'en appelle aussi à vous, Michel, Lionel et Laurent, ainsi qu'à vous tous, mes camarades : déterminez la pause des courants ».

Le combat contre l'extrême droite a occupé toute l'intervention de M. Gérard Lindeberg (Rhône), principal représentant des rocardiens au secrétariat national, qui a affirmé que « la poussée de l'extrême droite n'est pas un phénomène banal » et « ne doit pas être banalisée », et que le Front national « représente un mal absolu », qui « doit être combattu absolument ».

Sur le même sujet, M. Jean Poporen (Rhône), ministre des relations avec le Parlement, a affirmé qu'« on ne fera pas reculer le Pen à coup de « droits de l'homme » interpellés », car « c'est parce que la cohésion sociale est ébranlée, parce que l'équilibre social est en train de se rompre que des forces populistes importantes basculent dans le nihilisme abstentionniste ou vers l'extrémisme populiste de droite ».

Pour M. Poporen, les socialistes ne peuvent « renoncer à la gauche », mais leur est contraire « qu'on ouvre la perspective d'une nouvelle donne sociale ». Jugant simplificateur l'idée, exprimée à la tribune par M. Charzat,

que « le mal est dans les têtes » des socialistes, il a demandé : « Allons-nous interioriser la défaite ? (...) 44-on vraiment pour reculer de se rejeter une santé dans l'opposition ? Mais, chers camarades, on sait quand on entre dans l'opposition, on ne sait ni quand on en sort, ni comment. » Dénonçant ceux qui songeraient à tourner la difficulté en « prétextant la consultation électorale prochaine », il a dit en faisant pression sur M. Mitterrand pour qu'il anticipe la fin de son mandat, M. Poporen a expliqué que les socialistes ne peuvent remonter la pente qu'en se dotant d'une « stratégie sociale pour la France et pour l'Europe » et en agissant pour « le rassemblement des temps nouveaux », qui « dépasse » le parti fondé il y a vingt ans à Epinay.

Un « nouveau cours moral »

Alors que M. Laurent Fabius ne s'était pas inscrit dans la discussion de vendredi et prévoyait de parler samedi, comme les autres principaux dirigeants et le premier ministre, le président de l'Assemblée nationale a décidé de prendre le temps de parole alloué à plusieurs de ses pairs pour exposer, avant ses pairs, sa vision de la rénovation du PS. « L'impératif écologique » et « le choix européen » sont, pour le député de la Seine-Maritime, les « deux nouvelles mesures » qui s'imposent à la gauche, « le constat de la mort du communisme étant, maintenant, dressé ». Face à la droite et à l'extrême droite qui en est, selon lui, la « pointe avancée », M. Fabius a expliqué que la gauche doit se définir par l'affirmation du rôle de la puissance publique et par sa « conception de la démocratie ».

M. Fabius a réaffirmé une stratégie fondée sur le rassemblement de la gauche et rejetant « toute combinaison douteuse où, a-t-il dit, nous nous perdions nous-mêmes ». Il s'est montré d'une grande orthodoxie mitterrandiste, encore, en soulignant que l'accord sur la rénovation des idées ne doit pas s'accompagner d'une « réinterprétation erronée du passé », « le droit à dire aujourd'hui, car il n'y a pas d'avenir sans mémoire, a-t-il insisté, que c'est Epinay, en 1971, qui a rendu possible 1981 ; que c'est 1981 qui a rendu possible 1988, puis les

années à venir de 1991. Ne laissons pas croire, dans l'enthousiasme unanime de ces mises à jour, qu'on aurait pu faire l'économie de 1971 et de 1981. » En 1971, M. Rocard n'était pas à Epinay ; en 1981, après avoir proposé une autre stratégie que celle de M. Mitterrand, il s'était opposé aux nationalisations intégrales alors décidées. Accordant à la direction du PS d'avoir fait progresser la rénovation des idées, M. Fabius a répété que « la rénovation de nos pratiques, celle de notre organisation restent devant nous ». Il a repris, à ce sujet, les propositions qu'il avait défendues au congrès de Rennes, en mars 1990. Il estime, en outre, que « la liaison entre le gouvernement et le parti devra aussi être fortement améliorée », afin de sortir de « l'alternance redoutable du silence et de la catastrophe ». Il a suggéré des décisions qui pourraient, selon lui, restaurer une « image » du PS « malheureusement compromise dans une série de remous financiers », en adoptant un « nouveau cours moral ».

Après M. Pierre Moscovici (Doubs), membre du secrétariat national, qui a développé la fonction du « projet » comme « instrument de combat politique » contre la droite et l'extrême droite, M. Jean Glavany (Hautes-Pyrénées) a mis en garde ceux qui seraient tentés de déléguer leur action de celle du président de la République. « Si l'estime que des passerelles doivent être rétablies, des lieux d'échanges restaurés » entre les différents pôles du pouvoir socialiste, M. Glavany a affirmé : « Notre sort politique à tous - président, gouvernement, parti, élus, militants - est indissolublement lié ». Il a appelé les socialistes à un « pacte de fidélité » envers M. Mitterrand et à un « cours moral » entre eux. Cela pour le cas où la volonté de M. Rocard de prendre le contrôle du parti ne semblerait pas une simple boutade.

PATRICK JARREAU

(1) Les résultats définitifs des votes sur le projet, annoncés à la fin de la séance de vendredi, sont les suivants : 66 594 militants ont participé au vote ; 59 507 se sont prononcés sur les textes ; 48 741 (81,36 %) ont voté pour celui du comité directeur ; 7 374 (12,3 %) ont voté contre ; 3 392 (5,33 %) pour celui de M^{me} Marie-Noëlle Lienemann et de M^{me} Julien Day et Jean-Luc Mélenchon.

Dans son intervention télévisée

Le président de la République veut « exorciser les peurs » que suscite l'Europe

M. François Mitterrand, invité de l'émission « 7/7 » de TF 1, dimanche soir 15 décembre, se proposait de consacrer l'essentiel de son propos aux conséquences de l'accord de Maastricht. Le président de la République souhaitait surtout « faire de la pédagogie », selon les indications données vendredi par le porte-parole de l'Elysée, M. Jean Muscatelli, « les peurs et les fantasmes que l'Europe semble provoquer en France [et qu'il] estime infondées ».

La clef de son comportement d'aujourd'hui, M. François Mitterrand l'a révélée lui-même, à plusieurs reprises, depuis sa réélection à la présidence de la République. « Je ne serai plus candidat à rien, je suis un homme libre », expliquait-il, en juillet 1989, dans les colonnes de l'Express. Je n'ai besoin de plaire à personne. J'ai seulement l'amour de la France, de son histoire, de son message. J'aime de faire au mieux, en restant fidèle à mes convictions ».

Force est de constater que M. Mitterrand, sur ce registre, ne varie pas au gré des mouvements d'opinion. Il se fait que dire la même chose autrement quand il tient à marquer son indifférence aux sondages actuels en disant, comme il l'a fait sur Antenne 2, le 11 décembre : « Je travaille, aux Français de juger. Ils jugent parfois sévèrement, c'est le cas actuellement, mais cela n'est pas mon affaire, c'est la leur... ».

Et comme le « travail » du président de la République consiste aussi à expliquer ses décisions, M. Mitterrand, dans l'immédiat, a l'intention de revenir inlassablement à la charge pour essayer de convaincre les Français qu'une « nouvelle » vient vraiment de commencer, pour eux avec

la conclusion de l'accord de Maastricht. Il espère d'abord « exorciser » les craintes que suscite la perspective du marché unique à l'horizon du 1^{er} janvier 1993.

Il veut ensuite démontrer - selon le porte-parole de l'Elysée - que, contrairement à certaines idées reçues ou soutenus, l'avènement de l'union européenne ne conduira pas à des transferts inconsidérés de souveraineté, pas plus qu'à l'effondrement économique de telle ou telle catégorie socio-professionnelle. Bien au contraire, l'union européenne sera pour la France, répète-t-il, « une grande chance ». « Il faut réussir Maastricht, tout le reste en dépend », disait M. Mitterrand à la veille du sommet européen. Maintenant, il entend préciser comment « le reste » suivra.

Les retouches constitutionnelles

Il est peu probable, en revanche, que le président de la République aille très au-delà de ce qu'il disait mercredi dernier au sujet des retouches constitutionnelles rendues nécessaires par certaines dispositions du traité sur l'union politique. Des experts juridiques ont été priés de donner rapidement un avis. Si l'obligation de retoucher l'article 3 de la Constitution ne fait aucun doute afin d'octroyer à tous les citoyens de la Communauté résident en France le droit de voter aux municipales et aux européennes, la perspective du passage à la monnaie unique exige, selon l'Elysée, une « lecture affinée » de l'article 34 de la loi fondamentale, qui dispose que le régime d'émission de la monnaie est fixé par la voie législative.

Quant aux dispositions du traité de Maastricht relatives au droit d'aile, elles soulèveraient « un problème d'interprétation » du préambule de la Constitution de 1958, repris dans le préambule de la Constitution

de 1958. Plusieurs des partenaires européens de la France sont confrontés aux mêmes problèmes.

M. Mitterrand dispose toutefois d'un certain délai pour arrêter son dispositif puisque, pour des raisons techniques, la ratification du traité ne pourra intervenir, au plus tôt, avant le mois de mars. Les réactions positives exprimées tant au PS qu'à l'UDF après le sommet de Maastricht semblent garantir au président de la République la « forte majorité » parlementaire qu'il souhaite, mais il s'agit d'être sûr de la procédure qu'il retiendra (convocation du Parlement en congrès ou organisation d'un référendum) pour faire approuver les inévitables retouches constitutionnelles.

Il paraît dès à présent exclu, en tout cas, que M. Mitterrand retienne l'éventualité de « mélanger » la révision constitutionnelle préalable de la ratification de l'union européenne et celle qu'il a annoncée le 10 novembre sur la Cnuq, en affirmant sa volonté de « corriger » les institutions de la V^e République avant la fin de son mandat. Il pourrait donc opter soit pour l'organisation de deux référendums successifs, soit pour une solution mixte : une convocation du Parlement en congrès à propos des conséquences de Maastricht, puis un référendum sur les autres réformes constitutionnelles.

Bien entendu, M. Mitterrand s'est également préparé à répondre, dimanche sur TF 1, aux questions sur la situation politique et sociale.

S'il répte ce qu'il confiait ces jours-ci, en privé, à certains de ses visiteurs, il redira notamment que le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, lui paraît capable de remonter la pente. Il notera que les querelles intestines du PS ont « gelé » le projet de réforme du mode de scrutin conçu par M. Pierre Mauroy pour les prochaines législatives. Tout en rappelant aux dirigeants socialistes, au passage, qu'aucune réforme électorale

ne permet de faire l'économie... des élections.

Il s'insurgera si on veut lui imputer une part de responsabilité dans la montée en puissance électorale du Front national, parce qu'il s'agit là, à ses yeux, d'une « litane absurde » et que l'important est surtout de combattre le Front national dans ses racines profondes.

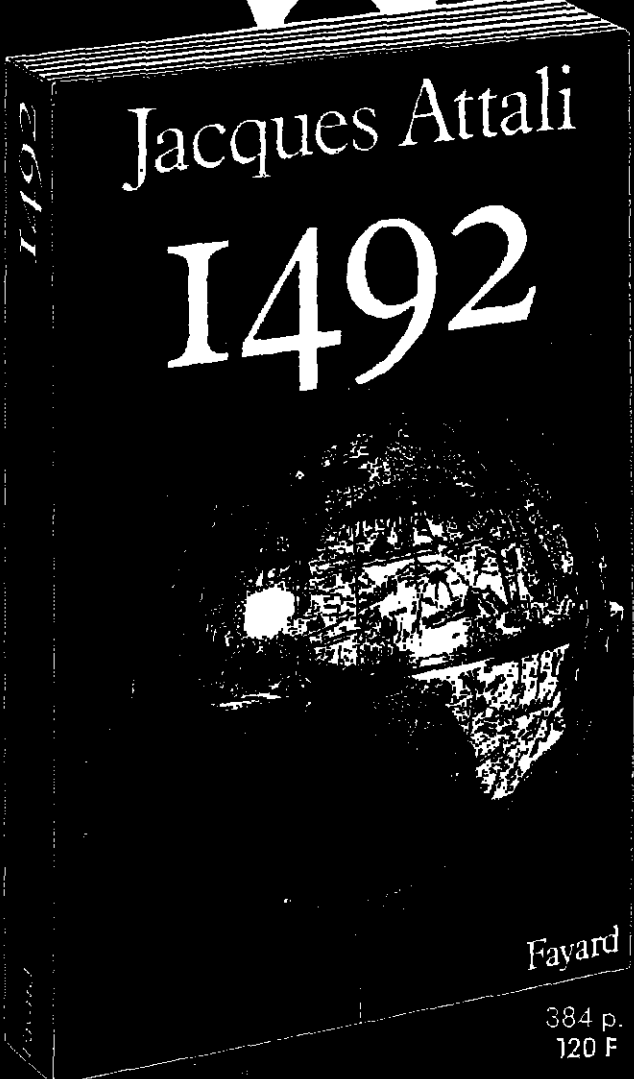
Il évitera d'interférer dans les débats du congrès du PS et racontera au besoin que la dernière fois qu'il le fit, en 1988, lorsqu'il s'agissait de la succession de M. Lionel Jospin à la direction du parti, après la nomination de M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon, il avait conseillé à ses amis de confier à M. Laurent Fabius le poste de premier secrétaire et à M. Pierre Mauroy la présidence de l'Assemblée nationale. Histoire de souligner que lesdits amis firent ensuite... le contraire.

Si on l'interroge sur la « déprime » ambiante, il l'analysera en voyant un certain nombre de facteurs « négatifs » dans les causes de la désaffection qui frappe les socialistes et, par ricochet, sa propre personne. M. Mitterrand ne conteste pas que les « affaires » et surtout l'annulation parlementaire consécutive à l'affaire des fausses factures - une « erreur » de jugement de sa part, il l'admet - ont « brisé la foi » que beaucoup de Français avaient mise dans le PS. Il ajoutera pourtant qu'il ressent cela comme une « injustice » car - il tient à le dire - « s'il existe des socialistes corrompus, quelques gogos-petits », « ils ne sont pas tous comme cela ». Et il soulignera alors les effets pervers des lois de décentralisation qui ont contribué, ici ou là, à « décentraliser la corruption ».

Mais n'est-il jusqu'à laisser percer en public le point d'amertume qu'on devine quand il exprime à demi-mot sa solitude : « Je n'attends rien de personne ; je n'attends plus que de moi-même... » ?

ALAIN ROLLAT

JACQUES ATTALI



L'intérêt de « I492 » est tout entier dans ce romanesque conceptuel qui permet à l'écrivain de réinventer l'histoire et de faire de cette année, certes cruciale, une manière de personnage tout à la fois nécessaire et monstrueux dans lequel se nouent, lâches ou serrés, tous les fils de cette crise qui annonce un nouveau monde : celui dans lequel nous vivons encore.

Pierre Lepape, Le Monde

« I492 » est un bel ouvrage clair, riche, ardent comme si, se faisant cette fois historien, Jacques Attali écrivait sous le regard de Fernand Braudel. Ouvrage provocant aussi.

Françoise Giroud, Le Journal du Dimanche

Le P.D.G. de la BERD, en étudiant le dossier de l'an 1492, repense le monde d'aujourd'hui.

Serge Raffy, Le Nouvel Observateur

L'Histoire
chez
FAYARD

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le gouvernement engage sa responsabilité sur un projet de budget marqué par de nouvelles économies

Faute de majorité, M^e Edith Cresson a engagé, samedi matin 14 décembre, la responsabilité de son gouvernement, au titre de l'article 49-3 de la Constitution, sur le projet de loi de finances pour 1992 examiné en deuxième lecture à l'Assemblée nationale. Le projet devait être considéré comme adopté si aucune motion de censure n'était déposée avant dimanche 15 décembre à 4 h 50.

Tout au long de l'examen des trois cents amendements, M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, s'est livré à un double exercice : supprimer les modifications apportées par le Sénat et financer le « plan d'adaptation agricole » décidé par

le gouvernement à la fin novembre. Il en résulte de légers réajustements quant à l'équilibre global. Le total des dépenses définitives s'élève à 1 337,08 milliards de francs (au lieu de 1 335,5 milliards à l'issue de la première lecture) et le déficit s'élève à 89,936 milliards de francs, soit une diminution de 50 millions.

C'est en procédant à de nouvelles économies sur différents ministères que le gouvernement est parvenu à financer son plan agricole, évalué à 1 005 milliards de francs. Il a notamment réduit les dépenses du ministère de l'Agriculture de 405 millions de francs et celles du ministère de la

défense de 230 millions de francs. Toutes les administrations sont touchées à des degrés divers par ces nouvelles coupes, à l'exception du ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

La nouvelle mouture du budget intègre également le plan de délocalisation, chiffré à 500 millions de francs (en dépenses ordinaires et crédits de paiement) et qui sera financé exclusivement par des cessions d'actifs immobiliers. Il s'agit d'un « budget lucide et efficace au service des équilibres financiers », a commenté M^e Cresson.

F. B.

La politique agricole a été décidée avec trop de précipitation, estiment les députés de l'opposition

Les députés ont adopté en première lecture, vendredi 13 décembre, par 289 voix contre 260, le projet de loi relatif aux cotisations sociales agricoles et créant un régime de préretraite agricole. Le PS a voté pour, le PC et l'UDF ont voté contre. Le RPR et l'UDF avaient appelé à repousser le texte, mais des abstentions enregistrées dans leurs rangs ont finalement permis au ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, de faire adopter son projet.

N'était-ce donc qu'un simple succès de curiosité, aussi bienveillant qu'éphémère ? Le bon accueil que les syndicats agricoles et le Sénat - gâté, il est vrai, par la primeur de l'annonce - avaient réservé au « plan d'adaptation » de l'agriculture rendu public à l'issue du comité interministériel d'aménagement du territoire du 28 novembre, aurait-il fait long feu ? Le soupçon est permis, à en juger à l'attitude réservée, voire négative, dont l'opposition a

fait preuve à l'égard du projet de loi sur les cotisations agricoles.

M. François Patriat (PS, Côte-d'Or) ne s'est pas privé de souligner l'ambiguïté de l'attitude des députés de l'opposition sur le sujet, illustrée finalement, lors du vote, par des abstentions contraires aux consignes officielles. « Il en va de la réforme de l'assiette des cotisations comme des délocalisations, a-t-il regretté. Chacun l'a souhaitée. Mais au moment de passer au vote d'un texte (...), on voit qu'il faut preuve de courage, et qui de faiblesse. »

Mis au point afin de désamorcer les jacqueries paysannes de l'autisme, ce projet reprend en fait les cotisations sociales votée le 23 janvier 1990. L'idée était alors de changer l'assiette des cotisations, en abandonnant le très controversé revenu cadastral - « ses défauts étaient devenus intolérables », a rappelé M. Mermaz - pour prendre en compte les revenus professionnels. Cette modification devait s'accompagner du démantèlement progressif des taxes prélevées sur les céréales, les oléoprotéagineux et les betteraves. A l'heure d'un premier bilan, on estime que la réforme des coti-

tions est déjà accomplie à 40 % tandis que 40 % à 45 % des taxes ont été démantelées.

Mais le procédé est jugé trop brutal par l'opposition. « Il convient de se hâter lentement », a estimé M. Philippe Vasseur (UDF, Pas-de-Calais) qui estime que, si l'augmentation moyenne des charges sociales des agriculteurs peut être considérée comme « modérée », de « fortes distorsions » existent dans le détail. M. Jean-Paul Charié (RPR, Loiret) s'est montré plus affirmatif encore en expliquant qu'à « revenus identiques, les agriculteurs cotisent plus que les autres travailleurs », car leur assiette intègre les déficits d'exploitation, les augmentations de stocks, le revenu du capital... « Nous refusons de remplacer une base injuste et inéquitable, le revenu cadastral, par une autre base injuste et inéquitable », a-t-il indiqué. La tonalité n'était guère différente sur les bancs communistes où M. Fabien Thiéry (Nord) a jugé que la hausse des cotisations induite par le nouveau mode de calcul « n'était pas acceptable ».

L'autre grand volet du texte - ajouté sous forme d'amendement par M. Mermaz - conformément aux souhaits du président de la Répu-

blique - précise le régime de préretraite auxquelles auront désormais droit les agriculteurs âgés de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans, s'ils cessent définitivement toute activité et libèrent leurs terres et bâtiments d'exploitation. Environ trente mille exploitants pourraient se trouver concernés dès 1992. Il devrait en coûter environ 730 millions de crédits supplémentaires au budget de l'agriculture.

Tout en se déclarant « d'accord sur les principes », M. Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes) s'est inquiété du « départ brutal d'un grand nombre d'agriculteurs », qui pourrait entraîner le nouveau dispositif. M. Germain Gengenwin (UDC, Bas-Rhin) a calculé qu'en Alsace, six agriculteurs sur dix pourraient saisir l'occasion pour se retirer, ajoutant en conséquence que de telles mesures auraient mérité davantage de réflexion. M. Mermaz a admis qu'il y avait là des risques de « désertification ». Ce ne serait pas le moindre paradoxe de ce projet, dont l'ambition est de réunifier un supplément d'âme à des régions amidiées, si l'on devait aboutir à pareil résultat.

FRÉDÉRIC BOBIN

Le maire RPR accusé d'avoir « acheté » son mandat

La rumeur de Mennecy

A Mennecy (Essonne), petite ville de six mille habitants, les « corbeaux » donnent de la voix. Depuis plusieurs mois, les rumeurs pourrissent la vie politique locale. Voici maintenant qu'elles prennent pour cible directe les deux parlementaires de la localité. Il y a une quinzaine de jours, plusieurs Mennecoïstes influents ainsi que des journalistes ont reçu une lettre faisant état des promesses faites par M. Xavier Dugoin, député (RPR), président du conseil général de l'Essonne et maire de Mennecy, à son prédécesseur, M. Jean-Jacques Robert, sénateur (RPR), en échange du fauteuil de premier magistrat.

Le document est daté du mois d'août 1990, période au cours de laquelle M. Jean-Jacques Robert a effectivement abandonné son mandat de maire de Mennecy. Il comporte neuf engagements précis, comme la mise à disposition permanente d'une Peugeot 605 avec chauffeur et téléphone, l'embauche de M^{me} Claudine Robert, l'épouse du sénateur, au sein du cabinet du conseil général, ou encore la prise en compte de crédits réception à

hauteur de quatre fois cinquante couverts par an. Jeudi soir 12 décembre, MM. Dugoin et Robert se sont défendus devant leur conseil municipal en réaffirmant, en substance, que cette lettre est un faux. Dans l'entourage du président du conseil général, on indiquait, vendredi soir, que ce dernier « s'efforçait de calmer le jeu pour ne pas alourdir le climat ». On assurait, parallèlement, que M. Dugoin avait pour l'instant renoncé à porter plainte pour diffamation comme il avait affirmé vouloir le faire en début de semaine.

Le Front national n'entend pas, lui, laisser de répit à la future tête de liste des régionales pour l'Essonne. Dans un communiqué, les partisans de M. Jean-Marie Le Pen réclament l'ouverture d'une enquête sur les conditions d'accession de M. Dugoin à la mairie et soulignent que de nouvelles élections soient organisées. « Avec l'affaire Dugoin-Robert, nous découvrons que les politiciens du clan Pasqua-Séguy sont capables de vendre leur siège au plus offrant », affirme le Front national.

PATRICK DESAIVE

Les suites de l'affaire Farran

Deux responsables de la chambre de commerce de Perpignan inculpés et écroués

Le secrétaire général de la chambre de commerce et d'industrie (CCI) des Pyrénées-Orientales, M. Jacques Salvat, et l'un des directeurs de l'export de Perpignan-Rivesaltes exploité par cette chambre consulaire, M. Jean-Edmond Mijaville, directeur de la concession du personnel et des affaires commerciales, ont été

inculpés et écroués, vendredi 13 décembre, dans le cadre des enquêtes qui ont déjà conduit à l'inculpation d'« ingérence » et « abus de confiance » prononcée contre M. Jacques Farran, député UDF-RP, président sortant de la CCI.

Au terme d'une garde à vue de quarante-huit heures, M. Salvat a été inculpé d'« abus de confiance », « complicité et recel », et M. Mijaville, député de M. Farran, du seul chef d'« abus de confiance ». Un troisième collaborateur de M. Farran, M. Augustin Guizard, vice-président, trésorier de la chambre de commerce, a été inculpé de « complicité » et « recel » mais laissé en liberté.

Une dizaine de personnes au total, toutes élues ou salariées de la CCI des Pyrénées-Orientales, avaient été entendues, mercredi et jeudi, au commissariat de police de Perpignan. À propos, notamment, de la gestion du parc de stationnement de l'aéroport géré depuis 1982 par la chambre consulaire (le Monde du 14 décembre). L'enquête menée sur les comptes de la CCI par les inspecteurs du ministère de l'Économie et des finances avait établi que, depuis plusieurs années, les recettes de ce parc de stationnement n'étaient pas intégralement déclarées dans la comptabilité légale.

Ce parc de stationnement est, en effet, équipé de bornes automatiques d'un type ancien qui ne modulent pas le prix du stationnement en fonction de la durée (le coût du séjour y est uniformément de 10 F) mais enregistrent chaque passage de véhicule. Le montant des dédouanements aurait été d'environ 540 000 F pour la période 1988-1991 mais atteindrait au total, selon les enquêteurs, 3 à 4 millions de francs.

Demande de levée d'immunité parlementaire

Interrogé par l'AFP, M. Farran a commenté l'inculpation de ses collaborateurs en déclarant notamment : « Il s'agit de personnes qui sont là pour éduquer et qui n'ont pas à supporter ce qu'on peut leur reprocher. Dans les jours à venir, les choses vont s'éclaircir. »

Le député UDF-RP des Pyrénées-Orientales est également visé par l'information judiciaire ouverte vendredi à propos de ces détournements. Le procureur de la République de Perpignan, M. Louis Barthelemy, a précisé, à ce sujet, qu'il avait adressé, le même jour, au procureur général une lettre demandant que l'Assemblée nationale autorise la levée de l'immunité parlementaire de M. Farran.

Le président de la chambre de commerce - qui abandonnera officiellement ses fonctions à la mi-janvier pour être remplacé par le vainqueur des élections consulaires du 18 novembre, M. Guy Fourcade, actuel président du tribunal de commerce - est ainsi menacé d'une seconde inculpation. La première a été prononcée sans qu'il soit nécessaire de demander la levée de son immunité parlementaire parce que l'information judiciaire avait été inopinément ouverte contre lui avant l'ouverture de la session d'automne (le Monde du 20-21 octobre).

EN BREF

Les députés adoptent un projet de loi autorisant la titularisation d'agents de l'OFFRA. - L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 12 décembre, un projet de loi relatif à la titularisation de deux cent vingt agents contractuels de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFFRA) et de la commission de recours des réfugiés.

La justice dans les TOM. - Les députés ont adopté, jeudi 12 décembre, un projet de loi d'habilitation relatif à l'adaptation de la législation applicable dans les Territoires d'outre-mer en matière d'organisation judiciaire, de procédure pénale, d'indemnisation des victimes et d'aide juridictionnelle. L'Assemblée a également adopté deux projets de loi concernant l'adaptation de la législation applicable dans la collectivité territoriale de Mayotte.

Le Sénat adopte le projet de loi sur l'eau. - Le Sénat a adopté en seconde lecture, vendredi 13 décembre, le projet de loi sur l'eau présenté par M. Brice Lalonde, ministre de l'Environnement. Les sénateurs ont réintroduit dans le texte de l'Assemblée nationale l'essentiel des dispositions qu'ils avaient ajoutées au texte du gouvernement en première lecture.

Wallis-et-Futuna : renouvellement de l'Assemblée territoriale. - Un décret paru le 13 décembre au Journal officiel fixe au dimanche 22 mars 1992 la date des élections en vue du renouvellement de l'Assemblée territoriale de l'archipel de Wallis-et-Futuna.

Naissance du Mouvement chrétien V^e République. - M. Michel Grinard, président du club Gaullisme et Progrès, qui a naguère appartenu au MRP puis participé à la création de l'Union des jeunes pour le progrès (UJP), vient d'annoncer la création du Mouvement chrétien V^e République. Les vice-présidents en sont MM. Bruno Bourg-Broc, député RPR de la Marne, et Henry Chabert, député européen (groupe démocrate-chrétien), adjoint au maire de Lyon, en congé du RPR.

Mouvement chrétien V^e République, 11, rue Vandrezanne, 75013 Paris. Tél. : 47-28-84-79.

LIVRES POLITIQUES

Le congrès extraordinaire du PS, réuni pendant le week-end dans ce monument emblématique qu'est la Grande Arche de la Défense, aurait pu se donner les allures d'une consécration triomphale. Ce n'était pas, à proprement parler, le cas : pour les raisons que l'on sait, parce qu'elles sont régulièrement expliquées dans ce journal, l'apothéose s'annonçait plus morose que rose.

Le climat de désappointement est général et il procède plus de l'environnement économique et social et de l'impuissance des dirigeants politiques que des défaillances militantes. Les responsabilités de la base sont minimes pour ne pas dire inexistantes. Sa déconvenue, sinon son amertume, n'est que plus vive. Ce pouvoir, si difficilement conquis et reconquis, si prudemment protégé de toutes les audaces qui pouvaient le menacer, ne tient pas les promesses de transformation sociale dont il devait être l'instrument et n'obtient même pas la reconnaissance minimale qu'il serait en droit d'attendre.

Ces sentiments mêlés participant de toute expérience militante, toujours remise en question quand on la croit aboutie. Il se trouve que ce congrès du PS se réunit alors que deux chercheurs du Centre d'études de la vie politique française, Henri Rey et Françoise Subileau, publient les résultats d'une enquête qu'ils ont menée en 1985 et 1986 auprès de quatre mille militants et animateurs de ce parti. Ce travail fait à partir de questionnaires et d'entretiens a touché l'ensemble du territoire et a été réactualisé en 1990. Dans la mesure où il concerne le noyau dur du parti, il n'a pas perdu de son actualité.

Les auteurs se sont donc penchés sur les Militants socialistes à l'épreuve du pouvoir, intitulé qui fait plus référence à une période qu'à un jugement de la base du parti sur l'action de ses représentants au gouvernement, étude qui reste à faire. Il s'agissait surtout pour nos enquêteurs de savoir qui s'engage et pourquoi dans une organisation politique telle que le PS.

Cette plongée dans les fédérations montre d'abord la grande

Le noyau dur et fragile du PS

diversité sociologique du recrutement et, même, l'hétérogénéité de ce militantisme. Si une bonne moitié des membres actifs du PS vient de la gauche, c'est-à-dire d'un milieu familial où les valeurs morales et culturelles de la gauche étaient vivaces et transmises, l'autre moitié provient de l'autre bord, après avoir rompu avec le système idéologique en vigueur dans la famille d'origine. Le trait le plus original du recrutement du PS, qui explique son expansion, se situe dans cet apport de rupture.

Le PS séduit les cadres supérieurs et les catégories intermédiaires qui fournissent les deux tiers des militants actifs, alors qu'ils représentent un quart seulement de la population active française. En revanche, alors que cette dernière se compose pour moitié d'employés et d'ouvriers, le militantisme socialiste n'en accueille qu'un cinquième. Dans tous les cas, le secteur public prend le pas sur l'entreprise privée. Ainsi, selon les auteurs, le PS est-il « le parti du salariat protégé » et, aussi, celui des enseignants, « qui représentent le quart de la population militante contre 4 % des actifs français ».

S'il épouse l'évolution de la société globale, le PS continue, cependant, de se spécialiser dans les catégories déjà mentionnées « en sorte que l'écart entre la société française et le Parti socialiste s'est considérablement creusé depuis dix ans et que le caractère protégé de population militante, face aux aïeux de la conjoncture économique, apparaît clairement », observent Henri Rey et Françoise Subileau. Rappelons que sont en cause ici les militants actifs, dont le statut social, précèdent les auteurs, est intermédiaire entre celui des électeurs et celui des dirigeants du parti. Les femmes, les milieux populaires et les jeunes sont sous-représentés parmi les premiers (et, ajoutera-t-on, les derniers).

La motivation la plus fréquemment invoquée dans l'engagement militant est la volonté de participer

à la transformation de la société (69 %) ; la proportion est plus forte chez ceux qui se situent le plus à gauche, qui ont un niveau scolaire élevé, ou qui ont été marqués par mai 68. La recherche d'une identité sociale, d'une intégration communautaire, notamment chez les ex-communistes et les chrétiens sociaux, sont des facteurs d'engagement. On ne saurait exclure le carriérisme, s'agissant d'un parti qui pratique le clientélisme et dont l'implantation municipale, puis l'accès au pouvoir, offrent des perspectives d'emploi (le nombre des élus y égale celui des militants actifs). Mais, outre que cela n'est pas propre au PS, la pesanteur idéologique reste dominante dans ce parti.

Après avoir recensé les différents filières ayant conduit à la formation de l'actuel Parti socialiste, les auteurs distinguent deux « codes d'interprétation politique », la laïcité et l'autogestion, le premier procédant de « l'esprit républicain », la seconde se transformant en « autonomie ». Toutefois, ils récusent le stéréotype de l'opposition entre une gauche archaïque et laïque et une avant-garde moderniste et autogestionnaire : ils ont parqué des « manières d'être de gauche » qui traversent toutes les vagues de recrutement et toutes les tranches d'âge. Le libéralisme culturel est devenu aussi un élément constitutif de l'idéologie socialiste. C'est à la faveur de ces évolutions, auxquelles ils ont contribué, que les chrétiens sont venus militer dans les rangs socialistes.

Au total, ces militants mobiles, « en ascension sociale et à fort capital culturel » constituent un parti plastique, tolérant, ouvert aux influences extérieures, ayant un sens aigu de l'opportunité, mais dont la capacité d'adaptation, concluent les auteurs, « s'ajoute aujourd'hui pour contrepartie une réelle fragilité ». Un parti avec les nerfs desquels, si l'on comprend bien, il ne faudrait pas jouer.

Pour une grande part, le PS né à

ANDRÉ LAURENS

Epinal en 1971 a été un acte de rupture avec la SFIO et le passé récent qu'elle incarnait. Le nouveau parti préfère se référer à Jean Jaurès et Léon Blum, plus qu'à Guy Mollet. De la même façon, l'historiographie a occulté tout un pan du socialisme français, celui qui concerne l'attitude de ce parti face au colonialisme. Ahmed Koulekssis le sort de l'ombre où il se tenait en publiant le Parti socialiste et l'Afrique du Nord de Jaurès à Blum.

L'historien a puisé son information dans les débats de l'époque, la presse et les congrès socialistes, les prises de position des élus nationaux du parti. Cela lui permet de faire revivre de manière frappante les engagements, les concessions et les contradictions d'un parti marqué par « l'héritage, tant colonial que doctrinal, légué par la République conquérante » et, déchiré ensuite par les revendications des peuples colonisés qui ont commencé à fleurir sur les décombres de la première guerre mondiale. Hélas, avec la scission de 1920 et la création du PCF, la vieille maison socialiste s'est repliée sur ses préoccupations électoralistes et « franco-centristes », avec pour principal souci d'apparaître comme partie prenante du redressement national !

Malgré quelques voix discordantes, des critiques acerbies, des velléités de réforme jamais appliquées (même par le Front populaire), les socialistes de l'entre-deux-guerres, s'ils ont, écrit Ahmed Koulekssis, parfois inculqué le colonialisme, « n'ont guère modifié ses assises, ni entamé ses prébendes ». Pauvre bilan qui, pour les mêmes raisons, devait s'alourdir après la seconde guerre mondiale. Dans ce domaine comme dans d'autres, la leçon à retenir est que, trop souvent, les socialistes se laissent aller à faire la politique des autres, comme si l'on avait besoin d'eux pour cela !

Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir, de Henri Rey et Françoise Subileau. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 291 pages, 185 F.

Le Parti socialiste et l'Afrique du Nord, de Ahmed Koulekssis. Armand Colin, 350 pages, 189 F.

JUSTICE

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris

Deux procès en un

La onzième chambre du tribunal correctionnel de Paris rendra le 31 janvier 1992 son jugement dans l'affaire du financement occulte des partis de gauche. Ce procès s'est achevé, vendredi 13 décembre, par les plaidoiries des avocats de la défense.

Ce fut un procès à deux étages, ou plutôt deux procès en un. D'abord, celui de neuf hommes, quatre entrepreneurs et cinq représentants de bureaux d'études de partis de gauche, prévenus de l'usage de fausses factures pour financer la campagne électorale de la SAE, numéro un français du bâtiment, se retrouva sous les feux de l'infamie, mais lequel de ses concurrents n'aurait pu y figurer à sa place ? Et combien d'hommes politiques, toutes tendances confondues, n'auraient pu y remplacer M. Gérard Monette, ex-PCD d'Urb, pompe à finances du PS ?

En s'enlaidissant entre les lois d'amnistie, la justice avait donc accablé à ces machineries la prévention de corruption (pour les entrepreneurs) et de trafic d'influence (pour les intermédiaires). Les ayant ainsi étiquetés, il fallait bien d'abord juger selon le code. C'est-à-dire répondre à une seule question : ces bureaux d'études apportent-ils à leurs clients entrepreneurs des prestations de nature à justifier leurs commissions (1 % à 3 % des marchés selon les cas) ou ces commissions s'apparentaient-elles ni plus ni moins au fruit d'un racket politique ?

Disons-le tout net : au terme de trois semaines de débats, le tribunal a en sa possession assez d'éléments contradictoires pour les condamner ou les relaxer, selon ce qui lui plaira. Ni l'accusation ni la défense n'ont apporté de preuve irréfutable, pour la première de l'existence des services d'Urb, pour la seconde de leur réalité.

Oui, soutinrent ses avocats, et notamment M. Yves Baudelot, Urb fournissait un travail réel. Plusieurs de ses délégués régionaux détiennent des architectes. Les commissions perçues n'avaient rien de scandaleux, comparées à celles d'une agence immobilière, d'un notaire ou... d'un avocat (on donna les barèmes). De toute façon, « dès lors que les deux parties sont d'accord sur le prix, c'est le juste prix ».

Chauffeur de taxi

« Nous vivons en France dans un régime de liberté des prix », confirma plaisamment M. Roger Doumth, avocat de M. Pierre Bata, directeur général de la SAE. D'ailleurs, pour une entreprise, embarquer Urb avec soi n'emportait pas automatiquement la victoire dans les appels d'offres, de même qu'on pouvait - cela s'est vu - remporter un marché sans les secours de M. Monette. Mais en dépit des efforts de M. Baudelot, visiblement hanté par ces trois dernières années au cours desquelles « Urb a rimé avec sida », la réalité de ce travail fourni par les troupes de M. Monette resta bien nébuleuse tout au long du procès.

Le ministère public, de son côté, n'a pas davantage apporté la preuve qu'Urb « rackettait » sans contrepartie toute entreprise désireuse de décrocher un contrat avec

une municipalité socialiste. Que promettait exactement Urb à ses clients ? Que se serait-il passé si une entreprise avait refusé d'acquiescer le « droit de douane » que constituait le commissionnement d'Urb ? La SAE a-t-elle ainsi indûment remporté des marchés qui auraient dû revenir à ses concurrents ? On ne le saura jamais, le cas ne s'étant pas présenté, tout au moins pas dans le dossier. Un dossier étonnamment lacunaire pour une affaire de ce retentissement : ni le responsable d'Urb pour l'Hérault (alors que des marchés contestés ont été passés dans ce département) ni les membres de la commission d'appel d'offres de la ville de Marseille n'ont par exemple été interrogés.

Armé de ce seul dossier à trous, le substitut Jean-Claude Marin n'est pas parvenu à contredire l'argument de la défense selon lequel les entrepreneurs, en finançant le PS, ne souhaitent rien d'autre « qu'être bien avec les gens qui vous font du bien », selon les termes de M. Doumth.

Mais ce débat était-il le plus important ? Car, simultanément, un second procès se déroulait à la même barre, comme en contrebande du premier. Et plutôt que l'arbitrage du code pénal, celui-ci sollicitait clairement les bancs de presse et l'opinion publique. Affranchi de tout souci des faits, ce second procès s'adressait, selon la formule M. François Binet, avocat de M. Joseph Delcroix, ancien directeur administratif d'Urb, « au chauffeur de taxi », réputé exprimer la réaction populaire. Quel autre auditeur que l'opinion publique visait les parties civiles plus ou moins improvisées qui, lors des premières audiences, avaient hurlé sur tous les tons que les prévenus d'Urb étaient des pourris, des gangsters, des racketteurs ?

Dernier défenseur d'Urb à intervenir, M. Henri Leclerc vint, avant le baisser de rideau, leur apporter la contradiction. En vertu de la Constitution de ce pays, rappelle-t-il, les partis politiques concourent à l'expression du suffrage universel. Et ces partis politiques ont changé dans les dernières décennies. Il est fini, regrette avec émotion M. Leclerc, le temps des réunions nocturnes, des affiches placardées « avec une colle effroyable », des voix arrachées une à une sur les marchés. « L'opinion publique a changé, martèle-t-il. L'Amérique a montré le chemin. Qu'y pouvons-nous, s'il faut désormais mettre des micros dans les salles, si l'on a recours au marketing politique, cette horreur, s'il faut des ordinateurs ? »

Face à ce renchérissement, Urb, rappelle M. Baudelot, avait été créé « pour mettre de l'ordre où il n'y en avait pas et de la morale où il y avait beaucoup d'abus ». Pour en finir, insiste M. Leclerc, avec les mœurs en usage dans les partis de droite, les fonds remis en espèces par les entrepreneurs, les valises transportées. Qu'en pensera le chauffeur de taxi ? « Votre décision ne satisfera personne, prévient M. Binet, s'adressant au tribunal. Si vous relaxez, on va dire « ils se sont couchés, ils sont aux ordres ». Et si vous condamnez, on dira « une fois de plus, ils ont fait triquer les lampistes ».

DANIEL SCHNEIDERMAN

EN BREF

□ Trois lycéens de Rochefort condamnés à une amende pour injures à leurs professeurs. - Les trois lycéens du lycée Merleau-Ponty de Rochefort (Charente-Maritime), qui avaient injurié trois de leurs professeurs dans un journal lycéen, publié en janvier 1991 (le Monde du 22 août), ont été condamnés à une amende de 100 francs chacun par la cour d'appel de Poitiers, jeudi 12 décembre. Un premier jugement, rendu le 10 août par le tribunal de grande instance de Rochefort, avait relaxé les jeunes gens, estimant « que les diffamations et injures alléguées (...) n'avaient pas un caractère public puisqu'elles n'avaient pas dépassé le cadre de l'établissement scolaire ». Les trois enseignants de Rochefort avaient fait appel. Ils recevront en réparation, comme le motive l'arrêt, « de l'incontestable préjudice moral dont ils ont été victimes ».

□ Le porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc à Vladivostok. - Pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, le navire-école de la marine française, le

porte-hélicoptères Jeanne-d'Arc, fera escale à Vladivostok, en République de Russie. Cette escale, qui est prévue dans le cadre du tour du monde annuel de ce bâtiment-école, aura lieu du 9 au 14 mars 1992. A bord se trouvent cent cinquante-sept officiers, élèves de Navale, dont dix-huit en provenance de marines étrangères.

□ Premier vol du prototype du Rafale-Marin. - Piloté par M. Yves Kerhervé, chef des pilotes d'essais de Dassault, le prototype Rafale M01, l'avion de combat polyvalent destiné à être embarqué sur les porte-avions français, a effectué, jeudi 12 décembre, son premier vol. Il a atteint Mach 1,4 (près de 1 500 kilomètres à l'heure) à une altitude de 42 000 pieds (environ 13 000 mètres). Ce vol a duré une heure. Le Rafale M01 fera à la mi-1992 une campagne d'essais de catapultage et d'apportage au sol, aux Etats-Unis, avant d'effectuer, l'année suivante, ses premiers appointages et catapultages sur le Foch. La première flottille de Rafale sera opérationnelle en 1998.

Après dix jours d'examen à huis clos

La chambre d'accusation rendra son arrêt le 26 février dans l'affaire Touvier

La chambre d'accusation de Paris rendra son arrêt le 26 février dans l'affaire Touvier. On saura alors si Paul Touvier est renvoyé devant une cour d'assises et sur quelles charges (le Monde du 10 décembre).

C'est un énorme dossier judiciaire qui touche à la morale et à l'histoire que vient d'examiner à huis clos la chambre d'accusation. Présidée par M. Jean-Pierre Henne, la chambre a en effet étudié, du 2 au 13 décembre, le dossier de l'ancien chef des renseignements de la milice lyonnaise. Outre les pièces de l'instruction, les juges disposent du réquisitoire définitif (300 pages) de M. Martine Boulouque, des mémoires des parties civiles et de celui de la défense (340 pages) rédigé par M. Jacques Trémolet de Villers.

La chambre d'accusation a analysé l'une après l'autre les charges retenues par le juge d'instruction Jean-Pierre Gotti :

- l'attentat commis par des militants le 10 décembre 1943 contre une synagogue de Lyon, qual de Tilsit.

- la complicité d'assassinat de Victor Basch, président de la Ligue française des droits de l'homme, et de son épouse, tous deux octogénaires, le 10 janvier 1944.

- la complicité de séquestration arbitraire suivie de déportation de Jean de Filippis, résistant, arrêté le 16 janvier 1944 et déporté au camp de concentration de Mathausen.

- la complicité d'assassinat de sept otages juifs le 29 juin 1944 à Rillieux-la-Pape.

- la complicité d'assassinat de Lucien Meyer, interpellé par la milice le 29 juin 1944 à Crépieux-les-Brosses.

- la séquestration arbitraire, suivie de déportation, de M. Claude Bloch et de sa mère Eliette Meyer, déportée à Auschwitz.

L'avocat général, M. Jean-Noël Chambeyron, a requis le renvoi de Paul Touvier - remis en liberté sous contrôle judiciaire le 11 juillet - devant les assises en s'appuyant sur la longue et minutieuse instruction. A l'issue des débats, M. Alain Lévy, partie civile, a déclaré : « Touvier, inspecteur national de la milice, était un agent du nazisme à la française. Sa collaboration et sa responsabilité dans la politique d'extermination des opposants politiques et des juifs sont établies ». Et M. Joe Nordmann, partie civile, a pour sa part relevé : « La mémoire collective ne comprendrait pas aujourd'hui une décision différente de celle prise pour Barbie concernant un Français homologue ».

M. Trémolet de Villers, avocat de Paul Touvier, a répondu en écho : « L'affaire Touvier n'est pas l'affaire Barbie, ni en fait, ni en droit, ni en morale. » « J'ai plaidé que les critères définis pour les crimes contre l'humanité ne s'appliquent pas aux faits reprochés à Paul Touvier, nous a-t-il déclaré. Je conteste le caractère participant de Vichy au plan concerté d'agression entraînant la liquidation d'une partie de la population. C'est un grand débat de droit et d'histoire. La science historique a ses outils, le droit a les siens. Une personne ne peut pas être prise comme un pur symbole ».

LAURENT GRELSAMER

« Trois dossiers »

La mémoire doit l'emporter. Fort de cette certitude, Bernard Lambert nous livre trois dossiers d'accusation destinés à faire pièce à ceux qui veulent laisser faire au temps son travail incohérent et destructeur. Terrible exploration. René Bousquet, Maurice Papon et Paul Touvier, ces trois Français inculpés de crimes contre l'humanité, sont dépeints d'une plume clairement engagée.

Cette invocation pressante à la justice pèse en effet par des portraits de ces collaborateurs dont le premier occupe des fonctions de gouvernement, le deuxième des responsabilités préfectorales et le troisième un poste de cadre au sein de la milice, cette police supérieure du régime de Vichy. Mais le

livre présente surtout les aspects juridiques, philosophiques et moraux des poursuites engagées contre ces derniers.

Dans cette partie, l'auteur s'indigne de ce qu'il appelle les « convenances de l'oubli ». Que Maurice Papon puisse déclarer n'avoir rien à se reprocher, que René Bousquet ne plaide pas coupable et que Paul Touvier - « qui n'aura connu la clandestinité qu'en temps de paix » - clame avec constance son innocence, voilà qui justifie amplement à ses yeux l'urgence de procès.

► Bernard Lambert. Dossiers d'accusation, FNDRP Editions, 331 pages, 145 francs

Jameson.
BOW STREET, DUBLIN.



JAMESON Spirit of Ireland
L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTE. CONSOMMEZ AVEC MODERATION.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le meurtrier d'un enfant devant les assises de la Haute-Saône

La terrible responsabilité des psychiatres

La cour d'assises de Haute-Saône, suivant les réquisitions de l'avocat général, a condamné, vendredi 13 décembre, à vingt ans de réclusion criminelle Eric Le Gallou, vingt-sept ans, pour le meurtre d'un petit garçon de douze ans, Benoît Didierjean. Le meurtrier avait déjà agressé, à quatre reprises, de jeunes garçons d'une dizaine d'années. Il était interné, en placement libre, dans un hôpital psychiatrique. Fait exceptionnel, le centre hospitalier spécialisé de Saint-Rémy, cité comme civilement responsable à la demande de la famille de la victime, a été condamné à lui payer 340 000 francs de dommages-intérêts. Le prix de la mort d'un enfant et d'une terrible responsabilité collective.

VESOUL

de notre envoyée spéciale

On ne sait pas quel enfant était Benoît Didierjean, mort à douze ans d'avoir été étranglé, puis noyé, le 3 septembre 1990. On ne sait pas s'il était brun ou blond, s'il préférait le chocolat ou les caramels, s'il aimait l'école ou le patin à roulettes, s'il aurait eu envie d'être brocanteur, comme son père, ou rêvait d'être comédien. Un procès d'assises peut être une machine à effacer les victimes. Benoît Didierjean, ainsi, a été effacé. Du petit garçon, on ne sait que deux choses : il aimait le pêche et avait appris de ses parents à ne pas parler aux inconnus.

Avec Marie, sa petite sœur, et Julie, une amie, il était parti pêcher au bas de la colline aux Abellies, le long de la Supte, une petite rivière de Haute-Saône. Au bout de deux heures, les « petites » filles étaient rentrées. Benoît, lui, était resté au bord de l'eau. Un jeune homme leur avait un peu parlé au début. Puis il avait été tiré, un peu plus loin, allongé dans l'herbe, le Châteauneuf de Marie. Après le départ des petites filles, il était revenu, avait parlé du bouchon enfoncé trop profond dans l'eau, il devait être étrange, insouciant, car le petit garçon avait pris peur. Il

avait un peu pleuré quand le grand l'avait tiré par le bras. Et puis, le grand l'avait étranglé, le plongeant dans le coma. Et puis il l'avait traîné dans l'eau, le visage vers le fond. Quand plus aucune bulle n'était remontée à la surface, le grand était rentré chez lui, à l'hôpital psychiatrique.

Eric Le Gallou, vingt-sept ans au moment des faits, avait été arrêté deux jours plus tard et avait avoué facilement. « J'étais égaré. Je pensais pourtant que c'était fini, que je ne recommencerais plus. Je voyais pleurer comme ça, ça m'a tué. Je lui en ai voulu, je m'en suis voulu. » A quatre reprises déjà, à quatre reprises au moins depuis qu'il avait dix-huit ans, ce jeune homme avait agressé des enfants. A chaque fois, il disait vouloir juste leur parler, être leur copain. Pourtant, il lui arrivait de les menacer d'un couteau, d'un cutter. Eric Le Gallou n'a jamais aimé les adultes. Il n'aime que les enfants et veut être aimé d'eux. Il s'y prend mal. Aussi mal qu'on s'y est toujours pris avec lui, lui sageant sa vie. « Une caricature de vie de psychopathe », dit son avocat M. Pion, qui trouve que la défense n'est pas un cadeau mais que « le juge n'est pas facile non plus ».

« L'année la plus terrible »

Qui est-ce le grand garçon brun qu'une moustache n'arrive pas à vieillir et qu'on a engoncé - au cas où... - dans un gilet pare-balles ? A qui la faute, si cette fois il a tué ? Le jour du mariage de ses parents, il était déjà dans le ventre de sa mère. Le soir même, son père était interné dans un hôpital psychiatrique. Il ne l'a jamais connu. Eric Le Gallou, peu à peu, s'est convaincu que ce père devait être un « Américain ». Mais il n'a jamais eu « assez de sous » pour aller le rechercher « là-bas ». Son père n'est sans doute pas américain, et de toute façon, depuis l'âge de cinq ans, Eric Le Gallou, de sanatoriums en maisons d'enfants, de foyers en hôpitaux psychiatriques, n'a connu que des institutions.

Il a bien vécu un an, entre dix et onze ans, avec sa mère. Mais c'était « l'année la plus terrible » de sa vie. « Elle me rebaisait. Elle me disait que j'étais un imbécile, que j'étais jamais où j'étais né. » Alors, il s'est arrangé pour repartir dans

une maison d'enfants où il vivait dans l'espoir que son petit frère, né de l'un des trois mariages de sa mère, le rejoindrait. Mais le petit garçon, à neuf ans, était mort d'une méningite. A l'été, qui ne voulait pas grandir, il ne restait que les autres enfants, tous les enfants du monde, dont il décidait de se faire des amis.

Les psychiatres ont bien noté cette anamnèse. Ils s'en sont inquiétés. A la première agression - sous la menace d'un cran d'arrêt il avait obligé un petit garçon de douze ans à baisser son pantalon - il était placé dans un hôpital psychiatrique. Au cours d'une fugue, il recommençait. L'enfant avait été et s'était échappé. Une troisième fois, il avait transpercé le bras d'un autre enfant du même âge avec un couteau. Les psychiatres avaient alors dit qu'il était pédophile, peut-être schizophrène, qu'il était dangereux. Ils avaient conseillé « un traitement chimiothérapeutique et psychothérapeutique au long cours, pour éviter une évolution vers un passage pédophilique majeur ».

Eric Le Gallou avait été déclaré « dément au moment des faits » et placé d'office pendant cinq ans et cinq mois dans le service de haute sécurité de l'hôpital de Montfavet. A mi-parcours, d'autres psychiatres avaient refusé d'assouplir ses conditions de vie. Il était bouclé. Et bien bouclé. « Je n'avais pas de traitement. Il fallait donc pour voir un médecin. Les promesses se faisaient dans une cour grillagée ».

Puis, pour le jeune homme, il y avait eu comme un petit miracle. En Haute-Saône, Clairefontaine, l'hôpital psychiatrique privé de Saint-Rémy, cherchait à se débarrasser d'un interné trop dangereux et avait demandé à Montfavet de le prendre en charge. Montfavet avait accepté à condition que Clairefontaine se charge d'Eric Le Gallou. Celui-ci avait été enchaîné d'y découvrir une semi-liberté, s'attachant pour la première fois de sa vie aux infirmiers, aux médecins. Peu à peu, le docteur Pierre Laporte avait essayé de le rééduquer, de le rendre capable d'entrer dans la société. Le jeune homme avait acquis le droit de se promener seul, d'entreprendre une formation de maçon à 30 kilomètres de l'hôpital. Il avait trouvé un peu d'humanité. C'est pourquoi, sûrement, il avait eu « un peu le cafard » le jour où il

avait intercepté, une nouvelle fois, un enfant qui se rendait à l'école à vélo. Le tribunal de grande instance de Vesoul, qui devait le juger, était alors délaissé par un expert-psychiatre, assurant à Saint-Rémy. Le docteur Christian Cledon avait noté, dans son rapport, qu'Eric Le Gallou « ne présente pas habituellement et actuellement d'état dangereux. (...) Il trouve des voies résolutives à ses conflits ». Le tribunal avait prononcé une peine de vingt-huit mois de travaux d'intérêt général. C'était en avril 1990. A Saint-Rémy, pendant trois mois, le jeune homme avait regagné le centre semi-fermé avant de retrouver sa liberté relative. Le 3 septembre, il tuait Benoît Didierjean.

Devant la cour d'assises, une nouvelle fois, les psychiatres entrent en scène. Pour le professeur Daniel Binnet, Eric Le Gallou n'est pas dément : « Ce sont les actes qui sont déments. A l'examen, il ne l'a pas trouvé dangereux. « Peut-être, sommes-nous incapables de faire un diagnostic. Mais le psychiatre n'est pas une science exacte. » Le docteur Pierre Laporte, le psychiatre qui suivait l'accusé à Saint-Rémy, ne pensait absolument pas que le danger pouvait être aussi grand. Je continue à croire qu'il est susceptible d'évoluer. Mais je serai, compte tenu des faits, le dernier à pouvoir, quoi que je pense, dire qu'il n'est pas dangereux ».

Alors que faire d'Eric Le Gallou ? « Je vous en supplie, confiez-le, une fois pour toutes, à la justice », plaide maître Raymond Forni, pour la famille Didierjean. Si vous ne voulez pas qu'il y ait des enfants morts ici ou là ne le renvoyez pas à l'hôpital psychiatrique. Ne le rendez pas à l'incompétence. » Cette même « incompétence » qu'il avait notée dans son rapport d'office, pendant deux mois, M. Didierjean, pour trouble à l'ordre public, dans un hôpital psychiatrique.

L'avocat général, M. Patrick Poirier, qui requiert vingt ans de réclusion criminelle, est du même avis. « J'ai vu la totale incompétence de la psychiatrie et ça me suffit. » Eric Le Gallou n'est pas en reste. Il ne veut plus d'hôpital psychiatrique : « La peine que vous me donnez, je la mérite. C'est tout. » Quand les jurés ont suivi les réquisitions de l'avocat général, il a simplement souri.

AGATHE LOGEART

fiches de M. Dufour et d'un autre malade identifié plus tard. C'est sur la base de ce document que le docteur Rossignol affirme avoir fait son diagnostic et conseillé à M. Dufour une opération inutile.

Que s'est-il donc passé ? M. Rossignol évoque « un piège » ou « une cabale ». Il semble pourtant impensable aux enquêteurs que quelqu'un d'autre que les médecins du service d'urologie de la clinique ait eu accès à ces documents.

Une quinzaine d'autres dossiers

Mais voilà d'autres documents que le dossier Dufour, les enquêtes en sont arrivées à se demander si les deux patients n'étaient pas victimes d'un complot, et s'ils n'avaient pas tenté de se suicider de façon quelconque. Les comptes rendus d'analyses transmis par le laboratoire. Non pas en fabriquant des faux, comme dans l'affaire Dufour, mais en interprétant de manière pessimiste les analyses anatomopathologiques, en surévaluant le grade infiltrant des lésions ou en se fondant sur d'autres examens réputés accessoires. Près d'une quinzaine de dossiers (parmi les dizaines épluchés par les enquêteurs) témoignaient ainsi d'ablations de vessie ou de prostate réalisées abusivement, soit en l'absence de tumeur maligne, soit avant même l'essai d'une thérapie (comme la chimio) moins contraignante et moins... définitive.

Une autre information a donc été ouverte par le parquet de Toulouse, d'abord pour « faux et usage de faux », élargie ensuite à « coups et blessures volontaires ». Et tandis que l'enquête se poursuit, trois anciens patients des docteurs Rossignol et Landri, tous les trois ayant subi une grave opération, ont décidé de se constituer partie civile.

« C'est du roman policier », s'écriait vendredi 13 décembre le docteur Rossignol, exoté et pressé d'aller à Paris porter à ses « pairs » les éléments du dossier. « On nous joue sept morts sur ordonnance ! C'est un problème d'expertise médicale, et seule une commission d'experts pourra juger de nos actes ! » Le docteur Jacques Chaisel,

PDG de la clinique, partage son indignation. « Ces accusations d'opérations abusives sont des insinuations morales », nous a-t-il déclaré, indiquant son intention de charger l'ordre des médecins d'attaquer la presse qui relayait « d'aussi stupides accusations ».

« Pour quel mobile, je vous le demande ? Ces opérations longues et coûteuses ne rapportent quasiment rien aux chirurgiens ! » « Tout juste trois cents francs », précise M. Rossignol. Alors pourquoi ? Performance ? Perfectionnement ? Notoriété ? Pêché d'orgueil ? Ou bien rendement ?

Actuellement de la clinique avec 1 % et 2 % des parts (comme l'ensemble de leurs collègues), les deux médecins et le PDG de la clinique avaient signé au mois de mai dernier un accord de vente - « simple schéma », dit M. Chaisel - portant sur 40 % des parts de l'établissement. « Une promesse assortie de nombreuses conditions », précise le docteur Rossignol. Parmi elles, une étonnante obligation de résultat, contraignant les deux médecins à assurer à la clinique la première année le même nombre d'actes opératoires, et à l'augmentation de façon tout à fait substantielle l'année suivante. « Une contrepartie à notre propre exigence de rachat au cas où le déficit de la clinique dépasserait 8 millions de francs ! nous a précisé M. Rossignol. Cela nous aurait contraints à convenir nos forces sur la clinique et à prendre des associés. Sage précaution. Nous avons déjà tant de bouillottes ! »

ANNICK COJEAN

COMMUNICATION

Le rapport officiel des autorités espagnoles

La mort de Robert Maxwell est « probablement » naturelle

LONDRES

de notre correspondant

Rendu public vendredi 13 décembre, le rapport officiel des autorités médicales et judiciaires espagnoles chargées de l'enquête sur les circonstances de la mort de Robert Maxwell est un chef-d'œuvre d'ambiguïté. M^{me} Isabel Oliva, juge d'instruction à Ténériffe, conclut que l'ancien magnat britannique de la presse est « probablement » mort de cause naturelle et recommande la clôture du dossier.

Elle précise cependant que l'interprétation des signes cliniques, chimiques et microscopiques présents par le corps du défunt conduit à penser que la « cause probable de la mort [est] due à un double mécanisme », consistant en un problème cardiaque « accompagné par un possible facteur de noyade ». Sur la chute de Robert Maxwell en mer, le rapport est encore plus vague, indiquant qu'il est « probable que ce fut un accident, même si d'autres expli-

cations ne peuvent être exclues ». Cette incertitude ne fait pas l'affaire des assurances Lloyd's, de Londres, auprès de qui Robert Maxwell avait contracté une assurance-vie d'un montant de 20 millions de livres (200 millions de francs). Il est précisé dans le contrat que les bénéficiaires de la police d'assurance - plusieurs sociétés du groupe Maxwell - ne pourront percevoir cette somme que si Robert Maxwell est mort par accident ou à la suite d'un meurtre. Les Lloyd's ne paieront pas si le décès est dû à une « cause naturelle », d'où l'importance des termes employés par le rapport officiel. S'étimant non satisfaites par les conclusions des autorités espagnoles, les Lloyd's ont dépêché un médecin légiste renommé, le docteur Iain West, à Madrid, où il doit effectuer de nouveaux examens sur les échantillons d'organes prélevés sur le corps. Ce n'est qu'au vu de ses conclusions que les assurances prendront une décision.

L. Z.

La crise dans les sociétés d'études et de sondages

M. Ladreit de Lacharrière prend le contrôle de la Sofres

La Sofres, société d'études célèbre pour ses sondages politiques, quitte le giron de la Sema (groupe Paribas) pour celui d'un groupe d'opérateurs où domine M. Marc Ladreit de Lacharrière.

La Sofres a changé, jeudi 12 décembre, d'actionnaire principal. Cette société d'études et de sondages, très connue du grand public pour ses pronostics télévisuels les soirs d'élection, a quitté le giron de la Sema (devenue Sema-Group), une filiale de Paribas, pour un pool d'actionnaires privés et publics. Au sein de ce nouveau groupe d'actionnaires, M. Marc Ladreit de Lacharrière, par l'intermédiaire de l'Imalac (Financière Marc de Lacharrière), sera dominant avec 41 % du capital. Par ordre décroissant, le capital de la Sofres sera détenu par le Crédit lyonnais (14 %), le Can (12,5 %), Elf Aquitaine (12,5 %), Parifinance (10 %), la Générale des eaux (6 %) plus quelques divers qui se partagent les 4 % restant.

La crise qui frappe aujourd'hui de plein fouet les sociétés de services a amené la Sema à se recentrer sur ses métiers de base, à savoir le conseil et l'intégration de systèmes informatiques. Dans cette perspective, la Sofres (450 millions de chiffre d'affaires, 6 % de marge avant impôt), qui souhaitait mener à bien une politique de croissance

extreme, ne pouvait guère compter sur le soutien financier de son actionnaire. Conscient du problème, la direction de la Sema a demandé à M. Pierre Weill, PDG de la Sofres, de rechercher lui-même un actionnaire capable de respecter l'indépendance de la société de sondages et soucieux de maintenir sa crédibilité politique. C'est dans cette perspective que M. Weill a recherché un tour de table où le capital privé soit prédominant. Si M. de Lacharrière - PDG d'un groupe qui « pèse » 6 milliards de francs, diversifié dans la banque, l'immobilier, l'industrie et l'édition - est précédemment avec 41 % des titres, il « expose que nous voulions que notre actionnaire soit aussi un interlocuteur », explique M. Pierre Weill. Notamment en matière de diversification.

Malgré son renom sur le territoire national, la Sofres est encore faible au plan international. Le monstre du secteur des études est sans conteste l'américain Nielsen (4 à 5 milliards de dollars de chiffre d'affaires), filiale de Dun and Bradstreet, présent dans tous les pays et numéro un en France. Au plan européen, très largement en dessous, cinq ou six groupes se disputent le marché. La Sofres, déjà présente en Allemagne, en Italie, en Espagne, au Benelux, ambitionne de renforcer sa position.

YVES MAMOU

Une fusion Hayas-Canal Plus est à l'étude

Une « éventuelle » fusion entre Canal Plus et sa maison-mère, le groupe Hayas - détenteur de 25 % du capital de la chaîne payante - est à l'étude, a indiqué vendredi 13 décembre M. Pierre Dauter, PDG d'Havas, sur Europe 1. « Si ça marche, c'est pour aboutir à la plus grande entreprise du monde de communication, c'est l'objectif et, pour moi, un souhait », a précisé M. Dauter, qui a ajouté qu'avec le PDG de Canal Plus, M. André Rousslet, « on ne discute pas, on s'entend ».

Le président de Canal Plus, qui fut PDG d'Havas de 1982 à 1986, a évoqué cette fusion qu'il avait déjà projetée dans un entretien au Monde (le Monde du 11 décembre), en indiquant qu'elle était plus de l'intérêt d'Havas que de Canal Plus. « A tous égards, une telle dimension résultant de la fusion est bénéfique dans le contexte européen », avait précisé M. Rousslet.

Gaumont et Walt Disney créent une société commune de distribution

Gaumont vient de créer une société commune de distribution avec une des filiales de Walt Disney chargée de la distribution, Buena Vista International. Cette nouvelle société, baptisée Gaumont-Buena Vista International et détenue à parts égales par les deux associés, distribuera en France l'ensemble des films produits ou achetés par Gaumont, Walt Disney Pictures, Touchstone Pictures et Hollywood Pictures.

L'activité de la nouvelle entité, qui sera présidée par l'actuel directeur de la distribution de Gaumont, M. P.-A. Le Faugan, débutera le 1^{er} janvier 1993, à l'expiration du contrat que Walt Disney avait signé avec Warner Bros International.

Les responsables de la firme française se félicitent de cette association entre Gaumont et Walt Disney, qui produisent et distribuent chacun une quinzaine de films par an.

Le soupçon de Toulouse

Suite de la première page

Pas étonnant que la police et la justice se soient vu opposer si souvent le secret médical, comme s'il était prévu pour protéger le médecin plutôt que le patient. Pas étonnant que le conseil de l'ordre ait eu quelques vapeurs, le parquet quelques frayeurs, les policiers quelques contorsions et le petit juge quelques freins. Qu'il y ait eu des menaces, des pressions, des intimidations.

L'accusation était trop grave, et les suspects trop importants, eux dont les opérations à quatre mains (l'un est droitier, l'autre gaucher), conçues pour diminuer le temps d'intervention, fascinent les spécialistes mondiaux et que l'on dit consultés par d'éminentes personnalités d'Europe. De cela, Michel Dufour n'avait cure, lorsque, encore sous le coup de l'émotion, il décidait, le 25 mai 1989, de porter plainte contre X avec constitution de partie civile. Il venait d'échapper à une opération d'ablation de la vessie « pour un cancer », dit-il aujourd'hui, « que je n'aurais pas ».

Résumons. Le 7 octobre 1988, M. Dufour, inquiet de la persistance de troubles de la vessie, pousse les portes de l'imposante clinique Saint-Jean-Languedoc, sur la route de Revel, à Toulouse, afin de consulter le docteur Rossignol, dont on lui a vanté la réputation internationale. Une biopsie est aussitôt décidée qui vaudra à M. Dufour une hospitalisation de quelques jours et dont les résultats conduisent le docteur Rossignol à annoncer à son patient la gravité de sa maladie. Il s'agit d'un cancer. « Une cystectomie radicale » s'impose, autrement dit une opération d'ablation de la vessie, encadrée par un programme de chimiothérapie. Des dates sont immédiatement arrêtées. M. Dufour est effondré. Il approche de la soixantaine, sa jeune compagne

vient de lui apprendre qu'elle attend un bébé. Mortifiés, ils décident de recourir à une interruption volontaire de grossesse. Ils le regretteront toujours.

Mais Michel Dufour a décidé de prendre d'autres avis. Un professeur parisien le reçoit et exige, avant le moindre diagnostic, les résultats de la biopsie effectuée à la clinique toulousaine. Le patient les reçoit tardivement des services du docteur Rossignol, et leur examen rend le professeur formel : l'état de M. Dufour rend inévitable l'opération tant redoutée. On lui conseille de rentrer immédiatement à Toulouse.

Le médecin de famille, lui, ne comprend pas. Les résultats d'analyse, qu'il a lui-même réussis à obtenir en passant directement par le laboratoire de la clinique Saint-Jean et non par le service de M. Rossignol ne décèlent aucune trace de cancer ! D'autres consultations sont alors décidées, et d'autres prélèvements : chaque fois, le résultat est rassurant... et absolument contradictoire avec celui transmis le 3 novembre au médecin de famille par le docteur Rossignol.

Le 4 janvier 1989, une lettre du laboratoire de la clinique Saint-Jean adressée au professeur Pontonnier, du CHU de Toulouse, également consulté, sème la stupefaction : la photocopie du compte-rendu des analyses de M. Dufour, telles qu'elles lui avaient été communiquées, « ne correspond pas avec celle transmise par le laboratoire au docteur Rossignol. Il existe manifestement, dit la lettre, une discordance entre deux résultats écrits à propos d'un même prélèvement. » Autrement dit : la photocopie est un faux, « un faux grossier », comme le qualifie aujourd'hui le docteur Sorbara, l'un des responsables du laboratoire. Un faux résultant d'un montage réalisé par le croisement des

GERARD MONSEUR EXPANSION CONSEIL EN DEVELOPPEMENT

urbanisme commercial économie des projets
création de zones d'activités études de faisabilité
management des réalisations concept



CONSULTANT
Parc Club du Millénaire - n°29
34036 Montpellier Cedex
Tél. 67.22.58.58
Fax. 67.22.39.28

150 000 000

150

Le Monde

HEURES LOCALES

Le retour de la flamme olympique

Près de 12 milliards de francs ont été consacrés à l'organisation des Jeux d'hiver d'Albertville. Mais le département de la Savoie s'inquiète déjà de l'après-fête et des lendemains douloureux

CHAMBERY
de notre envoyé spécial

ENFIN. Alors que la flamme olympique, arrivée samedi 14 décembre à Paris, va entamer un tour de France avant de brûler, du 8 au 23 février, dans le ciel d'Albertville, les Savoyards commencent à manifester de l'intérêt pour ces Jeux d'hiver qui se préparent, sous leurs yeux, depuis bientôt cinq ans. Dimanche 8 décembre, par milliers, comme s'ils les découvraient pour la première fois, ils ont visité les installations réparties sur les treize sites de la vallée de la Tarentaise. Lors d'une journée portes ouvertes, ils ont envahi les patinoires, les pistes et les stades, ainsi que les centres de presse de Modane et de La Léchère, d'où les journalistes doivent rendre compte de l'événement dans le monde entier.

Avec le rassemblement des 8 000 volontaires, le 24 octobre à Lyon, ce prélude à la mobilisation populaire tant attendue arrive à point nommé pour les responsables du Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO). Dans quelques jours, lors d'une assemblée générale extraordinaire, ils devraient procéder à l'ajustement des comptes. Si la mention d'un déficit n'est pas confirmée, le budget devrait dépasser la barre symbolique des 4 milliards de francs.

L'objectif initial, « les Jeux paieront les Jeux », rapidement assénié à une promesse, est devenu de plus en plus difficile à atteindre, au fur et à mesure que s'est alourdie la facture de certains équipements. La piste de bobsleigh de La Plagne est passée de 130 millions à 230 millions de francs. Et les tremplins de saut de Courchevel, de 60 millions à 130 millions de francs. S'y ajoutent des dépenses imprévues, induites par la dispersion des sites et la multiplication des installations comme des équipes d'accueil et de sécurité sans contrepartie de recettes supplémentaires.

Mobiliser les énergies

Quel qu'en soit désormais le coût, la réussite des Jeux est un impératif pour la France, candidate, par ailleurs, à l'organisation de la Coupe du monde de football. L'Etat ne s'y est pas trompé. Récemment, en l'espace d'une semaine, six ministres ont pris le chemin de la Savoie. Sans hésitation aucune, ils ont apporté leur soutien, et leur réconfort, à M. Michel Barnier, député (RPR), président du conseil général, mais surtout coprésident du COJO avec Jean-Claude Killy. « Les Jeux sont une révélation supplémentaire de l'extraordinaire capacité française. » Avec son sens de la formule, M. Jack Lang s'en est pris à « l'armée de pleurnicheurs et de sceptiques qui est toujours au rendez-vous des grands événements ». Ceux qui, y compris parmi les socialistes locaux, commencent à s'inquiéter de l'après-92, et intiment de plus en plus M. Barnier.

« Il a la niaise. » Ses proches collaborateurs utilisent cette expression du patois local pour traduire la crispation de leur « patron ». Durant cinq ans, il s'est battu, de ministère en ministère, pour arracher des financements et permettre à ce département de 350 000 habitants, qui n'est pas l'un des plus déshéri-



tés, « de rattraper son retard et, grâce au surcroît de notoriété internationale, d'être prêt », lorsque la croissance sera de nouveau au rendez-vous. « La Savoie, comme la France, avait besoin d'un grand projet qui réconcilie et mobilise les énergies. Dans quel état serions-nous, si nous n'avions pas eu les Jeux ? », interroge-t-il à chaque occasion, comme s'il lui restait encore à convaincre une « armée » d'incrédules.

Au total, 11,5 milliards de francs auront été dépensés à l'occasion des JO. Incontestablement, l'Etat est le premier bailleur de fonds avec 43 % des 8,35 milliards de francs investis dans les routes, les hôpitaux, les logements, les installations sportives, les réseaux d'eau, d'assainissement, d'électrification, le Festival des arts et la mise en valeur du patrimoine historique jusqu'aux programmes sociaux d'accompagnement en formation et valorisation économique. Et encore, ce bilan n'inclut pas la participation des entreprises publiques et nationales (Crédit lyonnais, Renault, SNCF, Air France, France-Télécom, Thomson, AGF) qui, toutes, ont versé un minimum de 50 millions de francs au club Courchevel.

Cet effort considérable, auquel la région Rhône-Alpes s'est associée pour 500 millions de francs, ne s'est pas véritablement accompagné de la contrepartie d'une « nationalisation » de l'événement. Par l'intermédiaire de la délégation interministérielle, dirigée par

M. Jean Glavany, l'Etat s'est contenté d'exercer un droit de contrôle. Il est peu intervenu pour limiter les ambitions des communes qui, à leur tour, ont voulu profiter du droit de tirage des subventions et « réaliser en cinq ans ce qui aurait nécessité dix ou quinze années d'efforts ». Parfois au prix d'investissements disproportionnés avec leurs capacités, au point que certaines d'entre elles sont en situation de dépôt de bilan.

Les installations nécessaires pour les Jeux ont été conçues dans la perspective d'une hypothétique reconversion. Les 22 500 mètres carrés du centre audiovisuel de Modane (4 500 habitants) devraient être transformés en logements, bureaux et commerces. A condition de trouver preneurs. Les deux tiers des 17 000 mètres carrés du centre de presse de La Léchère, bâti sur une ancienne décharge industrielle, seront insérés dans l'équipement de la station thermique, mais il faudra attendre la fin des Jeux pour leur commercialisation.

Autrefois modeste sous-préfecture de 18 000 habitants, Albertville aspire à jouer dans la cour des grandes cités de Rhône-Alpes. Elle a rebâti une partie de son centre-ville autour d'un équipement culturel majestueux, mais ne sait toujours pas comment elle transformera sa grande patinoire en « espace économique d'affaires ». Qu'advient-il des tremplins de Courchevel ou de la piste de La Plagne, installations ruineuses en investis-

sement et en fonctionnement ? Le syndrome grenoblois, provoqué par des équipements maintenant hors d'usage, qui ne sont pas tous encore payés, a commencé de semer un doute dans les esprits.

En assurant la totalité des engagements du dossier de candidature de 1984, les responsables savoyards savent qu'ils sont les derniers représentants de la « démesure » imposée par le Comité international olympique (CIO) et les fédérations sportives (1). « Du gaspillage », soupire M. Roger Rinchet, député (PS) de la vallée voisine de la Maurienne. Pour faire l'utilité, on a dû prendre l'inutile, totalement disproportionné avec nos capacités. » En respectant scrupuleusement la promesse faite aux communes de la Tarentaise, le COJO a refusé les avances, formulées un peu tard il est vrai, par la nouvelle municipalité de Chambéry, élue en mars 1989, qui s'était proposée comme site de substitution.

L'immobilier de montagne en crise

Le débat n'a pas encore dérapé sur le terrain de la polémique. Evitant toute critique directe, les deux élus socialistes n'en continuent pas moins de regretter que ces Jeux aient profité, d'abord et avant tout, à la vallée de la Tarentaise, au tourisme des grandes stations en particulier. Est-ce à dire, comme l'affirme la CFDT, que la Savoie a manqué le triple rendez-vous olympique : industriel, touristique et social. Une chose est sûre. Contrairement aux espoirs trop vite exprimés, aucune activité industrielle durable, y compris dans les activités liées aux sports d'hiver et de montagne, ne s'est installée dans le département. Or le chômage, qui a recommencé d'augmenter - de 10 % en un an - affecte essentiellement le secteur industriel, maillon faible de l'économie locale.

Frappées par la crise de l'immobilier en montagne, les entreprises de bâtiment n'ont pas attendu la fin des chantiers olympiques pour licencier massivement. Comme s'il s'agissait de démontrer le caractère éphémère des Jeux, une parenthèse dans l'Histoire, la Savoie attend maintenant la relance de nouveaux grands chantiers. L'autoroute dans la vallée de la Maurienne (5 milliards de francs) et surtout la future ligne de TGV Lyon-Turin (15 milliards). Incorrigibles Savoyards. Une fois encore, leur avenir dépend de l'Etat, de sa capacité à dépenser sans compter.

MICHEL DELBERGHE

(1) Le Comité international olympique accepte désormais que certaines compétitions puissent être organisées en dehors de la ville ou de la région « olympiques ».

Pages 15 et 16, notre dossier

- Les stations retiennent leur souffle
- Quatre étoiles pour Courchevel
- L'occasion manquée de Chambéry
- Renouveau pour les transports
- Dix sites sportifs et un village

La fracture Est-Ouest

L n'est pas indifférent pour la région de la fracture Est-Ouest - c'est-à-dire une répartition plus équitable des hommes et des activités - que le pays traverse une période de croissance ou de repli. Les dernières statistiques que publie l'INSEE à ce sujet sont instructives. En 1988 et 1989, en effet, le produit intérieur brut (PIB) a progressé de 4,1 % par an au lieu de 1,7 % entre 1982 et 1987. Les gouvernements en ont-ils profité pour essayer d'infléchir géographiquement la localisation des usines, des centres de recherche, des bureaux, de la manière grise ?

Réponse : très partiellement seulement. La croissance retrouvée n'a pas eu la même intensité partout. Elle a été très forte dans les régions de l'Est, avec des taux de 5,1 % en Franche-Comté (soutenue par une vigoureuse reprise industrielle) et de 4,9 % en Provence-Alpes-Côte d'Azur. En revanche, toutes les régions situées à l'ouest de la ligne rabou Mont-Saint-Michel-Camargue ont enregistré une progression de leur PIB inférieure à la moyenne. Voilà pour l'échec patent, avec cependant une consolation : la Lorraine et le Nord-Pas-de-Calais, où les effets de la reconversion industrielle ne sont pas encore estompés, s'en tirent bien avec une croissance légèrement supérieure à la moyenne. C'est à la fois le résultat d'une politique active des collectivités locales et d'une attention soutenue des pouvoirs publics, la DATAR en tête, pour ces zones traditionnellement prioritaires.

Un constat préoccupant

A l'Ouest, malheureusement, rien de nouveau. La Bretagne affiche 3,4 %, l'Auvergne 2,9 %, le Limousin 2,4 % et Poitou-Charentes (cher à M. Cresson) 2,1 %... après la Corse. Au moment où l'Europe s'oriente de plus en plus ouvertement vers l'est, voilà de quoi inquiéter.

Mais le constat le plus « préoccupant » (pour ceux qui croient encore à un semblant de justice territoriale) des experts de l'INSEE concerne - on s'en doute - le poids des îles-de-France, qui représente 28,7 % du PIB national. De 1982 à 1989, l'écart entre la richesse du Francilien et celle du provincial est passé de 62 % à 74 %. Et rien dans les objectifs du futur schéma directeur de l'île-de-France ne permet de penser que le dérapage sera corrigé. Au contraire...

FRANÇOIS GROSCHARD

Le départ des militaires offre des terrains à Reims

La cité des sacres va regretter un régiment qui participait à la vie sociale. Les responsables du développement veulent en profiter pour récupérer des terrains très utiles à la ville

REIMS
de notre envoyé spécial

DANS un an, M. le maire n'entendra plus la fanfare du régiment républicain sous ses fenêtres. « Cela me manquera, j'y étais habitué », soupire M. Jean Falala. Toute la ville de Reims a eu cette réaction après la décision, annoncée le 8 août par le ministre de la Défense pour des raisons budgétaires, du départ du 1^{er} groupe de chasseurs prévu pour l'été 1992.

C'est un choc pour toute la ville parce que le 1^{er} GC, comme disent les Rémois, participe à tous les événements de la cité depuis son installation en 1954 dans la caserne Jeanne-d'Arc, construite à la fin du siècle dernier boulevard Pommeroy. M. Falala, député RPR de la Marne, précise que les autorités militaires de la ville ont toujours été associées aux consultations sur les modifications des POS. « J'avais même été reçu il y a un an à ma demande par le directeur de cabinet de M. Chevènement, car j'avais des craintes dans le cadre du plan Armées 2000. Mais on m'avait rassuré ».

La première réaction de l'équipe municipale, le 12 août, est d'appre-

hender les répercussions du départ du 1^{er} GC sur l'économie de la ville. Le régiment représente un millier de personnes, alors que l'agglomération compte plus de 200 000 habitants, un chiffre en légère augmentation par rapport au dernier recensement. Les 300 appelés contribuent peu à l'activité des commerçants du boulevard Pommeroy, à moins de 5 kilomètres à l'est du centre historique, qui s'attristent cependant de perdre quelques clients. Seuls trois civils sont employés par l'armée.

15 hectares en pleine ville

L'intérêt de ce départ pour des projets d'urbanisme s'impose en revanche immédiatement aux élus. Les terrains de la caserne Jeanne-d'Arc s'étendent en effet sur 15 hectares, et la ville va manquer de réserves foncières propres dans les années à venir. Encore faut-il que les domaines acceptent de vendre ces terrains, et que leur prix soit compatible avec les finances locales.

Dès le 13 août, M. Falala a écrit à Pierre Joxe pour lui demander ses intentions. Celui-ci répond le 10 septembre qu'il est « prêt à envisager la cession (de la caserne Pommeroy) au profit de la municipalité ». M. Joxe annonce à cette occasion qu'il vient de décider la création d'une délégation

aux restructurations, « chargée d'étudier et de mettre en œuvre l'ensemble des mesures sociales, économiques et d'aménagement du territoire permettant de pallier les conséquences locales des dissolutions d'unités militaires ».

Bien qu'ils soient encore un peu sceptiques sur les intentions réelles du ministère de la Défense, les services du développement économique et de l'urbanisme de la ville se mettent immédiatement au travail autour du maire. « Les 15 hectares de la caserne Jeanne-d'Arc sont d'une importance stratégique pour le développement de la ville dans les prochaines années », leur rappelle M. Falala. La caserne est en effet parfaitement imbriquée dans le tissu urbain, entre la cité-jardin du Chemin-Vert et les quartiers de l'Europe, deux zones d'habitat populaires qui doivent faire l'objet d'aménagements. « Ces terrains pourraient être utilisés pour des équipements collectifs, mais aussi pour construire des logements dont la ville manque depuis cinq ans, ainsi que pour attirer des entreprises sur une zone bien située », explique M. Daniel Roland, directeur du développement.

Autant de projets qui suscitent déjà l'inquiétude des riverains de la caserne, dont les lettres arrivent sur le bureau du maire. Une concerta-

tion leur est immédiatement promise, d'autant que tout changement de destination des terrains devrait faire l'objet d'une révision du POS. Une modification du SDAU (schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) est d'ailleurs en cours pour ce secteur, le dernier à disposer de terrains disponibles pour envisager une extension de la ville.

Une « interface » entre la faculté et la ville

« C'est à l'est que tout reste à faire », explique M. Dany Mackowiak, directeur de l'urbanisme. Le campus du Moulin-de-la-Housse constitue un véritable no man's land. L'aménagement des terrains militaires permettrait de créer une « interface » entre la faculté de sciences et le centre de la ville.

La démolition des élus de la ville de Reims a été bien accueillie par la délégation aux restructurations mise en place au ministère de la Défense. Les vingt-cinq dossiers que traite cette mission de hauts fonctionnaires concernent en effet beaucoup plus souvent des collectivités locales qui n'ont pas, comme à Reims, la possibilité de s'appuyer sur la diminution de l'activité militaire pour relancer le développement de leur ville.

CHRISTOPHE DE CHENAY

L'Europe et les régions

Les élus sont hostiles à la désignation des membres du comité des régions de la CEE par les gouvernements

STRASBOURG

de notre correspondant

L'ASSEMBLÉE parlementaire, réunissant du 27 au 29 novembre dernier des députés des 180 régions de la Communauté et des représentants du Parlement européen, a adopté un texte dénonçant « les modifications insatisfaisantes proposées dans le domaine régional par les conférences intergouvernementales ». Dans le projet d'union politique traité à Maastricht, il est envisagé de créer un comité des régions de la CEE qui aurait son siège à Bruxelles.

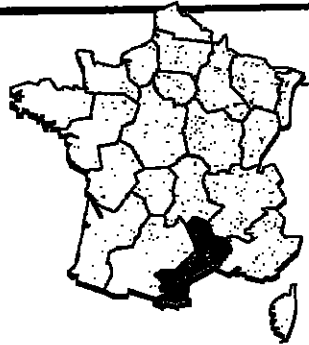
Le texte de la présidence néerlandaise prévoit que les régions seront représentées dans cette nouvelle institution communautaire par des personnalités désignées in fine par les gouvernements membres. Les élus régionaux, et avec eux le Parlement, toujours soucieux de combler le « déficit démocratique » de l'Europe, sont hostiles. Bien sûr, à ce mode de désignation.

Ils craignent surtout que le comité n'ait une existence de pure forme sans pouvoir peser réellement sur les décisions des Douze. C'est pourquoi la résolution de l'assemblée parlementaire demande à être étroitement associée à la « politique

communautaire d'aménagement du territoire » et à la « coopération transfrontalière et interrégionale ». Aujourd'hui, selon Mme Catherine Trautmann, maire de Strasbourg et parlementaire européenne, « l'Europe des régions n'est pas encore pleinement reconnue dans l'édifice communautaire ».

Dans le message adressé à Strasbourg, M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, se déclare convaincu que « le comité des régions trouvera peu à peu sa place au sein du dispositif communautaire », étant entendu que la construction européenne « implique une participation de plus en plus importante de la région, plus proche du citoyen, aux côtés des Etats-nations et des institutions de la CEE ». Reste que les Douze ne donnent pas l'impression d'être dans le même état d'esprit. Il est symptomatique que l'installation du comité devrait se faire dans les locaux - avec un secrétariat commun - du CES de la Communauté (Comité économique et social) qui, lui, tient déjà un rôle effacé dans le jeu communautaire.

MARCEL SCOTTO



UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

LANGUEDOC-ROUSSILLON :

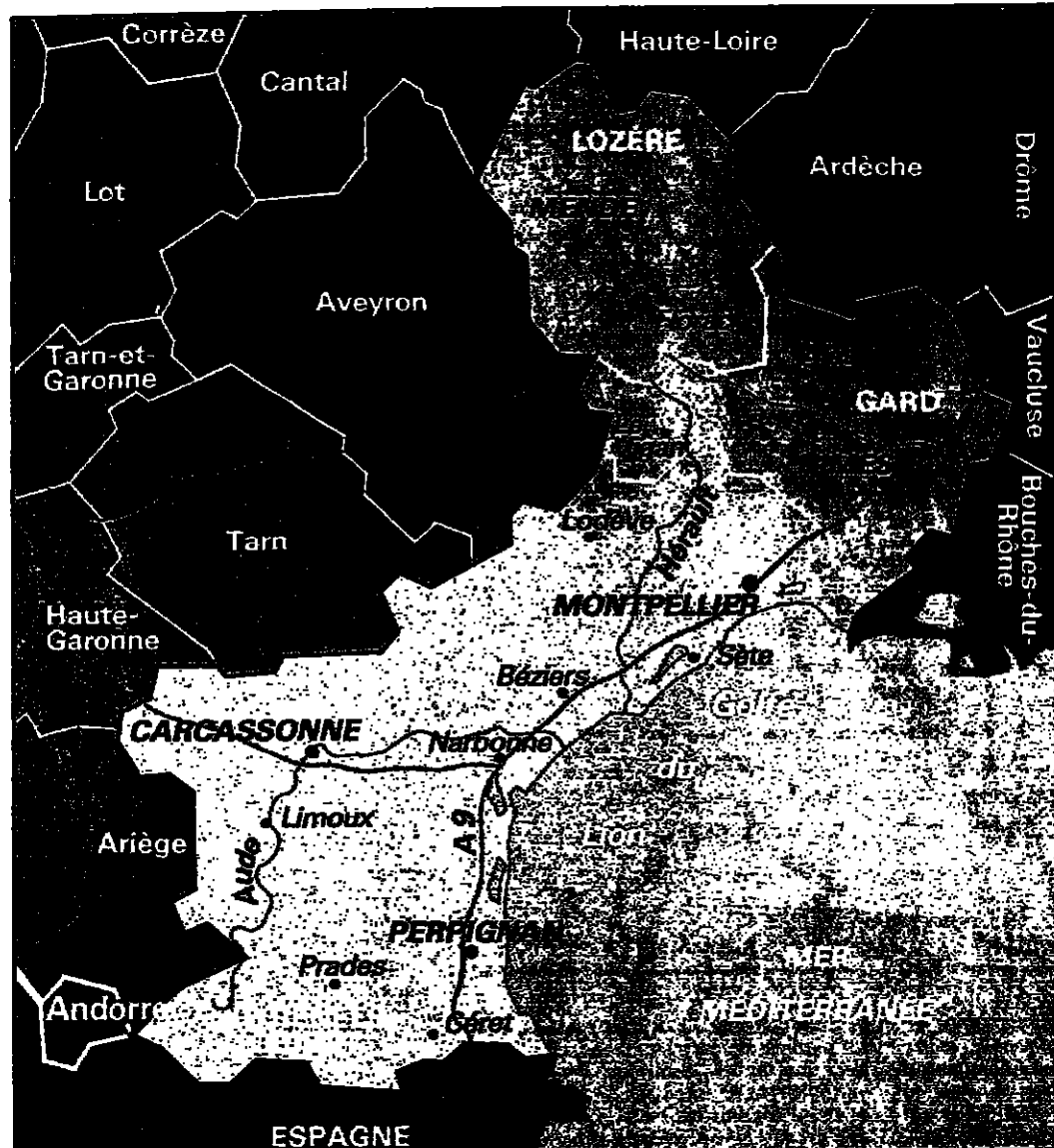
Préfecture :
Montpellier

Départements :
Aude
(préfecture : Carcassonne)
Gard
(préfecture : Nîmes)
Hérault
(préfecture : Montpellier)
Lozère
(préfecture : Mende)
Pyrénées-Orientales
(préfecture : Perpignan)

Superficie :
27 376 km²

Population :
2 114 985 habitants

Principales agglomérations :
Montpellier
(248 407 habitants)
Perpignan
(137 755 habitants)
Nîmes
(138 610 habitants)
Béziers
(76 351 habitants)
Alès
(76 826 habitants)



Dans une Europe qui, de la péninsule Ibérique aux Balkans, s'ouvre, le Languedoc-Roussillon retrouve sa vocation d'échanges et cesse d'être une impasse. Le Sud endormi s'est réveillé : il rattrape son retard, renouvelle sa population et entend briller autrement que par son soleil. Son ambition est de produire de la matière grise, sur cette ancienne terre de culture entre vignes et tourisme. Mais la mutation « high tech » reste fragile et favorise plus l'ouest que l'est de la région.

Ce littoral sablonneux et lagunaire qui va de l'embouchure du Rhône, en Camargue, jusqu'aux abords rochers des Pyrénées, sur la Côte Vermeille, d'est en hiver qu'il embellit. Quand il est désert. Lorsque les étangs redeviennent des miroirs repolis par le vent et que le soleil, plus bas sur l'horizon, les éclaire de biais au lieu de les écraser de chaleur. Quand les flamants paillards et les monettes infatigables vont leur train, tandis que la mer refait patiemment ses plages et qu'à l'intérieur, l'arrière-pays de montagnes et de plateaux se détache avec une telle netteté que les distances en paraissent abolies et la vision personnelle singulièrement améliorée.

On a envie, alors, de s'enfoncer dans le pays, ce qu'il est recommandé de faire en toute saison, car ce Languedoc-Roussillon, des Cévennes au Canigou, des garrigues aux Corbières, en passant par le balcon des Causses, cache ses trésors. Où que l'on se trouve, la mer n'est jamais loin : il suffit d'un coup de mistral ou de tramontane pour qu'elle se dégage de ses rares brumes. Alors, des contreforts de l'Aigoual, la vue s'étend de la Camargue au cap d'Agde, avec, entre les deux, le mont Saint-Clair, à Sète, qui protège l'étang de Thau, tandis qu'à l'autre extrémité, sur les hauteurs d'Amélie-les-Bains, le regard se porte, en tournant la tête et en suivant le cours du Tech, des cimes enneigées des Pyrénées aux plages d'Argelès. Ici, la mer et la montagne se renvoient l'une à l'autre : le Languedoc-Roussillon est une région côtière dont 60 % du territoire est classé zone montagneuse.

Quels que soient les atouts du pays dans ce domaine, ce n'est pas en tourisme qu'Hannibal est passé par là, avec ses Carthaginois et ses éléphants, et en vacanciers que les

Le Midi bouge, l'opinion tanguine, le vote

Au pays du verbe-roi et des notables-tribuns, la recomposition sociologique de la population

AUCUN doute sur ce point : le président du conseil de région est bien Jacques Blanc. De grandes affiches le montrent sur tous les murs, en compagnie de ses coéquipiers de la majorité. Au reste, on le voit partout et souvent, en chair et en os, le sourire engageant, la poignée de main facile, l'accueil prompt et la mémoire des gens rarement prise en défaut. Amis et adversaires ne lui contestent pas ses qualités d'animal politique et un don d'ubiquité qui lui permet d'occuper le terrain du Rhône aux Pyrénées sans renier sa Lozère d'origine, puisqu'il est député UDF de ce département et maire de La Canourgue. L'ancien secrétaire d'Etat sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing a mis entre parenthèses la carrière nationale qu'il aurait pu poursuivre à la direction du Parti républicain pour se consacrer à la présidence d'une région qui ne lui était pas particulièrement destinée.

Est-ce à dire qu'avec cet affichage récent la campagne électorale pour le prochain renouvellement du conseil, en mars 1992, bat son plein ? Oui dans une certaine mesure seulement, car cette affirmation appellerait deux

restrictions. La campagne est engagée, mais pas pour tout le monde, puisque toutes les listes d'importance, et surtout les têtes de liste, ne sont pas connues, et pas dans toutes ses implications, puisqu'on ignore si la coalition majoritaire, qui n'a fait la différence avec l'opposition de gauche que grâce à l'appoint des élus du Front national, sera reconduite. Parmi les questions qui restent en suspens, il y a donc celle du leadership socialiste, qui revient à savoir si le bouillonnant maire de Montpellier, Georges Frêche, député de l'Hérault, s'opposera personnellement à Jacques Blanc, et celle de l'accord entre les élus de l'UDF et du RPR, d'une part, et ceux du Front national, d'autre part.

Dans le Midi, aucun interlocuteur digne de ce nom n'accepterait de s'en tenir à cette vacuité de la politique, dès lors qu'il a la possibilité d'en parler, d'imaginer, de se mettre à la place des protagonistes. Que se dit-il ? Il faut bien voir que, pour se présenter, Georges Frêche devrait, par la suite, renoncer à l'un des mandats qu'il détient, en raison des règles concernant le cumul. Il faut comprendre que sa présence en tête de

liste apporterait un plus aux socialistes, bien que l'image d'une capitale régionale bouillonnante inquiète le reste de la région. Sans doute serait-il logique et spectaculaire — ce qui compte ici — que la querelle permanente du président sortant et du maire de Montpellier trouve sa consécration dans un « mano a mano » électoral, comme on le dit des corridos où se défont deux toros. Sauf que, puisque l'est question de sauramachie, Montpellier aurait peut-être plus à gagner en approfondissant ses velléités d'entente avec Nîmes qu'à tirer le reste de la région. L'affrontement direct supposerait aussi que le président sortant quitte sa Lozère pour se présenter dans l'Hérault.

Une petite république

Quant à l'accord avec le FN, ce n'est pas plus simple pour Jacques Blanc. Le président de région n'a pas lieu de se désolidariser des représentants de ce parti, qui ne lui ont pas posé de problèmes majeurs et dont, quatre, sur les huit élus en 1986, ont, depuis, rompu avec M. Le Pen. Pourquoi prendrait-il le risque de fragiliser une majorité acquise de justesse, alors que, de notoriété publique, il a su manœuvrer cette embarcation instable et acquérir la réputation d'un président habile ? Aussi reste-t-il dans le flou, alors que ses gènes alliés se font plus exigeants. Mais il y a un hic, c'est l'éthique : tous les alliés politiques de Jacques Blanc n'acceptent pas la collaboration au niveau régional avec le parti de M. Le Pen. Le maire de Nîmes, Jean Bousquet, député appartenant à l'UDF, l'a rappelé publiquement en acceptant de présider le comité de soutien de la liste UDF-RPR du Gard. Certains observateurs estiment, au demeurant, que Jacques Blanc a suffisamment assis sa position pour pouvoir se passer du Front national.

Ces supputations, si fragiles qu'elles soient, mettent en lumière des traits propres à la politique régionale. La part des hommes et des rivalités de personnes joue un rôle considérable que certains trouvent excessif ; la gauche qui tenait le Midi rouge a perdu du terrain, l'extrême droite y a atteint des scores records et le renouvellement sociologique de la population a fait exploser la vieille

bipolarité idéologique.

Qu'il y ait, en Languedoc-Roussillon, affrontement d'ambitions personnelles, cela ne suffirait pas à caractériser la région. La différence, ici, c'est que l'opinion n'est pas neutre, au contraire. « Le plus grave, c'est que ces jeux de tribuns leur plaisent », dit, mi-amusé, mi-réprobateur, Philippe Lamour : « Ils regardent la politique comme un match de foot. Ils apprécient les coups en connaissance de cause. C'est le jeu du forum, de la controverse. Si quelqu'un veut quelque chose, on est contre. Nous sommes dans une petite république méditerranéenne, où s'affrontent les grands hommes locaux au risque de voir leurs efforts s'annuler. Tous les lundis, il faut savoir où on est. »

Le goût de la discussion, l'individualisme, touchent tous les courants. Georges Frêche ne réalise pas qu'avec Jacques Blanc, mais aussi avec le président du conseil général de l'Hérault, député socialiste, Gérard Saunade, le réajustement de la droite classique n'y échappe pas, ni le Front national, qui a ses dissidences, ni le Parti communiste, avec ses refondateurs. Le plus curieux est que, derrière ces empoussiérades, les observateurs les plus froids dénotent des ententes tacites qui, le temps d'un « coup » ou à plus longue portée, savent, s'il le faut, dépasser les citages imposés.

Le Midi rouge était celui de la viticulture et des bassins miniers d'Alsace et du haut Languedoc. Le Languedoc conservateur, s'en tenant — et s'en tient — à l'écart. Montpellier était une ville plutôt modérée avant de se classer, avec Georges Frêche, dans un socialisme plus gestionnaire que révolutionnaire. Quant au département des Pyrénées-Orientales, il a toujours eu sa vie politique propre, qui accoutume les traits de celle du reste de la région : les notables y règnent à la romaine, en fonction de leur flair à gérer leur clientèle, de leur flair à savoir prendre le vent dominant et de leur équation personnelle. La catalanité y a plus de poids que la doctrine. Perpignan cultive sa différence et n'oublie pas qu'elle fut, un temps, capitale du royaume de Majorque. En réalité, si l'on excepte la Lozère, le Languedoc-Roussillon fut plus une région d'opposition au pouvoir central qu'un pays de gauche. Certaines des valeurs de la gauche, qui ont nourri le radicalisme avant qu'il ne soit supplanté par le socialisme, telles que la laïcité, l'esprit républicain, le système coopératif, étaient fortement enracinées.

mais, au-delà d'elles, la mobilisation des esprits, des votes, voire de la violence, se faisait contre Paris, pour s'opposer à ses oukases, ou exiger son aide.

L'individualisme de ces ruraux, qui n'étaient pas vraiment des paysans, qui fréquentaient la ville, auxquels la culture occitane donnait le goût des lettres et du bon parler, qui se défont encore dans des jeux violents, s'est conjugué au particularisme des Catalans, à la sensibilité des protestants des Cévennes et des villes, au régionalisme foncier des émigrés espagnols, pour façonner ce tempérament d'opposition. Robert Ferras, géographe, directeur de l'Institut universitaire de formation des Maîtres à Montpellier, en a bien décrit les traits dans la contribution qu'il a rédigée sur le Languedoc-Roussillon pour cette précieuse somme qu'est *Géopolitiques des régions françaises* (trois volumes publiés sous la direction d'Yves Lacoste chez Fayard).

Avec la SFIO, le socialisme avait géré cet héritage, fournissant son contingent de députés du vin. La Résistance, active et sanglante dans ce pays d'opposition, se penchant dans ses reliefs à la guérilla, avait renouvelé les élus socialistes et ancré fortement le Parti communiste. Aussi bien le gaullisme ne fut-il jamais à

l'aise sur ces terres hostiles, surtout lorsqu'il fallait compter avec l'apport des pieds-noirs. En 1963, François Mitterrand était en tête du ballottage contre le général de Gaulle dans le Gard, l'Hérault, l'Aude et les Pyrénées-Orientales. En 1981, le PS retrouvait ses marques et progressait en Lozère, mais on décelait déjà un affaiblissement du Midi rouge. La droite, qui, comme partout, avait émergé en 1968, revenait en force aux élections municipales de 1983 : si les socialistes prenaient Montpellier, ils laissaient échapper Carcassonne (l'autre cité du socialisme, celle de Narbonne, était tombée précédemment) et les communistes perdaient Nîmes, Sète, Béziers ; au total, la gauche se voyait enlever une quinzaine de villes !

L'extrême droite se manifeste nettement aux élections européennes de 1984 (13,21 %), et plus encore aux élections régionales de 1986, les premières au suffrage universel, où elle atteint des scores records (25 % à Perpignan). Son appoint, comme on l'a vu, permet à la région de basculer à droite, alors que les résultats des législatives avaient été encore favorables aux socialistes.

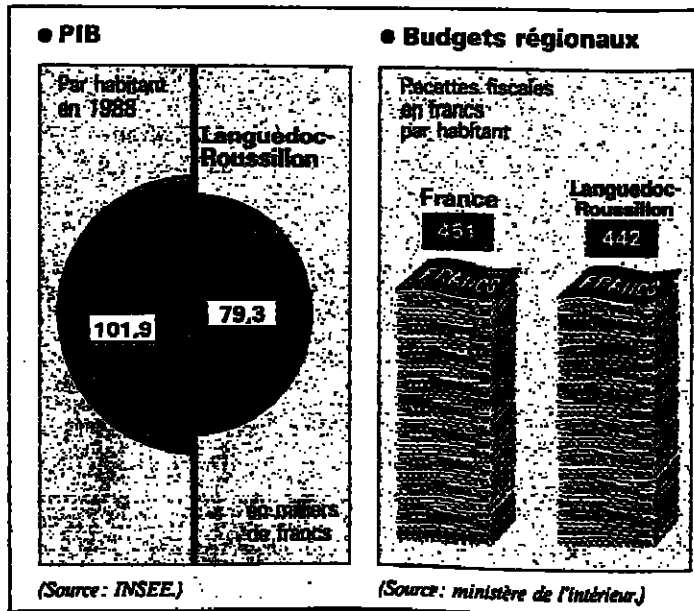
Le conseil régional

Président : Jacques Blanc (UDF)
9 PC ; 18 PS ; 3 Génération écologie ; 1 Maf. présidentielle ; 11 RPR ; 12 UDF ; 1 CNI ; 5 div. d. ; 4 FN ; 1 Rss. nat.

Résultats des élections de 1986 par département

AUDE (10 sièges)		LOZÈRE (3 sièges)	
Ins., 214 570 ; abst., 16 % ; suff. ex., 172 608.		Ins., 57 407 ; abst., 17,57 % ; suff. ex., 45 590.	
PC : 13,49 % ; 1 élu ; PS : 39,45 % ; 5 élus ; Un. opp. : 24,97 % ; 3 élus ; div. opp. : 13,69 % ; 1 élu ; FN : 6,14 % ; Rég. : 1,06 % ; Verts : 2,17 %.		PC : 5,50 % ; PS : 26,91 % ; 1 élu ; UDF : 55,72 % ; 2 élus ; RPR : 6,71 % ; FN : 5,14 %.	
GARD (18 sièges)		PYRÉNÉES-ORIENTALES (11 sièges)	
Ins., 395 998 ; abst., 20,02 % ; suff. ex., 283 368.		Ins., 246 431 ; abst., 21,11 % ; suff. ex., 185 760.	
PC : 19,34 % ; 3 élus ; PS : 28,54 % ; 5 élus ; UDF : 22,60 % ; 4 élus ; RPR : 14,75 % ; 3 élus ; FN : 14,84 % ; 3 élus.		PC : 13,95 % ; 2 élus ; PS : 27,74 % ; 3 élus ; Un. opp. : 34,70 % ; 4 élus ; div. d. : 2,88 % ; Régionalistes : 2,86 % ; FN : 17,01 % ; 2 élus ; FN-diss. : 0,82 %.	
HÉRAULT (23 sièges)			
Ins., 502 236 ; abst., 20,96 % ; suff. ex., 380 966.			
Alt. : 1,07 % ; PC : 13,26 % ; 3 élus ; PS-MRG : 31,92 % ;			

TENDANCES



27 12 1991

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

le Sud magnétique

Arabes ont occupé Narbonne. La première vocation du lieu fut de s'affirmer, dès la préhistoire et, plus encore, dans l'Antiquité, comme l'une des principales voies de passage de l'Europe du Sud : comme on le verra, une seconde chance lui est offerte de rejouer ce rôle, alors que la péninsule ibérique et l'Europe du Danube et des Balkans sortent de leur enfermement historique.

Un autre modèle

L'autoroute A13 et le tracé du TGV Méditerranée empruntent spontanément le cheminement de la fameuse Via Domitia qui conduisait les soldats et les colons romains de l'Italie à l'Espagne et s'ouvrait au nord par le Rhône. Les voies du futur retrouvent facilement, ici, celles d'un passé aussi riche que présent dans les vestiges de l'habitat préhistorique, comme à Tautavel, les monuments de la colonisation romaine, de Nîmes au Perthuis, les innombrables traces, à travers l'art roman et les réseaux des grandes abbayes, de la christianisation. Tous les envahisseurs furent tentés de s'implanter, avec succès pour les Romains et les Goths, sans lendemain pour les Arabes, tandis que d'autres venaient y chercher un refuge contre la persécution. Car le passage fut aussi celui du courant des idées et des fois religieuses : les juifs venus de l'Espagne arabisée ont porté leur savoir de ce côté-ci des Pyrénées et les hérésies y ont largement pénétré, comme en témoignent quelques hauts-lieux du catholicisme et du protestantisme.

Il y a eu, faut-il le rappeler, une civilisation languedocienne qui précède et nourrit l'essor de la monarchie franque du Nord. Son terri-

toire couvrait un plus grand espace que celui de l'actuelle région, qui ne comprend qu'une ancienne partie des États du Languedoc à laquelle a été adjointe l'ancienne Catalogne du Nord, rattachée au royaume de France depuis le traité des Pyrénées en 1659. Ainsi est né le Languedoc-Roussillon, entité quelque peu artificielle, fruit de la technocratie administrative des débuts de la Cinquième République, composée des départements du bas Languedoc (Gard, Hérault, et une part de l'Aude), d'emprunts au domaine toulousain (Carcassonne et Castelnau-d'Aud) et aux confins du Massif Central (avec la Lozère), et des terroirs pyrénéens rassemblés sous les couleurs du Roussillon (Pyrénées-Orientales) : l'emblème de la région respecte le particularisme catalan, puisque la croix perlée du Languedoc est flanquée d'un rappel des fameuses rayures rouge et or.

Quel est le dénominateur commun des anciens diocèses ici réunis, des vingt-deux pays que l'on y dénombre ? Ce n'est même pas la vigne, pourtant si présente sur le terrain et dans la culture locale, ni la géographie, ni l'histoire, qui s'est appuyée sur des enjeux et des pouvoirs politiques d'une autre dimension. Les traits communs auraient été ceux, plutôt négatifs, d'une périphérie sous-industrialisée que nombre de ses habitants fuyaient en obtenant des petits et plus grands diplômes pour trouver ailleurs, à Paris notamment, les perspectives d'un cursus social qu'ils n'avaient pas sur place. Les traits caractéristiques d'un Sud, voué à une monoculture en crise, avec un accompagnement limité au tertiaire et peuplé de rentiers, après avoir été au dix-huitième siècle, grâce à ses minerais, ses textiles, ses verreries, l'une des régions les plus industrialisées du royaume.

Aujourd'hui, le bassin d'Alès se

meurt, celui de Bédarieux vit dans le souvenir, et les imposantes magnaneries de la vallée de l'Hérault, qui fournissaient les soyeux de Lyon, ne sont plus que d'étranges bâtisses. Ce « modèle ancien » de colonie intérieure que décrit le géographe Roger Brunet s'est imposé jusqu'aux années 50. Depuis, un autre modèle s'est imposé.

Le Sud nouveau est arrivé, a prévalu en renouant avec sa vocation de carrefour, dès lors qu'il cessait d'être le cul-de-sac désolé de l'Europe en mouvement. S'il y a un nouveau dénominateur commun de la région, il est dans cette situation qui la place, aujourd'hui encore plus qu'hier, à la croisée de deux grands chemins, l'un assurant la liaison transversale au sud de l'Europe, l'autre la remontée vers le nord. L'autoroute A 13 est déjà l'une des plus encombrées et c'est peu dire que l'on attend beaucoup du TGV (malgré la contestation des producteurs du muscadet de Loire et des manœuvres de la Petite Camargue), qui mettra Montpellier à trois heures de Paris et à une heure et demie de Barcelone, et de l'autoroute A 75 qui reliera au plus court la Méditerranée à l'Europe du Nord via Clermont-Ferrand.

L'aménagement du territoire, quand il y en avait un, souligne Philippe Lamour, président du comité économique et social de Languedoc-Roussillon, avait présumé le déclin et le réveil de la région. Ensuite, l'administration régionale, si artificielle qu'elle ait été, a au moins permis de traiter les problèmes au plus près du terrain et d'élever, ce qui n'était pas évident au départ, Montpellier au rang de capitale, malgré l'attraction des puissantes cités de Toulouse et de Marseille et les réserves persistantes de Perpignan. Il faut dire que Montpellier, sous l'égide de son maire, Georges Frêche, lui-même prophète du renouveau méditerranéen, n'a pas raté l'occasion qui lui était offerte.

Philippe Lamour, cet homme du Nord, qui s'est épris du Languedoc, s'est imposé par son talent et la propension locale à se laisser investir par le dynamisme des autres, qu'il s'agisse d'apports d'investisseurs, tel Paul Riquet, créateur du canal du Midi, au dix-septième siècle, du colonisateur romain, ou de l'Etat central, comme en témoigne la construction du port de Sète en 1666, sur ordre de Colbert. Philippe Lamour, lui, a managé l'irrigation, à partir du Rhône, de l'est de la région. « On a apporté l'eau, déclare-t-il, pour sortir de la monoculture et développer l'industrie ». Il y a eu, dans la foulée, l'aménagement touristique du littoral, avec la construction de sept stations entièrement sortées des sables en vingt ans, la modernisation des réseaux autoroutiers et ferroviaires, et le développement du pôle universitaire montpelliérain, sous la poussée du baby-boom.

Retard comblé

« Le Languedoc-Roussillon, assure Philippe Lamour, a maintenant largement comblé le retard accumulé au cours des siècles. Nous sommes désormais en mesure d'accomplir une œuvre positive, qui s'ouvre sur des perspectives considérables. Mais il ne faut pas tomber dans le triomphalisme, nous sommes simplement sortis de notre ghetto périphérique et nous avons atteint le seuil qui nous permet de jouer dans la cour des grands. Notre chance est de nous situer sur l'axe méditerranéen des pays qui, au sud et à l'est, ont la plus grande marge de développement. »

Le président du Comité économique et social estime que sa région n'est pas si mal placée pour peu qu'elle sache adapter ses productions agricoles aux besoins de la consommation (comme elle l'a déjà largement fait dans la viticulture en améliorant systématiquement la qualité de ses crus) et qu'elle s'associe à l'industrie agro-alimentaire. Pour peu, encore, qu'elle structure à l'échelon régional son activité touristique, qu'elle renforce la liaison entre l'Université et l'industrie, qu'elle fasse œuvre pionnière dans les domaines où elle est en phase avec les goûts et les exigences qui sont dans l'air du temps, l'aménagement des horaires de travail, par exemple.

Il n'est pas loin de penser qu'un certain art de vivre, le détachement à l'égard de l'argent, la primauté donnée au discours plutôt qu'à l'ac-

tion, aux plaisirs intellectuels plutôt qu'aux réalisations concrètes, tous ces traits de la psychologie languedocienne que l'on a souvent perçus, non sans raison, en négatif, comme autant de facteurs d'inertie et d'immobilisme, pourraient se retourner en motivations positives. Après tout, s'il faut créer un nouveau modèle de civilisation, il y a longtemps que l'on s'en préoccupe ici.

Les paradoxes d'une renaissance

Roger Brunet, directeur de recherches au CNRS, fondateur de la Maison de la géographie (groupe d'intérêt public dont le siège est à Montpellier), complète le propos de l'aménageur que fut Philippe Lamour en précisant ce qu'il entend par nouveau modèle du Languedoc-Roussillon. La région se définit désormais par le développement de ses activités de service, son infrastructure universitaire de plus en plus tournée vers les sciences et les transferts de technologie, sa capacité à exporter un savoir-faire, et une vie culturelle de bon niveau.

Les exemples ne manquent pas, depuis les stations nouvelles de Port-Camargue, La Grande-Motte, Carnon, Cap-d'Agde, Gruissan, Port-Leucate, Port-Barcarès (qui ont poussé à l'émulation les vieux villages endormis de la côte), jusqu'à ces secteurs de pointe que représentent l'informatique (IBM), la santé, l'agriculture tropicale, sans oublier la floraison des manifestations culturelles et sportives. La fréquentation touristique a décuplé en vingt ans et son chiffre d'affaires égale celui de l'agriculture.

ANDRÉ LAURENS

Lire la suite page 14

COUP DE COEUR

Lettre à Yves et Marie

ON sourit fin et généreux remonte jusqu'à des yeux tendres et malicieux. Ils savent aussi se faire sévères, comme ceux de l'instituteur dont le regard noir cloue à son banc le mauvais élève. Entière de caractère, câline et farouche à la fois, Marie Rouanet la Biterroise est une chatte qui ronronne et griffe avec une égale vigueur. Guy Lux s'en souvient encore. Après une émission de télévision à Béziers, il avait dû essuyer sa griffe.

A cinquante-cinq ans, la discrète connaît aujourd'hui la gloire. En se remémorant fillette avec délicatesse, dans les rues du Béziers des années 50, elle est devenue l'auteur d'un best-seller. Nous les filles à été un succès. Et son recueil de recettes *La Cuisine d'amoureuse, courtoise et occitane* se déguise des yeux aux six coins de l'Hexagone. Car elle est aussi gourmande de mets que de mots.

Mais il n'y a pas une once d'égoïsme chez Marie l'Occitane. Elle se fiche éperdument de cette soudaine et tardive célébrité. Sa mince silhouette a toujours ce même pas assuré lorsqu'elle monte au tableau noir, sur l'estrade d'une des classes du lycée Jean-Moulin, de Béziers, où elle enseigne le français.

Son mari, Yves Rouquette le poète, à la même âge, la tutoie ment facile, la main prompte à vous prendre l'épaulle. La mous-

tache frémit encore au vent du Larzac. Celui qui se levait contre les militaires, au temps des luttes et de « Gardarem lou Larzac ». La tête est toujours pleine des airs de ces chansons éditées par feu sa maison de disques de Béziers-Ventadorn.

« Canhar » il se proclame, dans son dernier ouvrage *Los Cathares d'hier et d'aujourd'hui*. Rebelle, pourrait-il dire, même s'il a rangé ses illusions révolutionnaires au placard. Et s'il se raconte avec une ironie qu'il manie comme le mignon la truie, sa plume n'a de cesse de sculpter les mots pour mieux les faire parler.

La reconnaissance par l'écrit

L'Occitan n'est donc pas mort avec les cendres de ses vieilles luttes. C'est à travers l'écrit, de la langue ou du pays, qu'il trouve aujourd'hui sa reconnaissance. Philippe Gardy, autre poète, n'a-t-il pas remporté en 1990 le prix Antigonie décerné par la ville de Montpellier, « la moderne », pour l'*Enterrement à Sabrès* ? Plus de cent soixante-dix volumes ont été édités depuis que les livres de poche ont jeté leur dévolu sur la langue régionale. « *Volem viure al país* » ne se dit plus : il se lit. Et Marie comme Yves sont bien les artisans de cette résurrection.

JACQUES MONIN

igue, le vot

vacille...

bousculé les vieux clivages

Sur place, l'importance prise par le vote l'épéniste ne semble pas provoquer un grand émoi. La tentation est, évidemment, d'établir une double corrélation, avec la présence voyante des immigrés d'une part, avec la communauté pied-noir d'autre part, mais cette explication reste insuffisante. Paul Allès, directeur de l'unité de formation et de recherches de la faculté de droit de Montpellier, préfère voir dans la montée de l'extrême-droite l'expression d'une protestation, elle-même issue d'un sentiment de déracinement dans une phase de recomposition sociologique.

« Dans des agglomérations comme Montpellier, explique-t-il, le taux de rotation de la population, la mobilité sociale, ont des effets de désorientation, que les structures d'accueil ou d'intégration dans un voisinage insatisfaisant, ne peuvent compenser. Allès, c'est le déclin de la civilisation de la vigne, avec tout ce qu'elle comprenait d'organisation communautaire, qui laisse un vide. Le Parti communiste, la SFIO, qui collaient à ces mentalités, ne répondent plus à leurs aspirations, l'un parce qu'il apparaît trop sclérosé, l'autre parce qu'elle cherche à se transformer dans un courant plus moderniste, davantage tourné vers les besoins urbains. » Il est significatif, estime Paul Allès,

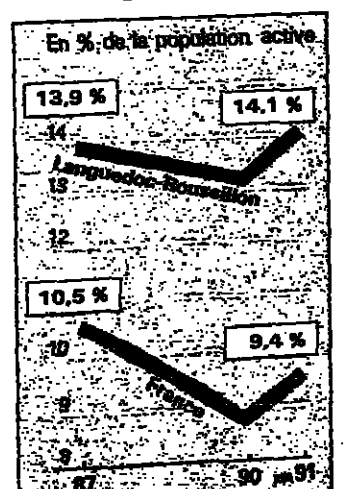
qu'une personnalité connue dans le milieu viticole et la culture occitane, Emmanuel Maffre-Baugé, se détache du PC, auquel il s'était associé, pour se rapprocher des réformateurs.

« Ce sont ces mal-vivre, ce besoin protestataire, ajoute-t-il, que le Front national traduit, sans les structurer vraiment, faute de leaders et de cadres, à l'exception peut-être de Pierre Sergent dans les Pyrénées-Orientales. » « Il n'est pas impossible, conclut-il, que ce parti progresse encore, mais rien n'assure qu'il le fera spectaculairement. » Roger Brunet corrobore à sa manière cette analyse nuancée en observant que la véritable rupture s'opère entre les électeurs qui, lors de la dernière élection présidentielle, ont voté pour les partis classiques et ceux qui ont opté pour l'extrême-droite, l'écologie ou Raymond Barre, c'est-à-dire ceux qui « ont cherché ailleurs ».

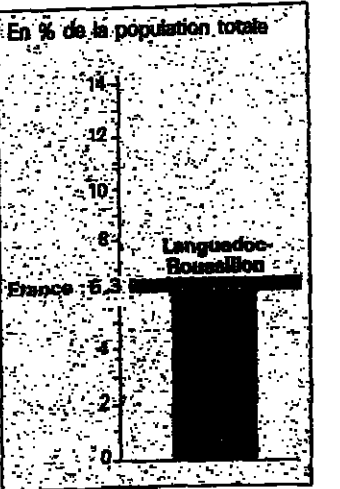
Dans ce Midi qui bouge, au point de donner le tournis (mot et mal qui n'en sont que plus inquiétants avec la prononciation à l'occitane du « s » final), il n'est peut-être pas si étrange qu'une opinion, naturellement impulsive et volontiers rebelle, se singularise dans des mouvements aléatoires.

A. L.

Chômage



Population étrangère



CAISSE
D'EPARGNE
LANGUEDOC-ROUSSILLON

PROCHE
DE TOUS

En quelques années, la Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon a su prendre la mesure des enjeux économiques. Pour vous, elle s'est transformée pour s'engager dans la compétition nationale et internationale.

Elle rassemble aujourd'hui des ressources considérables ; elle les destine d'abord aux habitants du Languedoc-Roussillon et aux acteurs du développement régional.

La Caisse d'Epargne du Languedoc-Roussillon est attentive à toutes les initiatives, individuelles ou collectives, privées ou publiques. Elle participe à la transformation des idées, s'inscrit dans les synergies techniques, humaines, culturelles. Au quotidien, elle est proche des créateurs, des entrepreneurs, de la population, de la jeunesse.

UN TOUR DE FRANCE DES REGIONS

Languedoc-Roussillon : le Sud magnétique

Suite de la page 13

D'abord, parce que le néo-Languedoc se cantonne trop à l'est de la région et sur la bande littorale. On en voit surtout la marque dans les aires d'influence de Montpellier et de Nîmes, d'où le projet de coordonner le développement naturel des deux villes rivales qui, ensemble, composeraient une zone urbaine et un marché de huit cent mille à un million d'habitants. La carte de l'évolution de la population, qui est passée de 1 926 514 habitants, en 1982, à 2 114 985, en 1990, soit une progression de 9,74 % (12,47 % dans l'Hérault) montre bien la localisation de ces afflux. Elle confirme que l'ouest de l'Hérault, l'Aude, les hauts cantons et, plus encore, la Lozère, ne marchent pas de concert. Tous les efforts du Conseil régional tendent à corriger ce déséquilibre.

« L'hyper-concentration comme condition du développement relève de l'activation des esprits » assure son président Jacques Blanc, qui défend l'idée d'une multipôle technologique régional et d'un « esprit de décentralisation à l'intérieur de la région ».

La phase de mutation en cours se traduit par quelques paradoxes, voire des fantasmes, selon Roger Brunet. Dans ce pays où l'exagération relative de la rétrograde la plus banale, on se situe volontiers aux extrêmes. « La région, dit Roger Brunet, n'est moyenne que par sa surface et sa population ». Pour le reste, elle en a trop ou en manque. En tête pour la croissance de la population et de l'emploi, en queue pour le chômage. Notons qu'il s'agit d'un chômage pour une part importée, car il est le prix payé à l'attraction qu'exerce le sud magnétique, celui du soleil, de la mer, de la qualité de la vie, mais aussi de la croissance, pour peu qu'on trouve à s'y employer (ce qui n'est pas proposé à tous les membres de la famille migrante). Cependant, le chômage y dure en moyenne moins qu'ailleurs.

Autres records : la région détient celui des diplômés après le baccalauréat et des jeunes en cours d'études et celui des personnes n'ayant pas de diplômes. Elle est l'une des dernières pour le produit intérieur et l'une de celles où les ménages sont le mieux équipés. Il y a, manifestement, des revenus qui échappent à l'analyse : c'est la part de ce que Philippe Lamour appelle la vieille tradition romaine de débrouillardise.

Le taux de création d'entreprises est parmi les plus élevés de France. Il s'en crée beaucoup, il en meurt beaucoup, mais le solde est positif, le plus positif par rapport aux autres régions. Et, sur une période d'observation de cinq ans, il apparaît que les créations résistent mieux qu'ailleurs. La croissance vient surtout du

tertiaire qui, souligne Roger Brunet, caractérise l'activité régionale. Il s'agit d'un tertiaire de service auprès des entreprises (conseil, nettoyage), de services non-marchands, ou tourné vers l'hôtellerie et les grandes surfaces. L'activité industrielle locale se prévaut des progrès qu'elle enregistre en matière de valeur ajoutée et de productivité. On décèle, à travers ces données encore fragiles, la réalité d'un dynamisme naissant qui va à l'encontre des idées reçues sur le Languedoc et, il faut bien le dire, des constats qu'on y faisait autrefois. Lorsque la région vivait sur les seules activités de la viticulture, du petit commerce, de la pêche et de la fonction publique, les tendances dominantes inclinaient les habitants à fuir le risque économique, à placer leur épargne ailleurs, à se méfier des apports extérieurs et à rechercher les commodités d'une vie agréable plutôt qu'à assumer de grandes ambitions. Tableau caricatural sans doute, mais que l'on accepte d'autant mieux, désormais, qu'on peut le rejeter dans le passé.

Le brassage des populations

La population est très mobile et, en même temps, vieillie, ce qui s'explique par la proportion des retraités, l'espérance de vie et le niveau de qualité sanitaire. On travaille beaucoup dans ce pays que l'on croirait voué au tourisme et qui détient le record de la durée hebdomadaire du travail. Si les viticulteurs s'y manifestent souvent avec violence, selon une tradition qui remonte au début du siècle, l'agitation sociale est deux fois plus faible que la moyenne nationale. Il y a une autre tradition, ici, qui est celle du brassage des populations. Autrefois, on venait de montagne pour travailler sur la Côte, comme saisonnier, ou pour s'y établir. D'autres travailleurs sont venus d'Espagne, dans le bâtiment, de Pologne, dans les mines. Plus récemment, il y a eu les rapatriés d'Afrique du Nord et les maghrébins eux-mêmes qui étaient près de cinquante mille au début des années 80. Les étrangers sont plus nombreux que les autochtones parmi les salariés de l'agriculture et du bâtiment.

Ces migrations n'ont pas toujours été, il s'en faut, bien reçues, ce que l'on du mal à croire lorsque l'on constate la parfaite intégration de leurs descendants. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, l'afflux de nouveaux venus, qui ne sont souvent que des étrangers à la région, le sentiment de transformation permanente, la multitude des

chantiers en cours, les projections dans l'avenir que vulgarise une médiatisation très sollicitée, contribuent à créer parfois un climat d'inquiétude et de frustration qui s'exprime sous diverses formes, notamment sur le plan politique.

Certains versent dans le triomphalisme, d'autres dans le repliement, et, dans les deux cas, on aspire à plus d'autonomie, soit pour construire une « nouvelle Californie », soit pour proposer quelque harmonie grecque à « la France barbare du nord ». Tels sont les fantasmes que recense Roger Brunet avant de leur opposer la vision plus réaliste d'une région qui n'est plus seulement agricole, qui attire plus par sa capacité de croissance que par ses records d'ensolaillement, qui a besoin d'investir par ses propres moyens et en acceptant les concours externes, et dont la population se renouvelle sans se dégrader complètement de ses anciennes pesanteurs socio-politiques : les clans, les clientèles, la communion dans le refus de ce qui vient des centres de pouvoir extérieur, Paris ou Bruxelles (bien que la région repousse plus qu'elle ne donne), le goût de la controverse plutôt que celui de l'arbitrage. Neanmoins le portrait : les plus récents sondages nous révèlent que les habitants de la région prennent mieux conscience de ses atouts et de ses attentes et qu'ils s'ouvrent davantage sur l'extérieur. Ils découvrent qu'on leur renvoie une autre image d'eux-mêmes, à bien des égards plus valorisante, tant ils détestaient la précédente.

Le Languedoc-Roussillon a incontestablement changé son apparence, qui ne se réduit plus au bronze, à l'accent, à la sieste, à la Fête de Nîmes ou de Béziers malgré le succès qu'elles obtiennent, à la piquette et au pastis, au rugby et aux colères des viticulteurs. Il ne s'est pas perdu ou renié pour autant et les néo-languedociens se retrouvent aux côtés des archaïques pour aller à la cueillette aux champignons, à la chasse au perdreau, au passage des dardes, aux jeux taurins, au foot et au rugby, au spectacle des joutes ou de la sande, au pétanque et à l'égérie, pour la pédaque et la grillade, aux sarments. Et, ensuite, pour en parler, exercice obligé et subtil du savoir-vivre au pays.

ANDRÉ LAURENS

La semaine prochaine

LE LIMOUSIN

Déjà publié : l'Alsace (le Monde daté 6-7 octobre), l'Aquitaine (le Monde daté 13-14 octobre), l'Auvergne (le Monde daté 20-21 octobre), la Bourgogne (le Monde daté 27-28 octobre), la Bretagne (le Monde daté 3-4 novembre), le Centre (le Monde daté 10-11 novembre), Champagne-Ardenne (le Monde daté 17-18 novembre), la Corse (le Monde daté 24-25 novembre), la Franche-Comté (le Monde daté 1-2 décembre) et l'Île-de-France (le Monde daté 8-9 décembre).

BLOC-NOTES

secrétaires généraux des districts de France, ils remplacent tous les deux M. André Lefebvre, qui a quitté la fonction publique territoriale pour le secteur privé. M. Lefebvre vient de prendre la direction du département collectivité territoriale de la KPMG Fidal, société de conseil juridique et fiscal. Il reste président d'honneur des deux associations.

► Tél. (16) 67-34-70-00 (Montpellier) et (16) 67-34-70-00 (Nancy).

NOMINATIONS

► Nouveau secrétaire général à Nice. — M. Jean-François Kraft occupe le poste de secrétaire général de la mairie de Nice (Alpes-Maritimes), depuis le 1^{er} novembre, en remplacement de M. Claude Gouazé, devenu inspecteur général des services de la municipalité.

[Né le 11 avril 1952 à Paris, M. Kraft est diplômé de l'Institut d'études politiques et de l'École nationale d'administration (promotion Pierre Mendès-France, 1978). Il a occupé quatre postes de sous-préfet (Allier, Lot, Doubs et Isère), de 1978 à 1984, avant d'être détaché à la direction des finances de la ville de Paris]

Les prix de l'avenir Marne-la-Vallée

La ville nouvelle de Marne-la-Vallée a décerné, vendredi 29 novembre, ses Coqs d'or aux lauréats du concours lancé auprès des élèves des écoles de journalisme de toute la France. L'École supérieure de journalisme de Lille trustee les récompense avec Christophe Delay et Benjamin Vincent pour leur reportage radio, sur le thème « entreprises

et vie économique », et Nathanaïa Cahen pour son article, sur le thème « identité locale ».

Marne-la-Vallée, partenaire du festival des médias locaux, a voulu offrir une chance à de futurs journalistes en leur permettant de s'exprimer devant les représentants de nombreux médias présents au cours de ce Festival.

PUBLICATIONS

► Economie transfrontalière. — Les Cahiers du LERASS viennent de publier un ouvrage sur la Question transfrontalière : économie des zones montagneuses, commerce extérieur des régions situées aux frontières françaises et étrangères, développement des PME, travail frontalier... Le LERASS est le Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales de l'Institut universitaire de technologie de Toulouse.

► 230 pages, 70 francs. Renseignements : 115, route de Narbonne, 31077 Toulouse Cedex, tél. : (16) 82-26-80-01.

HEURES LOCALES

Grand Stade : Melun-Sénart s'inspire de l'exemple américain

Au terme d'un voyage aux États-Unis et au Canada, élus et responsables sportifs se déclarent en faveur d'une enceinte à ciel ouvert de 80 000 places

La ville nouvelle de Seine-et-Marne choisie par M. Michel Rocard pour accueillir le futur grand stade de la région parisienne n'est ni Toronto ni La Nouvelle-Orléans. On ne construira à Melun-Sénart ni skyline, ni superdome, ces gigantesques stades multifonctionnels capables d'accueillir jusqu'à deux cents manifestations par an mais dont le financement s'avère quasiment impossible à amorcer.

Telle est, en substance, la conclusion des responsables du mouvement sportif et des collectivités locales récemment invités par le Syndicat d'agglomérations nouvelles (SAN) de Melun-Sénart à visiter les installations sportives de Toronto au Canada et de New-York, de La Nouvelle-Orléans et de Miami aux États-Unis (1). Longtemps contestés par le milieu sportif comme par leurs concurrents, les élus de Melun-Sénart voulaient ainsi mettre un terme aux rumeurs, tout en restaurant les rangs autour d'un projet toujours suspendu à l'attribution — prévue pour juillet 1992 — à la France de la Coupe du monde de football 1998.

Des loges de prestige louées à l'année

« Nous voulons voir des stades modernes et de conceptions différentes afin de mieux définir les contours de notre projet. Je crois qu'à cet égard notre objectif est atteint, estime aujourd'hui le président du SAN, M. Jean-Jacques Fournier. Un consensus s'est dégagé entre les politiques, les fonctionnaires et les sportifs en faveur d'un stade à vocation essentiellement sportive qui permette cependant d'accueillir d'autres manifestations et dont le coût pourrait avoisiner le milliard de francs ».

Entre une installation sophistiquée à couverture mobile et capacité

modulable implantée en centre-ville, comme le Skydome de Toronto, et un stade traditionnel à ciel ouvert construit à la périphérie, comme le Robbie Stadium de Miami, les Français ont retenu la seconde option.

« Nous avons constaté que les stades polyvalents étaient des gouffres financiers, déclarait le vice-président du Comité national olympique sportif français, M. Fernand Sastre, au nom des trois fédérations françaises de football, de rugby et d'athlétisme. Nous leur préférons donc un objet plus simple à ciel ouvert et pelouse naturelle dotée d'une piste d'athlétisme dans la perspective des Jeux olympiques et d'une capacité de 75 000 à 85 000 places. Les stades américains nous ont également montré que l'aménagement de loges de prestige de dix à quinze places et louées à l'année pouvait financer une partie de l'investissement ».

Les membres de la délégation doivent se réunir prochainement autour du délégué interministériel, M. Jean Glavary, pour affiner le cahier des charges de l'appel d'offres qui sera lancé auprès des entreprises privées au cours du premier semestre 1992.

« Ce document définira les spécifications sportives du stade, les emprises foncières et les contraintes d'urbanisme, précise le directeur administratif de la délégation interministérielle, M. Jean-Claude Brunet. L'Etat et les collectivités vont devoir supporter le financement des infrastructures, routes et ferroviaires, dont la plupart était d'ailleurs programmée avant le projet de grand stade (NDLR : autoroute A-5, ligne D du RER, barreau sud d'interconnexion du TGV). En ce qui concerne l'équipement et son environnement, les exemples américains prouvent, en revanche, que nous ne pouvons pas faire l'impasse sur le privé. Si, par malheur, les réponses des

entreprises n'étaient pas satisfaisantes et si, comme je le souhaite, la France obtient la Coupe du monde de football 1998, les pouvoirs publics devraient alors réagir pour honorer nos engagements auprès de la FIFA (Fédération internationale de football association) ».

« Toute la France veut la Coupe du monde »

On sait que plusieurs groupes industriels français sont déjà sur les rangs, notamment Bouygues, Dumez et la Compagnie générale des eaux qui développent un projet de stade à couverture mobile et pelouse rétractable, de l'ordre de quatre milliards de francs. Et la direction du Madison Square Garden a annoncé, au cours de l'été, que si elle est retenue, elle envisage un accord de partenariat avec Spie-Batignolles, Fongersolles et la SAE. Elle a d'ailleurs accueilli la délégation en affichant sur son immense écran vidéo le logo de la candidature tricolore : « Toute la France veut la Coupe du monde ».

ROLAND PUGI

(1) La mission financée par le SAN, l'Etablissement public d'aménagement de Melun-Sénart, le Groupe central des villes nouvelles et la délégation interministérielle aux Jeux olympiques, réunissait une vingtaine de personnes parmi lesquelles M. Jean-Jacques Fournier, président du SAN, M. Jean-Claude Mignon, vice-président du conseil général de Seine-et-Marne, M. Jean-Claude Brunet, directeur général des services du conseil régional Île-de-France, M. Philippe Grallot, directeur des sports au ministère de la jeunesse et des sports, M. Fernand Sastre, vice-président du Comité national olympique et sportif français, M. Albert Ferrasse, président de la Fédération française de rugby, M. Guy Manfredi, vice-président de la Fédération française d'athlétisme, et M. Michel Hidalgo, ancien sélectionneur de l'équipe de France de football.

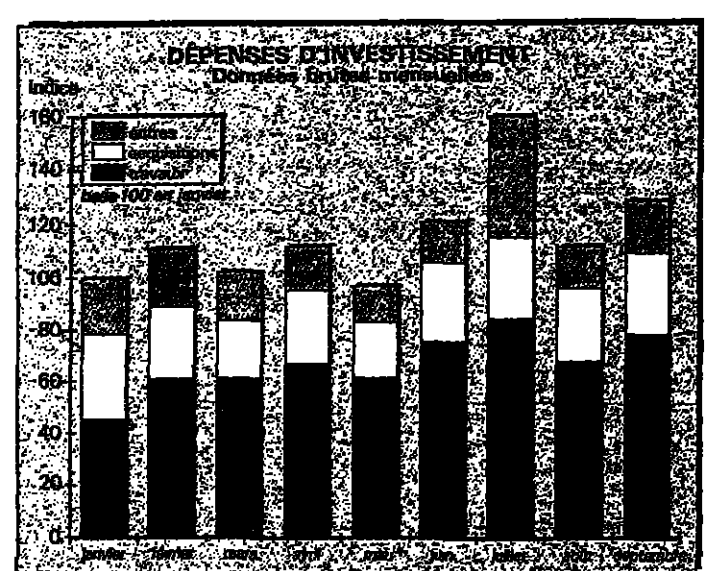
L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE » / CREDIT LOCAL DE FRANCE

Chaque trimestre, le Crédit local de France présente des indicateurs permettant un suivi de la conjonction des finances locales. Ces indicateurs sont élaborés à partir d'un panel com-

posé de communes de plus de 5 000 habitants et recouvrent trois éléments-clés de l'activité financière des communes : l'investissement, l'emprunt et la trésorerie.

Les dépenses d'investissement



L'ANALYSE du solde de trésorerie — excédent en fin de mois des recettes sur les dépenses — des communes du panel montre une évolution assez lissée sur les neuf premiers mois de l'année (les deux pics observés en avril et en juin s'expliquent par des ajustements sur les versements de dotations de l'Etat et des 1/12 de fiscalité).

Ce phénomène s'explique largement par un recours accru des communes à leurs lignes de trésorerie. En effet, celles-ci permettent un meilleur ajustement entre recettes et dépenses, et évitent ainsi de recourir trop précocement aux financements à long terme.

Par rapport à 1990, les communes du panel ont utilisé en 1991 trois fois plus leurs lignes de trésorerie. Cela leur permet, dès février, de rattraper leur niveau moyen de trésorerie, de lisser les écarts d'un mois sur l'autre et d'ajuster leurs encaissements et décaissements. Le montant moyen des tirages effectués sur les trois premiers trimestres de 1991 représente 18 % du niveau moyen des soldes de trésorerie en fin de mois, contre 6 % seulement en 1990 sur la même période.

L'évolution mensuelle de l'investissement communal présente un profil annuel habituel, avec cependant une hausse en juillet plus prononcée que d'ordinaire. Cette tendance peut être rapprochée de l'activité des travaux publics, qui a crû d'environ 4 % en volume au cours des sept premiers mois de 1991, croissance obtenue essentiellement au cours du second trimestre. On peut remarquer que cette augmentation correspond, pour la même période, à la fois à une forte mobilisation de lignes de trésorerie et d'emprunt. Ce phénomène est normal, des

décaissements devant être compensés par des encaissements.

L'augmentation constatée des dépenses d'investissement est imputable pour une large part au poste « travaux ». Plus qu'en 1990, les communes ont privilégié les travaux aux acquisitions : la part du poste « travaux » dans l'ensemble des dépenses d'équipement passe ainsi de 80 % en 1990 à 70 % en 1991.

L'emprunt, inscrit au budget communal en recette d'investissement, permet aux collectivités locales de pallier l'insuffisance de leurs ressources d'autofinancement lorsqu'elles investissent sur une longue durée. Cela favorise l'étalement dans le temps du poids financier de leurs programmes d'investissement.

En septembre, le taux de réalisation des mobilisations d'emprunts budgétés n'est que de 29 %, alors qu'en 1990 il s'élevait déjà à 49 %. Il y a deux raisons à cela. La première a été démontrée précédemment et tient à une utilisation des lignes de trésorerie multipliée par trois. Cela retarde d'autant l'appel à l'emprunt et diminue, de ce fait, les frais financiers ultérieurs.

La seconde raison est un réajustement à la baisse des réalisations d'emprunt. Déjà en 1990, seulement deux tiers des emprunts prévus avaient été mobilisés en fin d'année. En 1991, on s'oriente vers une mobilisation de l'ordre de la moitié des prévisions en fin d'année. En effet, les communes sont de plus en plus sensibilisées aux problèmes de l'endettement et surveillent leurs capacités de remboursement de manière à ne pas obérer leurs futures marges de manœuvre financières.

Les stat

Courchevel la belle

150 11 1990

HEURES LOCALES

La Savoie à la veille des Jeux d'hiver

Les stations retiennent leur souffle

Alors que la neige commence à recouvrir les pistes, les villages d'altitude mettent la dernière main à une entreprise qui a exigé d'eux des efforts souvent considérables

LES MENUÏRES

de notre envoyé spécial

DANS le village des athlètes de Brides-les-Bains on pose les derniers pavés d'une voie piétonne qui le traverse. A quelques mètres de là des ingénieurs préparent la mise en service d'une remontée mécanique longue de 6,5 kilomètres, qui reliera le village olympique aux pistes de Méribel. Aux Menuires, où doivent avoir lieu des compétitions de ski alpin, la commune donne les ultimes touches au réaménagement, esthétique, de l'espace commercial installé au centre de la station. Après un quart de siècle de développement, parfois effréné, de son parc immobilier et de son réseau de remontées mécaniques, Val-d'Isère se préoccupe, enfin, de réinventer l'environnement urbain que la commune avait plaqué, souvent maladroitement, à l'intérieur de son espace alpin.

Les équipements sportifs constituent la partie la plus visible du dispositif olympique savoyard, largement financé par le Comité d'organisation des Jeux (COJO). Mais les communes se sont souvent fortement endettées pour pouvoir réaliser d'importants travaux d'accompagnement, un centre de séminaire à Val-d'Isère, un complexe sportif à Courchevel. Certaines ont pu supporter sans trop de difficultés ces investissements, d'autres non. Beaucoup sont affaiblies ou exsangues de cette épreuve. Aucune cependant n'a osé renoncer devant l'ampleur de la tâche à accomplir.

Mise en mouvement le 17 octobre 1986, lors de la désignation d'Albertville comme cité organisatrice des XVI^{es} JO d'hiver, la lourde « machine » olympique n'aurait pas pu supporter que l'un ou plusieurs de ses treize équilibres déçoivent du groupe en cours de route.

« Il faut absolument que nous trouvions de l'argent pour payer nos fournisseurs et les entreprises qui construisent, envers et contre tout, à travailler pour nous. Toutes ont joué le jeu de la commune qui n'est pas en mesure, à l'heure actuelle, d'honorer ses factures », explique M^{me} Danièle Fréchoz, chargée de mission auprès du maire de Brides-les-Bains. Cette commune a investi 218 millions de francs au cours des trois dernières années alors que la contribution

financière du COJO pour la réalisation du village des athlètes et d'une télécabine (coût 90 millions de francs) assurant la liaison avec le site sportif de Méribel n'a été que de 70 millions de francs.

Cette cité thermale, dont le budget s'élevait avant la préparation des Jeux à environ 30 millions de francs, dont plus de la moitié était affectée aux investissements, a emprunté massivement auprès des banques. Mais au mois de mars dernier celles-ci ont brusquement fermé le robinet. Toutes refusèrent de financer des travaux pourtant largement engagés. Brides fit alors l'économie de quelques dépenses - 5 millions de francs - mais il lui reste à trouver, au plus vite, 60 millions de francs pour payer les factures en attente sur le bureau du maire. Aucune banque ne semble aujourd'hui disposée à aider cette commune victime d'ambitions probablement démesurées.

L'or blanc ne fait plus recette

Installée à 600 mètres d'altitude, cette station thermale espère se reconvertir, l'hiver, en village de skieurs grâce à son nouvel « ascenseur » qui la relie aux pistes de Méribel (altitude 1400 mètres). Le projet était à l'origine qualifié d'« audacieux », ses détracteurs le jugent aujourd'hui « absurde » et « suicidaire » pour les finances communales. Les contribuables de cette commune risquent de payer pendant de longues années l'effort consenti pour recevoir, pendant deux semaines, quelques centaines d'athlètes.

La ville de Bourg-Saint-Maurice (7000 habitants) connaît les mêmes difficultés de trésorerie. Son compte administratif était déficitaire de 40 millions en 1990 à la suite d'investissements importants qui n'étaient pas liés directement à l'organisation des épreuves olympiques. La commune a presque au même moment construit un funiculaire - coût 135 millions de francs - lancé les travaux d'une station d'égout et elle a participé, dans le cadre d'un SIVOM, à la réalisation d'une usine d'incinération des ordures. Son maire, M^{me} Jacqueline Poletti, admet que sa commune est confrontée à une situation financière grave mais pas désespérée. Elle dénonce, à son tour, l'attitude des banques « qui jusqu'alors répondaient, toujours, favorablement à nos demandes. Nous avons commis l'im-

prudance d'engager des travaux sans avoir eu, au préalable, l'assurance d'obtenir les crédits nécessaires ». Depuis la désignation, il y a cinq ans, d'Albertville et de la vallée de la Tarentaise comme lieu d'organisation des prochains JO d'hiver, le climat en montagne a profondément changé. Les partenariats financiers des communes ont brusquement découvert que l'or blanc ne faisait plus nécessairement recette, que la neige pouvait ne pas être au rendez-vous et que la clientèle des stations avait chuté. Les banques se sont dès lors montrées très réservées vis-à-vis des communes portantes de stations de sports d'hiver.

Un rapport réalisé à la demande du ministère de l'Intérieur (1) avait, au même moment, diagnostiqué une quinzaine de cas de communes de montagne « engagées dans la spirale de l'endettement », ou qui se trouvaient « dans une situation immédiate ou potentielle de cessation de paiement ». Il n'en fallait pas plus pour effrayer les banques et les banques de dépôt qui, depuis le milieu de la décennie 80, voyaient dans la neige un nouvel Eldorado.

Même le Crédit local de France, partenaire traditionnel des communes, avance désormais à pas

comptés sur les pentes des Alpes. « Un arrêt global des investissements en montagne n'est pas justifié », assure M. Bernard Ailleret, directeur pour la région Rhône-Alpes de cet établissement. Mais nous prêterons désormais avec prudence. Certains investissements nous apparaissent aléatoires dans le cadre d'un marché, celui de la neige, que nous appréhendons comme relativement instable. Ils doivent être différés ou abandonnés. Nous estimons cependant que la montagne reste un secteur d'avenir. Ainsi la modernisation des infrastructures en Tarentaise est une richesse pour cette vallée et un atout très fort pour l'après JO ».

Un coup de fouet temporaire

Les stations olympiques devraient donc bénéficier pleinement des retombées des Jeux. Mais seront-elles à la hauteur des efforts engagés et des sacrifices consentis ? Le maire de Saint-Martin-de-Belleville, M. Georges Cunin, qui a investi 20 millions de francs pour donner un nouveau visage aux stations des Menuires et de Val-Thorens qu'il administre, en doute. Les Jeux n'ont pas apporté, affirme-t-il, le bouleversement qu'on pensait et l'euphorie

n'a pas duré. Il n'y a eu finalement qu'un coup de fouet temporaire dans certaines stations.

Alors que les Jeux de Grenoble en 1968 ont suscité un réel engouement pour les sports d'hiver, dans les Alpes comme dans les Pyrénées, et un très fort développement du parc immobilier des stations, tout au long de la décennie 70, ceux d'Albertville n'auront probablement pas le même effet amplificateur. L'« industrie » de la neige traverse en ce moment la plus grave crise de sa jeune histoire.

Les stations ont de plus en plus de mal à retenir les skieurs confrontés aux incertitudes climatiques, au prix élevé des séjours en station et à la concurrence des destinations lointaines et ensoleillées. Les communes de montagne ont dû ranger dans leurs tiroirs leurs projets immobiliers et de remontées mécaniques, dans l'attente de jours meilleurs. Ainsi la commission spécialisée des unités touristiques nouvelles (UTN) pour les Alpes du Nord, qui depuis 1985 examinait chaque trimestre une dizaine de dossiers d'équipement ou d'urbanisation en montagne, n'a pas été convoquée au mois de juin 1991, aucun projet n'ayant été déposé sur son bureau. Lors de sa réunion du 13 décembre la

commission UTN n'a étudié qu'un seul dossier. Il concernait la construction d'un hôtel, à 600 mètres d'altitude, situé à la périphérie de la ville de Chambéry... mais dans une commune classée en zone de montagne.

« Aujourd'hui il n'est plus nécessaire de réaliser de nouveaux lits dans les stations. Il faut s'attacher à rénover et à réhabiliter les studios et les appartements qui ont été livrés il y a vingt ou vingt-cinq ans et qui ne correspondent plus aux exigences de la clientèle française et étrangère », explique le maire d'Autrans (Isère), également président de l'Association des élus de montagne. Il faudra peut-être se débarrasser d'immeubles entiers, totalement inadaptés à l'environnement montagnard. Il est également indispensable de transformer le paysage, beaucoup trop urbain, de certains « villages » d'altitude. C'est ici que se trouvent les investissements de demain en montagne.

CLAUDE FRANÇILLON

(1) Ce rapport sur les difficultés financières des communes stations de sports d'hiver fut rédigé au mois de novembre 1990 par M. Jean-François Lorit, inspecteur général de l'administration.

Courchevel la belle

LES membres du Comité international olympique (CIO) et leurs collaborateurs vont s'installer dès les premiers jours du mois de février à Courchevel pour tenir leur 98^e session. Ministres et ambassadeurs des nations représentées aux Jeux d'hiver séjourneront dans ce village d'altitude qui, au cœur des Alpes françaises, a le rare privilège de disposer d'un parc hôtelier haut de gamme et d'un aéroport. Il permet de rejoindre Paris en une heure trente et Milan en soixante minutes.

Courchevel sera à la fois un lieu de travail et de détente pour la « famille olympique » qui pourra assister aux épreuves du combiné nordique et du saut disputées sur les tremplins des Praez.

A Courchevel ce sont les prix qui, les premiers, se sont envolés. Les deux ouvrages de 90 mètres et 120 mètres ont coûté plus du double du devis initial estimé, il y a quatre ans, à 60 millions de francs. La commune, alors maître d'ouvrage du projet, dut passer le relais au Comité d'organisation des Jeux olympiques (COJO). Elle ne débourse finalement que 15 millions de francs. Mais dès le lendemain des Jeux, elle recevra en héritage, les deux tremplins ainsi que les frais d'exploitation qui se généraliseront, entre 2 et 3 millions de francs par an, que se partageront le département de la Savoie et la commune de Saint-Bon-Courchevel. « En retenant Courchevel pour l'implantation des tremplins, le COJO savait que nous pourrions entretenir cet équipement unique en France. Celui de Saint-Nizier, construit pour les J. O. de Grenoble en 1968, est aujourd'hui à l'abandon parce que la commune qui l'a reçu en « cadeau » n'a pas pu consacrer des sommes aussi élevées pour le faire fonctionner chaque hiver,

souligne le maire de Saint-Bon, M. Michel Ziegler.

Recevoir, dignement, les dirigeants, sourcilieux, du Comité international olympique, les « patrons » des fédérations sportives et un grand nombre d'invités de marque, coûtera cher à Courchevel. La commune prévoit de dépenser près de 10 millions de francs pour organiser des réceptions et des concerts, mais aussi offrir une multitude de services à ses visiteurs.

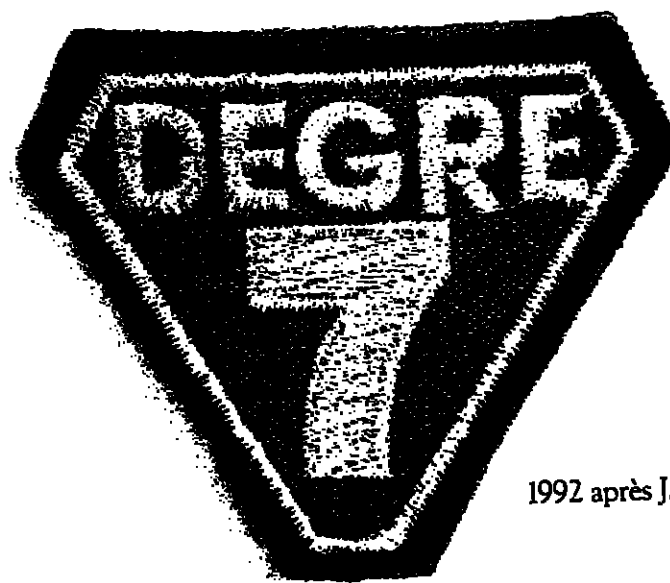
Il est temps de faire une pause

Mais Courchevel s'est aussi, par anticipation, fait quelques jolis petits cadeaux. Pour mieux accueillir les skieurs, clientèle « PLUS ORDINAIRE » DE CE SITE PRESTIGIEUX, elle a investi 80 millions de francs dans la réalisation de vastes parkings, agrandi la piste de son aéroport pour recevoir des appareils de plus de cinquante places (13 millions), participé à la rénovation de sa patinoire (30 millions). « Nous avons accédé à la réalisation de tous ces investissements afin de pouvoir en bénéficier pendant les Jeux. Mais il est temps, désormais, de faire une pause. Elle durera deux à trois années », déclare M. Ziegler.

Il mettra à profit cette période pour peaufiner l'environnement de sa station quelque peu malmenée par les constructions mises en chantier à l'occasion des Jeux. Courchevel reste en effet un village de skieurs convoité, à l'abri de la crise de l'or blanc. Les promoteurs de la neige continuent d'investir ses pentes pour proposer dans des immeubles ou des chalets luxueux les mètres carrés les plus chers des Alpes.

C. F.

Et oui, cher Darwin,
l'intelligence humaine a fait des merveilles
pour s'adapter au froid et à la neige.



1992 après J.C.



Et oui Monsieur Darwin, les espèces ne sont plus ce qu'elles étaient. Voyez-vous avec quel sourire illuminé certains bipèdes circulent sur les planches s'adonnant à la neige et au froid ? Voyez-vous leur mine réjouie quand par - 20°C, oui Monsieur Darwin, par - 20°C, ils dévalent les pentes enneigées ! Quelle évolution quand on pense que leurs ancêtres, il y a quelques décennies, grelottaient autour d'un feu... Et regardez-les, ils ont des secondes peaux de toutes les couleurs ! Des « terra cotta » ! Des « verts forêt » ! Des « bleus glaciers » ! Non seulement elles sont belles, mais en plus, elles sont pratiques : leurs poches L. Bourrées d'accessoires ; des poches, des fermoirs, des goussets, des matières hyper-performantes signées Gore-Tex ou Rhodé-

Poulenc Fibres. Un ensemble drôlement évolué qui assure aux bipèdes un « micro-climat intérieur » doux et stable quelles que soient les conditions extérieures et l'intensité de leur effort.

Et oui, Monsieur Darwin, à l'époque, Degré 7 n'existait pas, mais voyez-vous, les bipèdes ont suivi vos théories et ils ont plutôt bien évolué... Ah vraiment, quel dommage que vous ne puissiez voir cela ; vous seriez si heureux...

Degré 7 : le plus évolué de l'espèce skiwear

Degré 7 a choisi pour partenaires Rhône-Poulenc et Gore-Tex



HEURES LOCALES

La Savoie à la veille des Jeux d'hiver

Les « pistes olympiques »

Routes, autoroutes, chemin de fer et avions, tous les moyens de transports doivent mener, sans encombre, vers les lieux des épreuves

DANS le noble dessein de faciliter l'accès à la Savoie olympique, la région Rhône-Alpes voit s'accomplir un effort d'équipement important, qui ne saurait être apprécié comme un luxe. Les automobilistes restés bloqués, des heures durant, dans des embouteillages hivernaux entre Montmélian et Albertville peuvent en témoigner. Durant la quinzaine prodigieuse de février 1992, il s'agira d'acheminer près de huit cent mille personnes vers les sites de compétition, puis une partie d'entre elles d'un site à l'autre, car le théâtre des Jeux sera très « éclaté ».

En vue des Alpes, d'importantes innovations autoroutières ont été réalisées. Sur l'itinéraire Paris-Sud-Est, la Société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône (SAPRR) a mis en service, cet automne, la section nord de l'A 46, aux portes de Lyon, qui permet com-

modément de rejoindre l'A 43, en direction de Chambéry, en contournant les embarras de la métropole régionale. Puis, de Montmélian à la Cité olympique d'Albertville, la société des autoroutes Rhône-Alpes (AREA) vient d'ouvrir une section de 34 kilomètres, grâce à laquelle la « continuité autoroutière » est devenue réalité.

La concurrence de Genève-Cointrin

Sur l'itinéraire Chambéry-Lyon, la même société concessionnaire a ouvert le second « tube » du tunnel de l'Épine, dans lequel les deux sens de circulation seront désormais séparés. Par ailleurs, AREA vient d'achever l'autoroute A 49, entre Valence et Grenoble, d'où l'on peut rejoindre depuis longtemps, toujours par autoroute, la ville de Chambéry. S'agissant

des routes « classiques », qui offrent l'avantage d'un accès sans péage, la Savoie a vu la mise en œuvre d'un important plan routier avec, surtout, l'aménagement de la RN 90, élargie entre Albertville et Moûtiers, comme de Gilly aux Saixes. Le plan se complète de la construction de trois déviations (Salins, Brides, La Léchère) et de l'amélioration de treize tronçons de routes départementales conduisant, pour la plupart, aux sites olympiques. On a drainé, installé des protections, de la signalisation, mais on n'a pas négligé l'esthétique : le viaduc permettant le franchissement de l'Isère et de la RN 90, à l'abord immédiat d'Albertville jouera le rôle d'un signal. Comme le nouveau poste de commandement de la société AREA récemment mis en service à l'entrée est du tunnel de l'Épine.

C'est bien par la route que viendra l'essentiel du public, mais il faut évoquer, aussi, le transport ferroviaire et

la voie des airs. L'aéroport de Lyon-Satolas s'attend à traiter au moins trente mille passagers supplémentaires. La plate-forme lyonnaise s'est heurtée à la dure concurrence de l'aéroport international de Genève-Cointrin, qui doit capter l'essentiel de la clientèle du transport aérien, c'est-à-dire plus de cent mille personnes. Il le doit à la forte notoriété de sa ville, au voisinage du Comité olympique, établi à Lausanne, mais aussi à de meilleurs horaires et à un grand nombre de lignes internationales. Sur les aéroports parisiens, la compagnie intérieure Air Inter a prévu de faciliter les correspondances avec les vols internationaux et doit multiplier les dessertes vers Lyon.

Enfin, la SNCF a imaginé un programme spécial durant la quinzaine des Jeux : en provenance de Paris, on comptera six TGV par jour, au lieu de trois, en gare de Bourg-Saint-Maurice et Moûtiers. Des trains supplémentaires seront prévus le week-end. L'entreprise mettra en exploitation, à titre temporaire, la gare de Lyon-Satolas, à proximité immédiate de l'aéroport. Celle-ci sera desservie chaque jour par quatre aller et retour sur l'itinéraire des Alpes, à bord de trains Corail de 260 places, via un tronçon ferroviaire « classique », qui joint la gare de Satolas-TGV et la ligne existant déjà entre Lyon et Grenoble. La ligne ferroviaire de la vallée de la Tarentaise a été électrifiée sur 80 kilomètres, et son « débit » est ainsi multiplié par deux. Albertville aura une « gare olympique » et les gares de Moûtiers, Aime, Landry, Bourg-Saint-Maurice ont été rajoutées. En outre, on a hâté l'installation d'un système de communication entre le conducteur et le « sol ».

A bien des égards, l'échéance des Jeux aura été un fort utile prétexte, mais elle n'a évidemment pas déterminé seuls tous ces plans d'investissement, dont la durée de vie est calculée, au moins, pour une génération. Bien avant que la candidature d'Albertville ne fût reçue, AREA avait déjà lancé les appels d'offres pour l'élargissement de l'A 43 à trois voies dans la plaine de l'Est lyonnais et, pour le doublement du tunnel de l'Épine, en raison de la croissance du trafic habituel. Pour le doublement de la capacité d'accueil de l'aéroport de Lyon-Satolas, le terme fin d'aéroport a été celui de 1993-1995, qui verra l'achèvement d'un important parc immobilier.

La volonté de s'inscrire dans la durée se manifeste en ce qui concerne la voie ferrée : la nouvelle gare de Satolas, encore en chantier, sera ouverte durant les Jeux, mais connaîtra un achèvement largement ultérieur.

GÉRARD BUÉTAS

Une occasion manquée pour Chambéry

Malgré les efforts de son maire, la ville n'a pu s'intégrer dans le dispositif des JO

LE maire socialiste de Chambéry en mars 1989, peu avant sa nomination comme ministre du logement, puis de l'équipement, M. Louis Besson a tenté - en vain - de rattracher le chef-lieu du département de la Savoie dans le dispositif olympique. Il s'agissait d'offrir un site de substitution aux communes de Tarentaise en difficulté. Une occasion d'obtenir, dans les meilleures conditions, la construction d'équipements sportifs couverts qui lui manquaient.

Hormis pour le programme culturel, la ville n'avait jusqu'alors pas fait acte de candidature. Sa seule participation à un événement sportif d'envergure, les championnats du monde cyclistes de 1989, s'est soldée par un fiasco financier. Pour autant, la nouvelle équipe municipale a rapidement cherché à mettre en valeur sa position de « porte de la Savoie olympique ». Une façon de tester, dès février 1992, sa capacité à accueillir l'année suivante, le congrès mondial de l'intelligence artificielle (IJCAI), qui doit réunir près de 3 000 scientifiques. C'était, surtout, sa dernière chance d'achever la reconversion de 8 hectares de terrains militaires, à proximité immédiate du centre historique, en chantier depuis 1973 et à trois reprises bouleversée par des changements de municipalités.

L'opération Curial

L'avenir de cet espace paraît désormais scellé. Au « Carré », une ancienne caserne napoléonienne réhabilitée et classée administrative, était adossée la maison de culture de Marie Botto, un architecte suisse. Sur une autre face, cet adepte de la pureté des formes et des matériaux, associé à Aurelio Galfetti, un membre de son équipe, a entrepris la construction, en arc de cercle, d'une « bibliothèque-médiathèque » de 7 500 mètres carrés, qui complète l'unité architecturale du lieu. Accepté au titre des grands chantiers du président, cet ensemble, en voie d'achèvement pour un coût de 128 millions de francs, incluant un centre de culture scientifique et technique, sera financé à 50 % par l'Etat. L'opération Curial ne sera véritablement achevée qu'avec la construction d'un centre d'affaires du réseau ARIA de la SARI-SEERI

et d'environ 250 logements, auxquels s'ajoutent 200 chambres d'étudiants en accompagnement du développement universitaire. L'accolade du chantier de Curial n'a pas manqué de susciter inquiétudes et convoitises dans une ville déjà passablement endettée. Profitant de son éphémère situation ministérielle, M. Besson a parallèlement engagé la réhabilitation des quartiers sociaux, et notamment de la ZUP de Chambéry-le-Haut, une cité-dortoir de 15 000 habitants, située sur les hauteurs, à l'écart du centre. Outre 300 millions de francs prévus dans une procédure de DSQ, le maire, faisant fi de quelques grincements de dents, a décidé d'y installer la caserne départementale de la gendarmerie et la direction départementale de l'équipement, soit près de 500 emplois.

Le « cœur alpin » de l'Europe

Cité administrative plutôt qu'industrielle, l'avenir de la « capitale historique de la Savoie » est lié aux projets d'infrastructures internationales, au-delà de l'an 2 000. Pour M. Besson, le « cœur alpin » de l'Europe est plus qu'un slogan, une réalité géographique. En quête d'unité, par la recherche de nouvelles formes de coopération, cette agglomération qui, de Montmélian à Aix-les-Bains, regroupe 150 000 habitants - la quatrième entité de Rhône-Alpes - prépare l'arrivée de la ligne de TGV Lyon-Turin, avec son arrêt en gare de Montmélian, lieu de croisement d'une autre ligne ferroviaire à grande vitesse entre Genève et Valence et de passage du réseau autoroutier vers l'Italie.

Cette projection dans le long terme est une des raisons qui ont incité Chambéry à organiser, à l'occasion des Jeux olympiques, toute une série de manifestations liées aux technologies du futur. En matière de télécommunications, avec un salon international Euro TC 92, site de retransmission des épreuves sportives en TVHD, et une exposition sur les savoir-faire français en équipements de loisirs, de sport et d'aménagement de la montagne. Une façon d'affirmer que, les JO passés, Chambéry restera le pôle principal de développement de la Savoie.

M. D.

L'or, l'argent, l'exploit.



La Découverte monnaie en argent massif, 250 francs, en or ou 22 carats.



Moments d'exception où l'on retient son souffle, où le skieur s'élance vers la consécration. Hommage à l'art des athlètes, cadeau original et prestigieux, les Monnaies Officielles des XVI^{es} Jeux Olympiques d'Hiver sont frappées par la Monnaie de Paris en or 22 carats et en argent massif. A partir de 250 francs.

MONNAIES DE COLLECTION

MONNAIE DE PARIS

11, QUAI DE CONTI - 75006 PARIS

EN VENTE AU
CRÉDIT LYONNAIS,
AU PAR MINTEL
3615 MONNAIE

RENSEIGNEMENTS
ET COMMANDE AU :
(1) 47 00 00 00

Dix sites sportifs et un village

POUR la première fois de leur histoire, les Jeux olympiques (épreuves, hébergement et centres de presse) se tiendront sur treize sites qui s'étendent sur 1 600 km². Depuis plusieurs semaines, communes et parcs font visiter les installations : une visite guidée à travers la Savoie, dernière province réunie à l'Etat français, en 1860.

ALBERTVILLE. Cette ville commerçante et administrative de 18 600 habitants accueillera les cérémonies d'ouverture et de clôture, le patinage artistique, la danse sur glace, le patinage de vitesse et une nouvelle épreuve olympique : le short track (patinage de vitesse sur piste courte). Les trois équipements principaux qui ont été construits à cette occasion ont coûté 170 millions de francs, sur lesquels la commune participe à hauteur de 20 millions de francs. Il s'agit d'une halle de glace (patinoire de compétition) de 10 000 m² pouvant accueillir 9 000 spectateurs, d'un anneau de vitesse sur un stade provisoire pour les épreuves des 8 et 23 février pouvant accueillir 30 000 personnes.

LES ARCS. Cette station de 25 000 lits sur la commune de Bourg-Saint-Maurice a aménagé une nouvelle piste pour le ski de vitesse, épreuve présentée en démonstration pendant les Jeux. La construction de cette piste a nécessité 200 000 m³ de terrassements et a coûté 12 millions de francs.

COURCHEVEL. Deux trampolins de saut, une patinoire d'entraînement pour les hockeyeurs et un stade de ski de fond ont été construits dans cette station de 33 000 lits.

LES MENUIRES-VAL-THORENS. L'aménagement d'un stade de compétition, la construction d'une route d'accès et d'un parking pour accueillir les épreuves de slalom spécial masculin ont nécessité 8 millions de francs d'investissements dans cette station de 40 000 lits.

MÉRIBEL. Le site de la Chaudanne accueillera à la fois l'arrivée des épreuves de ski alpin féminin et les compétitions de hockey sur glace qui auront lieu dans une nouvelle patinoire de 6 000 places, qui a coûté 60 millions de francs. Sa capacité sera ramenée à 1 500 places et elle devrait être transformée en espace de services et de loisirs. Les pistes dessinées sur le Roc de Fer ont nécessité 35,5 millions de francs de travaux.

LA PLAGNE. Les habitants de cette station, qui compte aujourd'hui 30 000 lits, ont toujours dévalé les routes en bob et en luge pour rejoindre l'un ou l'autre de leurs dix hameaux. Il était donc normal qu'y soient organisées les épreuves de bobsleigh et de luge. La piste construite sur le site de La Roche, à l'emplacement d'une friche industrielle, a nécessité des travaux importants qui ont largement dépassé le budget initial. La COJO a dû mettre 213 millions de francs dans cet équipement.

PRALOGNAN-LA-VANOISE. Cette petite station de 8 000 lits disposera après les Jeux d'une patinoire dont la capacité sera ramenée de 2 000 à 1 000 places. Un équipement de 31,5 millions de francs qui accueillera le curling, sport de démonstration.

LES SAIXES. Les stades de ski de fond et de biathlon des Saixes permettront pour la première fois aux spectateurs (des gradins pouvant accueillir 12 500 personnes ont été construits) d'assister aux passages répétés des athlètes. Les travaux ont coûté 23 millions de francs et ont très scrupuleusement pris en compte les problèmes d'environnement à la suite d'un arrêté de biotope du préfet de Savoie en 1989. Les 700 athlètes et leurs accompagnateurs logeront dans un village annexe.

TIGNES. Il a fallu sculpter le terrain pour créer trois nouveaux stades mitoyens sur le site de Lognan-Val-Claret pour accueillir les épreuves de ski acrobatique (bosses, saut et ballet). Un aménagement de 8 millions de francs.

VAL-D'ISÈRE. Les pistes qui ont été tracées sur la face de Bellevue accueilleraient les épreuves masculines de descente, de super G et de géant. Leur aménagement a coûté 25 millions de francs.

BRIDES-LES-BAINS. La capacité d'accueil de cette station thermique sera augmentée de 800 nouveaux lits aux normes olympiques pour recevoir 700 athlètes et 500 personnes accréditées.

C. de C.

c'est de

SNCF

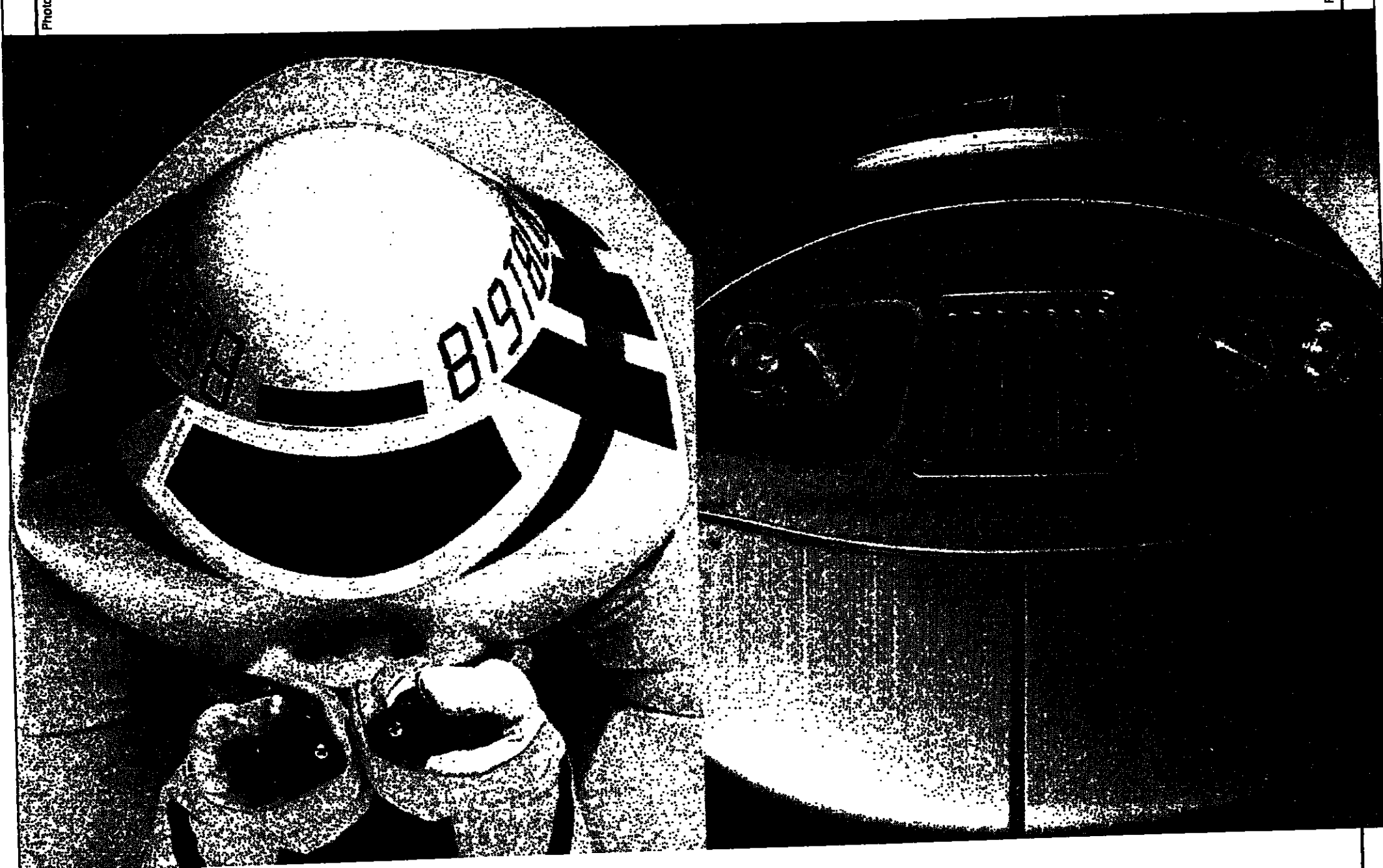
1500000

BDDP

Photographie VANDYSTADT

Photographie Alain ERNOULT

"L'important c'est de vous faire participer."



Paris-Albertville
3 h 40.

Près de 100 trains par jour
dans la Tarentaise.

Les J.O.
accessibles à tous.

Les Jeux Olympiques sont un événement rare et unique auquel chacun d'entre nous rêve d'assister au moins une fois dans sa vie. En février 1992, la SNCF permettra à un maximum de voyageurs de s'y rendre. Tous les jours, trois TGV supplémentaires

Paris-Chambéry-Bourg-Saint-Maurice et retour seront mis en circulation, ainsi que deux trains de nuit. Un service supplémentaire de 16 navettes par jour entre l'aéroport de Satolas, Aix-les-Bains, Chambéry et les gares d'accès aux sites

olympiques sera également mis en place. Les correspondances par navettes olympiques vers ou au départ des stations seront assurées. Ainsi, la SNCF, transporteur national officiel des J.O. d'Albertville, offrira à chacun la possibilité de participer.

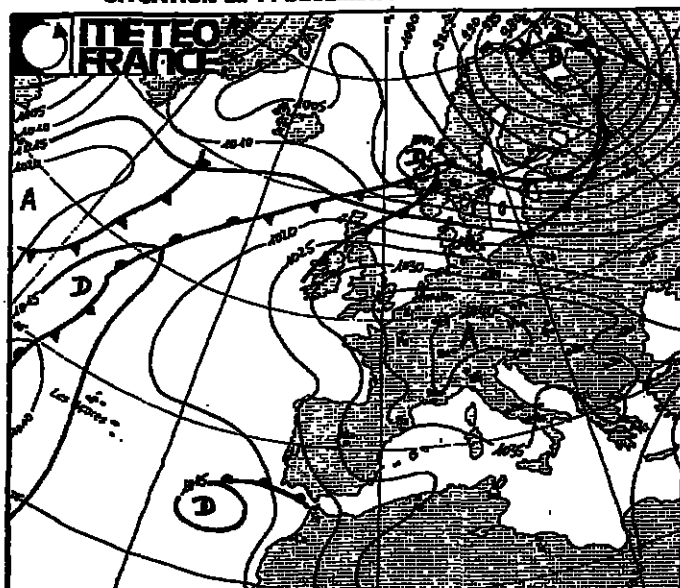
TRANSPORTEUR NATIONAL OFFICIEL DES XVI^{ES} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER



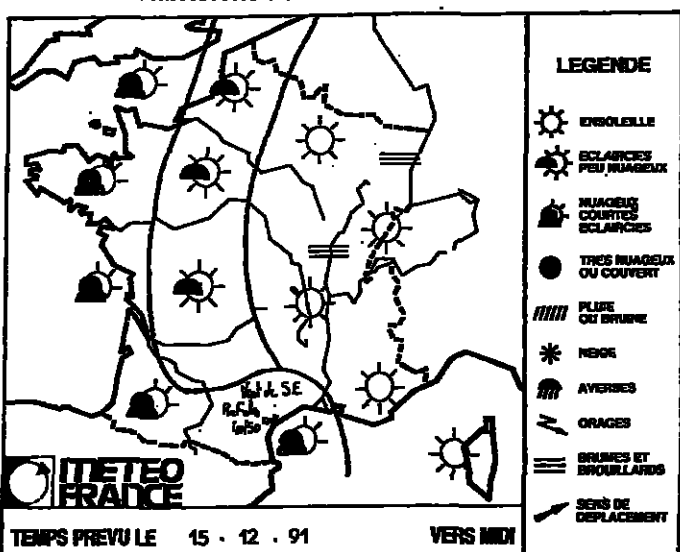
SNCF, le progrès ne vaut que s'il est partagé par tous.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 DÉCEMBRE 1991 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 15 DÉCEMBRE 1991



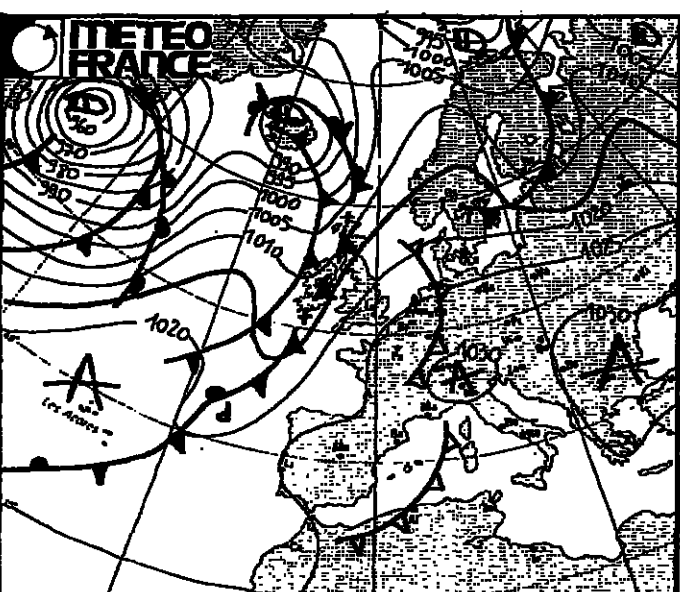
Dimanche : nuageux sur l'Ouest, soleil ailleurs.

Les nuages seront présents de l'Aquitaine à la Bretagne et pourront donner quelques précipitations sur la Bretagne et du verglas. Sur le Languedoc-Roussillon, des entrées maritimes donneront un ciel gris. Quelques nuages seront présents du Massif Central à la Normandie. Partout ailleurs, après les brouillards hivernaux parfois persistants du matin, le soleil brillera.

Les températures maximales seront positives sur les côtes : 2 à 6 degrés en Atlantique et 3 à 7 degrés en Méditerranée. Dans l'intérieur, elles seront négatives : -2 à 2 degrés dans le Midi, -4 à -8 degrés en général et -8 à -10 degrés dans le Nord-Est.

L'après-midi, le thermomètre restera en dessous des 0 degré et le brouillard ne se dissipe pas en attendant 10 à 13 degrés dans la moitié sud, 5 à 9 degrés sur les côtes de la Manche, et 3 à 6 degrés sur le reste du pays.

PRÉVISIONS POUR LE 16 DÉCEMBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 13-12-1991 à 18 heures TU et le 14-12-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LOS ANGELES	30	9	D
ALGER	13	1	1	1	1
BARCELONE	12	4	2	2	2
BORDAUX	10	2	1	1	1
BONNEN	8	4	2	2	2
BREST	9	3	1	1	1
CARL	6	4	2	2	2
CHERBOURG	6	4	2	2	2
CLEMONT-FERR	7	1	1	1	1
DIJON	5	12	8	8	8
GENÈVE	5	7	2	2	2
LILLE	4	6	2	2	2
LIMOGES	11	2	1	1	1
LYON	5	7	2	2	2
MAURILLON	11	3	1	1	1
NANCY	0	9	8	8	8
NANTES	3	2	1	1	1
NICE	14	4	2	2	2
PARIS-MONTS	5	2	1	1	1
PAU	15	1	1	1	1
PERPIGNAN	10	2	1	1	1
RENNES	6	1	1	1	1
ST-ETIENNE	7	6	2	2	2
STRASBOURG	6	7	2	2	2

FRANCE

TOULOUSE 10 -1 D

TOURS 8 -3 D

POINTE-A-PRE 30 22 D

ALGER 16 4 D

AMSTERDAM 4 -3 C

ATLANTIQUE 8 4 C

BANGKOK 33 24 N

BANGKOK 11 4 D

BERGAMO 2 0 D

BERLIN 4 1 D

BRUXELLES 5 -1 D

LE CAIRE 13 N

COPENHAGUE 7 -1 C

DAKAR 26 16 C

DELHI 26 13 D

DJIBOUTI 12 10 A

CHYPRE 1 -3 D

CHONGKING 21 30 D

ISTANBUL 4 -1 C

JERUSALEM 6 2 N

LISSONNE 14 10 C

LONDRES 7 -3 B

LOS ANGELES 30 9 D

LUXEMBOURG 3 -3 D

MADRID 11 6 D

MARRAKECH 21 25 C

MEXICO 10 10 D

MILAN 11 -9 D

MONTREAL 11 4 C

MOSCOW 0 -1 C

NAIROBI 0 -1 C

NEW-YORK 11 11 C

OSLO 11 6 N

PALMA-DE-MAJOR 15 5 D

PÉKIN 4 -6 D

RIO-DE-JANEIRO 11 -3 D

ROME 11 3 D

SINGAPOUR 31 24 N

STOCKHOLM 8 3 N

SYDNEY 11 6 C

TOKYO 11 6 C

TURIN 14 4 C

VARSOVIE 1 -1 C

VERMOREL 10 -3 D

VIENTIANE 4 -9 N

A B C D N O P T *

averse bruine ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde CHAMPS ÉCONOMIQUES

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 14 décembre

TF 1	LA 5
20.45 Variétés : Sébastien c'est fou !	20.50 Série : Perry Mason.
22.35 Magazine : Uelustia.	22.30 Faillite : Shogun.
23.35 Magazine : Formule sport.	23.25 Journal de la nuit.
0.50 Journal et Météo.	23.35 > Série : Freddy, le cauchemar de vos nuits.
A2	M 6
20.50 Magazine : La Nuit des héros.	20.40 Téléfilm : Alerte à l'aéroport.
22.30 Magazine : Double jeu.	22.20 Téléfilm : L'Homme sandwich.
23.45 Sport : Tennis.	23.55 50 minutes d'informations.
0.35 Journal et Météo.	0.00 Musique : Rapline.
FR 3	1.00 Jazz au Slow Club.
De 20.00 à 0.20 La Sept	
0.20 Magazine : L'Heure du golf.	
0.50 Sport : La flamme olympique en France.	
CANAL PLUS	
20.30 Téléfilm : Le Gang des tractions.	
21.50 Documentaire : Requins, les tumeurs de l'Océan.	
22.35 Flash d'informations.	
22.58 Le Journal du cinéma.	
23.00 Cinéma : Le Loup-garou de Londres. ■■	

Dimanche 15 décembre

TF 1	En clair jusqu'à 20.30
13.20 Série : Hooker.	19.35 Flash d'informations.
14.15 Série : Rick Hunter inspecteur choc.	19.40 Ça cartoon.
15.10 Série : Columbo.	20.20 Dis Jérôme... ?
16.35 Disney Parade.	20.25 Magazine : L'Equipe du dimanche.
18.00 Magazine : Téléfoot. A 18.00, Loto sport.	20.30 Cinéma : Europa Europa. ■■
Magazine : 7 sur 7.	22.15 Flash d'informations.
19.05 Journal, Téléfoot, Météo et Tapie vert.	22.25 L'Equipe du dimanche.
20.50 Cinéma : Sissi. □	1.05 Cinéma : Cosmopolis. □
22.40 Magazine : Ciné dimanche.	
Cinéma : Douce France. ■	
0.25 Journal et Météo.	
A2	LA 5
13.20 Dimanche Martin (et à 15.50).	13.20 Téléfilm : L'Espace d'une vie.
14.55 Série : Mac Gyver.	15.05 C'est pour rire.
17.30 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.	15.15 Spécial drôles d'histoires.
18.20 1. 2. 3. Théâtre (et à 0.40).	16.50 Série : Un privé nommé Stryker.
18.25 Magazine : Stade 2.	17.25 Divertissement : Dimanche et la Belle.
19.30 Série : Maguy.	19.00 Magazine : Dimanche 19 h Elkabach.
19.57 Jeu : Noël surprise	20.00 Journal et Météo.
19.59 Journal, Journal du trot et Météo.	20.50 Cinéma : La Rose pourpre du Caïre. ■■
20.50 Téléfilm : Vidéo meurtre.	22.25 Magazine : Reporters.
22.15 Magazine : Bouillon de culture.	23.20 Sport : Tennis.
23.40 Documentaire : Derniers Far West.	0.10 Journal de la nuit.
0.45 Journal et Météo.	
FR 3	M 6
13.20 Magazine : D'un soleil à l'autre.	14.00 Musique : Flashback.
13.50 Magazine : Faut pas rêver.	14.50 Variétés : Multitop.
14.45 Magazine : Sports 3 dimanche.	16.20 Série : Clair de lune.
Magazine : Montagne (sous réserve de la durée de la finale de tennis).	17.15 Série : Le Saint.
17.15 Joff.	18.05 Série : Les Routes du paradis.
18.15 Magazine : A vos amours.	18.54 Six minutes d'informations.
19.00 Le 15-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.	20.00 Série : Cosby Show.
20.05 Les Fables géométriques. La Cigale et le Fourmi.	20.30 Magazine : Sport 6.
20.10 Série : Benny Hill.	20.40 Téléfilm : Les Aventures dérangeantes de Robin des Bois.
20.45 Divertissement : Les Super Stars de la magie à Las Vegas.	22.25 Informations : M 6 express.
21.55 Magazine : Le Divan. Peter Sellers, metteur en scène.	22.30 Capital.
22.20 Journal et Météo.	22.40 Cinéma : Nuits très chaudes aux Caraïbes. □
22.40 Cinéma : Le Temps d'aimer, le temps de mourir. ■■■	0.15 Six minutes d'informations.
0.50 Musique : Carnet de notes.	
0.58 La Flamme olympique en France.	
CANAL PLUS	LA SEPT
13.30 Magazine : Rapido.	18.30 Documentaire : Kalia et Volodia.
14.00 Téléfilm : Le Coup du sac.	18.30 Documentaire : Le Choix de Dieu.
15.25 Magazine : 24 Heures.	17.30 Téléfilm : Un village loin de la guerre.
16.20 Documentaire : Hauts plateaux d'Éthiopie.	18.55 Documentaire : Le Havre visiteurs.
16.40 Divertissement : Monty Python.	19.30 Documentaire : Elle Audemard Lacquer.
17.56 Le Journal du cinéma.	20.00 Documentaire : La Mer en mémoire.
18.00 Cinéma : Turner et Hooch. ■	20.30 Bergman par Bergman.
	20.40 La Silence. ■■■
	22.10 Bergman par Bergman.
	22.20 Court métrage : Série en un mot.
	22.30 La Déesse des cartes.
	22.35 Cinéma : Zoo zéro. ■
	0.10 Court métrage : La Sauterelle (de l'ange).
	0.25 Court métrage : Prologue.

CARNET DU Monde

Décès

M. Corinne Bernard, Cyril, Laurent, Camille, M. et M. Lucien Bernard, Et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Lionel BERNARD,

survenu le 10 décembre 1991, à l'âge de quarante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 décembre, au l'église Notre-Dame de Paris, rue du Cloître, à 10 heures, où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Nogent-sur-Marne, dans le caveau de famille.

15, rue Adolphe,

92400 Courbevoie.

M. Gérard Blondeau, son épouse, M. et M. Michel Blondeau et leurs enfants, M. Dominique Blondeau et sa fille, ses enfants et petits-enfants, Son frère, ses belles-sœurs et beaux-frères, Ex toute la famille, ont la grande douleur de faire part du décès de

M. Gérard BLONDEAU,

maire de Maurecourt, commandeur de la Légion d'honneur, amputé de guerre,

survenu le 12 décembre 1991, dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques auront lieu le 17 décembre, au cimetière de Maurecourt (Yvelines).

Rendez-vous devant la mairie à 10 h 45.

— Claudette et Pépito Rosell, ses enfants, Wally, Tyde, Nison, ses petits-enfants, Ses amis des organisations libertaires et syndicales, font part du décès de

Maurice JOYEUX,

fondateur avec sa compagne Suzy de la revue la Rose, directeur de publication au Monde libertaire, membre de la commission exécutive des syndicats CGT-Forces ouvrières de la région parisienne,

survenu le 9 décembre 1991, à Paris.

On se réunira au columbarium du p. Lachaise, le lundi 16 décembre, à 8 h 30.

Sans fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part. (Le Monde du 12 décembre.)

— M. Christian Tandau de Marsac,

née Claude Châtelet, son épouse,

M. Jean Tandau de Marsac, ses enfants,

Sophie Tandau de Marsac, Thibault et Cécile Tandau de Marsac, ses enfants,

Bernard Tandau de Marsac, Marie-Françoise Tandau de Marsac, ses enfants et petits-enfants, Daniel et Catherine Orson et leurs enfants,

Dominique et Nicole Lévêque et leur fils,

Bruno et Christiano Tandau de Marsac, et leurs enfants,

Valérie et Silvestre Tandau de Marsac, ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,

Le docteur Jacques Châtelet, Philippe et Nicole Lalouette, leurs enfants et petits-enfants,

Jean-Pierre et Rosemary Châtelet et leurs enfants,

Jean-Yves et Martine Pollock et leurs enfants,

Claude et Anne-Marie Serfati et leurs enfants,

ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces, ont la tristesse de faire part du décès de

Christian TANDEAU de MARSAC,

survenu subitement le 12 décembre 1991, à l'âge de soixante ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 17 décembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice, à Paris-6.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, avenue des Gobelins,

75003 Paris.

Rappel du souvenir

— Jankel ACKERMANN,

le père, quarante-huit ans,

Paul, le fils aîné, vingt ans,

volontaire dans l'infanterie en 1939,

ont été fusillés le 15 décembre 1941, au Mont-Valérien, alors que Pucheu avait déclaré que jamais un ancien combattant ne serait pris comme otage.

Je rappelle le souvenir de ma mère, internée à une date inconnue à la prison de la Santé, puis déportée le 8 décembre 1941, vers la prison d'Anrath (Allemagne), via Karlsruhe.

Ainsi que celui de mes deux jeunes sœurs, internées à Drancy et déportées à Auschwitz, le 18 septembre 1942.

Aucune d'elles n'est revenue.

Ce fut cela, la barbarie hitlérienne.

Ne l'oublions pas.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5672

HORIZONTALEMENT

I. Des cheveux dans la soupe. Grande quand il y a beaucoup de parties. — II. Rue comme dans un rêve. Sorte de dinde quand elle est blanche. — III. Reçus par celui qui n'a rien. Grand pour la haute. — IV. Peut être un bout de fillelette. Héros d'une épopée. — V. Devenu tout noir. Poème. Fume à l'étranger. — VI. Un peu épaté. Entre pas à pas. Difficile à trouver quand il est perdu. — VII. Ville de France. Préposition. Faire prêter de mauvais pils. — VIII. Possessif. VIII. Affluent de la Loire. Raccourci par le haut. — IX. Ecrivain norvégien. Qui peut faire rougir. Quand on en a plusieurs, ça fait une jolie main. — X. Sont XIII vraiment de beaux patins. — XI. Mettre en terre. Travail qui demande des forces. Interjection. — XII. Un meuble pour tous les jours. Clair. — XIII. Un principe suprême. Période. Grosait quand il y a beaucoup de grains. — XIV. Donne des motifs. Unid de travail. De l'or en barre. — XV. Possessif. Réceptifs pour les « Noirs ». Pronom.

VERTICALEMENT

1. Difficiles à accommoder. Pouce pour un pépin. — 2. Ville du Nigeria. Comme une bonne excuse. Un beau parler. — 3. Pas admis parmi les hommes. Avait une force vraiment au poil. — 4. Blanc, peut être à l'index. Participe. Roi d'Athènes. Pour l'or. — 5. Sort de l'eau. Difficile à cacher. — 6. Grave quand il est au travail. Station dans la Gironde. — 7. Préposition. Possessif. Redondant du mordant. — 8. Régler des affaires de famille. Créateur pour les gnostiques. Divinité. — 9. Mère de dieu. Belle du Japon. Donner de la force. — 10. Des gens qui n'ont rien accordé. C'est le plus gros de la famille. — 11. Se metait en boule pour les hommes. Présents en relief. — 12. Il faut une pièce pour l'établir. Branché. — 13. Peut être mise avec les vernis. Dans les grandes manœuvres. — 14. Adverbe. S'élève en Grèce. Vit sur un grand pied. — 15. Mordent les doigts. Coule en France.

Solution du problème n° 5671

Horizontalement

I. Poussière. — II. Assourdis. — III. Nauséux. — IV. Si. Côté. — V. Go. Embase. — VI. Yeu. Eux. — VII. Rive. Cirs. — VIII. lit. Cour. — IX. Stepping. — X. Té. Tan. lo. — XI. Etres. Arc.

Verticalement

1. Panégyriste. — 2. Osa. Cillet. — 3. Usus. Uvée. — 4. Soala. Enté. — 5. Sue. Me. Pas. — 6. Ire. Buccin. — 7. Education. — 8. Rixes. Rugir. — 9. Es. Téter. Oc.

GUY BROUTY

CULTURE

THÉÂTRE

Un jaloux à soigner

Quand Victor Hugo trucidait en rêve, sur les planches, sa femme inconstante

LE ROI S'AMUSE
à la Comédie-Française

Un réflexe fréquent du jaloux en pleine crise est de surestimer le rival heureux et de se dévaloriser soi-même. Sainte-Beuve n'a jamais été un Adonis, et Victor Hugo, en revanche, était, en 1831 (il n'avait que vingt-neuf ans), encore une fois belle bête. Adèle Hugo trouva le bon de Sainte-Beuve plus diabolique, Hugo, souffrant mille morts, écrivit *Le roi s'amuse*. Il y présente Sainte-Beuve sous les traits d'un sinistre obsédé sexuel, mais beau comme une image - François I^{er} - et il s'imaginait lui-même sous l'apparence d'un monstre physique, bossu, difforme. Triboulet - le fou du roi, l'amusseur minable.

Hugo a choisi François I^{er} parce que son plus beau souvenir d'enfance avec Adèle était un séjour à Chambord, l'un des châteaux du roi. Et il a choisi, en Triboulet, un remake de Quasimodo, car *Notre-Dame-de-Paris* venait de paraître, et faisait fureur. Enfin Adèle, dans l'imaginaire de Hugo, n'est plus consentante, mais est violée et elle devient la fille de Triboulet, non sa femme : l'époux amoniti les douleurs.

L'auto-thérapie théâtrale n'engendre pas nécessairement des chefs-d'œuvre. *Le roi s'amuse* est une belle pièce, puisqu'elle est de Victor Hugo, mais c'est un travail trop contourné, trop « chafouia » pour égarer *Ruy Blas*, *Hernani*, *Marion de Lorme*. Pourtant *Le roi s'amuse* bénéficie, chez les hugoliens comme chez les bourgeois, d'une vertu incomparable : aucune autre œuvre n'a suscité, comme celle-ci, des réactions si drôles et si révélatrices, de la part

d'Adèle comme de son poète de mari.

L'été 1831. Lorsqu'il écrit *Le roi s'amuse*, Hugo prétend souffrir des yeux, par abus d'écriture, de lecture (en fait, les fréquentes d'Adèle le font souffrir de partout). Adèle, dans son irremplaçable livre *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, écrit : « Les soleils couchants qu'il avait trop regardés lui avaient déterminé une irritation chronique des paupières. » Puis elle nous dit que la médiocrité de la mise en scène du drame était due au fait que son mari, au lieu d'assister aux répétitions comme d'habitude, « employa la fin de l'été à jouer avec des enfants sous les arbres ; à leur faire, en collaboration avec Mademoiselle Louise Bertin, des cocottes et des bateaux » (Louise Bertin était une amie des Hugo, sans plus).

Adèle donne les vraies raisons du désordre de la salle le soir de la première représentation - désordre qui provoqua, dès le lendemain, l'interdiction de jouer : « Au moment où l'on allait commencer, la nouvelle se répandit dans le théâtre qu'un coup de pistolet venait d'être tiré sur le roi. » C'était vrai : Louis-Philippe venait tout juste d'échapper à un attentat. « Ce fut immédiatement la conversation dans toute la salle », ajoute Adèle. Puis elle énumère les accidents de jeu, de mise en scène, qui plongèrent la pièce dans le ridicule.

Hugo rentra tard dans la nuit, et Adèle, en très peu de mots, nous indique la sagesse de la femme au foyer et les prudences « petites-bourgeoises » du grand homme (l'une des choses qui l'avaient irritée à la longue) : « L'auteur rentra chez lui et trouva sa femme seule. Avant de se coucher,

il donna un coup d'œil au salon et jeta de l'eau sur un tison mal éteint. »

L'attitude de Hugo, maintenant, il commence par retoucher prestissimo des passages qui, timidement, égratignent la royauté. Mais, la pièce restant interdite, il attaque la Comédie-Française devant le tribunal de commerce. Très longue et très énergique déposition de l'auteur, il le prend de haut : « Sur votre siège, il y a la justice, et sur le mien il y a la liberté ; le libre est juste, et la justice est libre ! » Puis des choses étranges. Une petite sortie contre la Révolution : « En vain essaye-t-on de faire revivre une loi de la Terreur, une loi qui ordonne en propres termes aux théâtres de ne monter que des pièces républicaines. Cette loi, faite pour la Terreur, est morte avec la Terreur. »

« Je ne fais pas de pièces immorales »

Et Hugo se démarque des méchantes œuvres, il n'est pas l'homme d'une de ces pièces infâmes, faites évidemment dans un but de marchandise et de scandale, où tout ce qu'il y a de saint, de religieux, et de moral dans le cœur de l'homme soit effrontément raillé et moqué, où tout ce qui fait le repos de la famille et la paix de la cité soit remis en question. Que la police sache une fois pour toutes que je ne fais pas de pièces immorales.

Après quoi, Hugo voue aux gémonies la censure, cette censure, cette atteinte inqualifiable à la liberté, ce crime à jamais inacceptable... ou plutôt non, acceptable des seuls grands hommes, par exemple Napoléon : « Alors on

nous prenait notre liberté, c'est vrai, mais on nous donnait un bien sublime spectacle. On avait un bureau de censure, on mettait nos livres au pilon, on rayait nos pièces de l'affiche ; mais, à toutes nos plaintes, on pouvait faire d'un seul mot des réponses magnifiques, on pouvait nous répondre : Marengo ! Jéna ! Austerlitz ! »

Création et reprises du *Roi s'amuse* ne furent jamais des succès. Le metteur en scène Jean-Luc Boutté va-t-il enfin faire applaudir cette pièce ? Secondé par son scénographe Louis Bercut et son éclairagiste Franck Thévenon, Boutté a très habilement agencé les effets scéniques ou contradictoires de l'œuvre. Satire des courtisans, débauche du souverain, clownerie des situations, violence et hypocrisie, souffrances de Triboulet, défilent un peu comme une sonnerie dans un mirage d'odalisques, de grands corridors déserts.

L'interprétation : le meilleur moment est Alain Pélon, en intermédiaire du crime ; il invente les signes attendus de tout un univers, c'est du vrai bon théâtre (Adèle avait noté qu'à la création c'était aussi la meilleure scène, avec l'acteur Beauvallet).

Le grand Roland Bertin, dans le rôle immense de Triboulet, est plus traditionnel, plus « mot-à-mot ». Un maquillage clownesque enlaidit et banalise tellement la présence de Jean-Philippe Puymanet que son interprétation du roi souffre. Le reste de la distribution a la qualité Comédie-Française, sans signes particuliers. C'est peu évitable : les pièces sont devenues, juste des mots, drôles ou brachées.

MICHEL COURNOT
► En alternance. Tél. : 40-15-00-15.

ARTS

Le Camille Claudel inconnu



Buste de Charles Lhermitte (1889).

Le Musée Ingres de Montauban serait-il l'un des plus riches en surprises de France ? Il y a deux ans, un inventaire des réserves avait permis de découvrir parmi les collections légères par l'âge à sa cité natale une série de dessins inconnus, parmi lesquels un David et une étude à propos de laquelle le nom de Raphaël avait été suggéré. Cette fois, un récolement des dépôts consentis par le musée aux bâtiments publics de la ville a conduit le conservateur à s'interroger sur l'attribution d'un buste d'enfant, bronze non signé qui décorait un bureau du tribunal.

Vérification faite, il ne s'agissait de rien d'autre qu'une œuvre de Camille Claudel, un *Buste de*

Charles Lhermitte, fils du peintre Léon Lhermitte. Une épreuve, la seule connue jusqu'ici, avait été présentée au Salon de 1889, détail qui semble indiquer que la sculpture fut exécutée pendant la liaison de Camille Claudel et de Rodin. Les traces de l'enseignement de Rodin se reconnaissent du reste à la manière dont l'artiste a figuré la chevelure et modelé les traits.

Le bronze, qui aurait été offert au musée en 1893 par la famille Rothschild, trouvera sans doute tout naturellement sa place dans la salle du musée consacré à Bourdelle, l'autre élève illustre de Rodin.

Ph. D.

Entre deux incendies

Le voyage de Blaise Cendrars à travers la vie

TRANSSIBÉRIEN
à la Cité Internationale

Moscou-Kharbin en Transsibérien, pendant l'hiver 1904-1905, entre deux incendies. Au départ du voyage, c'est le cœur qui brûle, « comme le temple d'Éphèse ». À l'arrivée, quelqu'un vient de « mettre le feu aux bureaux de la Croix-Rouge ». D'un embrasement à l'autre, le voyageur est passé de l'adolescence à l'âge d'homme. Il a tout appris de la vie : le comment, la venue, la guerre, le mal aux dents, la beauté, la folie. Tout, sauf l'art poétique, dit-il. Il s'en plaint en citant Guillaume Apollinaire : « Pardonnez-moi mon ignorance / Pardonnez-moi de ne pas connaître l'ancien jeu des vers ».

Telle est peut-être la plus belle fin des voyages initiatiques : apprendre cette ignorance-là, ou cet oubli, pour inventer une nouvelle représentation du monde. Blaise Cendrars y est parvenu, huit ans après son voyage d'adolescence, quand il a accepté de se passer de notes, de laisser tomber sa documentation, pour écrire à Paris la *Prose du Transsibérien*. C'était en 1913, et l'Europe, cette année-là, du Luna Park de Saint-Petersbourg à la tour Eiffel, était inondée par ce qu'on appellerait, longtemps après la dispersion des dernières cendres, les « avant-gardes artistiques ».

C'était en 1913 et lui, « le mauvais poète » comme il disait, réalisait la prodigieuse « synesthésie » dont avaient rêvé les écrivains du dix-neuvième siècle, en combinant dans une seule prose la littérature, la musique et la peinture - sur tous les rythmes et dans tous les styles nouveaux, de l'imagerie naïve aux distorsions expressionnistes, en passant par les déformations dynamiques des futuristes italiens et des simultanéistes parisiens.

Près de quatre-vingts ans plus tard, cette fusion est superbement mise en scène par un des membres du talentueux « collage » rhodanpin Atropement 2, Dominique Lardinois. Non qu'il ait prétendu reproduire la polyphonie stylistique de l'œuvre, mais grâce au parti pris de simplicité, d'humilité presque, d'un spectacle forain.

De la « Roue » évoquée à la fin du poème, il a fait une piste de manège où tourne un petit wagon-théâtre, tantôt Transsibérien dont la course s'emballe sur les rails du souvenir, tantôt scène foraine des fictions amoureuses. Là, tandis que deux acteurs, Dominique Lardinois lui-même et Bernard Rozé, l'un par les mots et l'autre par le silence, racontent l'extraordinaire

traversée, une jeune trapéziste, Sophie Kamborowicz, évoque toutes les femmes de l'histoire : Jehanne, bien sûr, la « petite prostituée de Montmartre », mais aussi Bella, Agnès et Catherine, les amantes aux « regards tristes de sémaphores sous la pluie », et cette acrobate inconnue qui « fait la lune » sous « la tente déchirée d'un cirque pauvre ».

La musique d'Ismaïl Safwan et le montage sonore de Jérôme Vicat-Blanc s'accrochent à cette ambiance foraine. Eux non plus n'ont rien « reproduit », ni les commentaires d'assistants « sur les rails congelés » ni le tambourinement des « doigts idiots » sur les vitres, ni « les lieder de Hugo Wolf », ni « la prose lourde de Maeterlinck ». Mais leurs bruits, leurs mélodies accompagnent les ruptures de rythme, favorisent les glissements de la réalité au songe, font entendre l'opéra fabuleux sous les images du reportage. Et les entend, Cendrars n'aurait certainement pas regretté les trois mots écrits sur la page de garde de sa *Prose* : « Dédicace aux musiciens. »

BERNADETTE BOST
► Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 17 h. Jusqu'au 29 décembre. Tél. : 46-89-38-89.

La si jolie petite plage

Les banlieues grises mais vivantes de Durringer

UNE ENVIE DE TUR
ou Théâtre 13

C'est au bord de la mer, presque l'aube. Une petite plage pour vacances cache-mère, sur la jetée, au bout du monde. Avec quand même une disco. On entend, assurément, les battements de la boîte à rythme. La nuit est déserte à l'exception de deux types : un vieux qui n'en peut plus, qui dort debout ou plutôt étendu, affalé sous la jetée, que son copain se décide à rentrer chez lui, mais le copain tourne en rond et finit par se faire jeter de la disco, et c'est grave, il avait donné rendez-vous à sa maîtresse, une femme mariée avec qui il sort depuis une semaine, déjà.

De pièce en pièce, Xavier Durringer raconte les existences banlieusardes, sans vain romantisme, sans violence complaisante. Ses personnages ne sont pas des délinquants affirmés ni même en puissance, les situations dans lesquelles ils se débattent, les histoires d'amour, l'argent, les rêves de bonheur, de voyage, les rêves d'autre chose, c'est pareil pour tous. Le mérite de Durringer est de cerner avec précision la façon dont ce passé, précisément pour ces gens-là, dans leur corps, dans leur tête, dans leurs mots. Ils ont leurs propres clichés, leur richesse de vocabulaire, leur gouaille, leurs images fantasmatiques, leurs malchances, leur incapacité à

cerner leurs désirs. Chez des petits bourgeois, le monde est tout aussi fermé, bloqué, et l'histoire serait similaire dans ses péripéties.

Mais il y aurait d'autres mots, et à partir de là le ton changerait, les comportements. Xavier Durringer n'hésite pas de dialogues magnétiques, il reconstruit des vies. On écoute une conversation, on s'attache aux gens qui parlent plus qu'à ce qu'ils disent d'immédiat. On s'y intéresse pour ce que l'on devine d'eux, de leur vie, de leur passé, de leur futur incertain, pour ce que l'on ressent de leur désarroi. Comme dans son spectacle précédent, *Une petite enquête* - présenté au Théâtre du Rond-Point pour Paris Quartier d'été - la mise en scène - également de Xavier Durringer - est simple. Un peu de devanture de nervosité, d'audace n'aurait pas nui, mais elle n'aide pas à la compréhension. Jean-Claude Bonafant, Claude Deculsi, Gil Laggay, Gérard Laroche, Marie-Paule Sirven, Marion Hewlett et surtout Daniel Briquez - qui d'ailleurs s'en tire très bien. Finalement, Durringer metteur en scène banalise Durringer auteur.

COLETTE GODARD
► Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 h. Jusqu'au 29 décembre. Balade les 24 et 25 décembre. Tél. : 45-88-62-22.

CINÉMA

Voyage sans issue

La virée de trois marginaux mène un jeune cinéaste sur des chemins prometteurs

LES ARCADIERES
de Manuel Sanchez

Marque : Mercedes. Immatriculation : 723 BS 58 (Nièvre). État du véhicule : déplorable. État de ses trois passagers : pire encore. Et si à l'occasion d'un contrôle, quelque part sur la route qui, le long de la Loire même de l'année suivante à un inaccessible rêve de Brésil, un pandore se livrait à un contrôle, il aurait de quoi remplir plusieurs carnets à souche. Défaut de permis de conduire, ébriété, absence manifeste de pare-brise et de bon sens seraient les moindres délits.

Même en pareil équipage, le premier film de Manuel Sanchez démarre sur les chapeaux de roues. Les hauts et bas, faits et méfaits, de ses « arcadiers », gribouilles à la mode du Val-de-Loire, de réverbères de coin de zinc en minables casses de rouleur de quiver via le kidnapping raté de Bernadette Soubirous transformée en radeau auto-moteur, carburant à la verve souriante et à la déglutition sans poncifs, avec un bel élan.

Puis les trois zozos (Simon de La Brosse, Dominique Pinon - à juste titre de plus en plus présent sur les écrans - et Charles Schneider découvert avec plaisir) décident, sans un sou, de partir pour le Bré-

sil. Bon. En panne de tout après quelques kilomètres, ils sont pris à l'abandon par une auto-stoppeuse fantasque, généreuse de ses charmes et de procédés délictueux pour renflouer les finances.

C'est Géraldine Pailhas, inconnue soudain à l'affiche de deux films sortis le même jour. On apprend moins sur son anatomie que dans la *Neige et le feu* (il fait un froid de gueux au pays des *Arcadiers*), et plus sur ses talents d'actrice. Mais à nouveau le carburant, et le scénario, s'épuisent.

Manuel tente bien un ultime ravitaillement en vol avec l'arrivée tonitruante d'Yves Afonso en taulard obèse par Johnny Halliday, la mécanique est usée, le charme ne fonctionne plus. La sainte et les Pieds Nickelés iront jusqu'à Saint-Nazaire, mais le film prend l'eau, le charme est brisé. Successeur putatif d'Eric Rochant (*Un monde sans pitié*) et de Christian Vincent (*la Disgrâce*) dans l'écure du producteur-découvreur Alain Rocca, Manuel Sanchez ne réussit pas entièrement l'opération « coup d'essai-coup de maître » de ses prédécesseurs. Mais il reste à l'évidence un cinéaste à ne pas perdre de vue.

JEAN-MICHEL FRODON

EN BREF

Alain Crombecque, directeur du Festival d'Automne. - Le Conseil d'administration du Festival d'Automne a entériné la nomination au poste de directeur d'Alain Crombecque, qui devrait prendre ses fonctions à la rentrée prochaine. Actuellement à la tête du Festival d'Avignon, il en assure la direction jusqu'à la fin de son mandat, à l'été 1992, et devrait en assurer la programmation pour 1993, aucun successeur ne lui étant encore officiellement désigné.

Les grands prix de l'Académie du jazz. - Sous la présidence d'honneur de Stéphane Grappelli, l'Académie du jazz a décerné ses grands prix annuels 1991-1992. Le prix Django Reinhardt a couronné l'accordéoniste Richard Galliano ; l'album *Form* du trompettiste Tom Harrell a obtenu l'Oscar 1992, le

Prix du jazz moderne récompensant ceux de Kenny Kirkland et du Very Big Carla Bley Big Band. Le Prix de la découverte revient au pianiste Gonzalo Rubalcaba, celui de la redécouverte au saxophoniste Anthony Ortega. Le prix Boris Vian revient au trio Louis-Thomas-Clarke et à Arnaud Mattet. Le Jury a accordé son prix spécial à la collection « Masters of Jazz ».

Kleist en colloque. - La Fondation Deutsch de la Meurthe accueille, le mardi 16 décembre à Paris, un colloque sur Kleist organisé par le Goethe Institut, avec la participation notamment de Claude Coullon, Bernard Dort, Françoise Davoine et Jean-Pierre Lefebvre.

► 37, bd Jourdan, 75014. Paris. Entrée libre.

La seconde jeunesse d'un opéra-gouffre

MANAUS

de notre envoyé spécial

Sa couleur ocre et son dôme multicolore étaient à la fin du siècle dernier un symbole : celui de la richesse d'une ville amazonnienne alors à son zénith. Après l'Opéra de Manaus a retrouvé sa superbe, même si la ville qui l'entoure n'en a plus guère. Il a fallu 14 millions de dollars et quatre ans de travaux pour le restaurer, mais sa réouverture, au mois de mars dernier, a été rendue impossible par l'adoption du premier plan de stabilisation économique.

Finement décoré de marbres importés et de masques vénitiens, doté d'une coupole richement peinte et d'un somptueux rideau de scène portugais représentant la rencontre des eaux de l'Amazonie, le Théâtre de

Manaus a accueilli, au mois d'août dernier, l'Opéra de Lyon, qui présentait une fantaisie lyrique de Maurice Ravel, *l'Enfant et les sortilèges*. Depuis lors, le personnel (trois chefs d'orchestre, une chorale de cent-vingt personnes et une vingtaine de techniciens) sont employés à des spectacles moins prestigieux.

Écoles de théâtre, groupes folkloriques ou simples ensembles musicaux se produisent ainsi à deux pas de la salle de musée où l'on trouve un mini-écritoire destiné à faciliter aux divas la signature d'autographes et les programmes de la Belle Époque. Les six cent cinquante-quatre fauteuils de bois précieux et de velours rouge sont toutefois rarement tous occupés, même si le prix des places pour ces spectacles ne dépasse pas souvent celui d'un ticket de cinéma. Les délinquants, autrefois condam-

nés à travailler dans l'enceinte du théâtre, ne sont plus là pour faire baisser les coûts de fonctionnement d'un édifice qui engouffre, pour son maintien en état, plus de 100 000 dollars par mois (environ 800 000 francs).

Le directeur, M. Gilson Albano, qui prévoit la prochaine venue de Pavarotti, rêve surtout de la prochaine célébration du centenaire du Théâtre, en 1996. Des fêtes sont d'ores et déjà au programme dans un environnement qui reconstituerait les fastes d'antan. Plus pragmatique, même s'il soutient l'Opéra, le gouverneur de l'État de l'Amazonas, M. Gilberto Mestrinho, termine, lui, la construction d'un palais de béton de 27 000 places assises, futur centre des congrès de Manaus. Autre époque...

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

CINÉMA

RÉGION PARISIENNE

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE ÉQUESTRE ZINGARO) (48-04-38-48). Opéra d'été : 20 h 30, dim. 17 h 30.

AUBERVILLIERS (THÉÂTRE DE LA COMMUNE) (48-34-67-87). Petite salle. Des sables de paix ; toutomitis pour acteurs, bestiaux et musiciens : 20 h 30, dim. 17 h 30.

BOULOGNE-BILLANCOURT (THÉÂTRE) (46-03-60-44). Le Barbier de Séville : 20 h 30, dim. 15 h 30.

CHATELAIN-MALABRY (THÉÂTRE DE L'ÉCOLE CENTRALE) (46-83-75-30). Amisong : 20 h 30, dim. 16 h.

CHATELAIN-MALABRY (THÉÂTRE DU CAMPAGNOLI) (46-81-33-33). Lecture : 17 h. La Maison d'oe : 20 h 30.

CRÉTET (MAISON DES ARTS) (49-30-20-30). Petite salle. Les Guerres électroniques : 20 h 30, dim. 15 h.

GENGHEN (THÉÂTRE DU HALL-GARNIER) (34-12-85-88). La Pêche miraculeuse des 153 poissons : 20 h 30.

HERMONT (THÉÂTRE PIERRE-FRESNAY) (34-15-09-48). Offenbach ou l'opéra ? : 21 h.

LES REUX (CC DES BORDS-DE-SEINE) (46-44-28). Les Cinq Dames d'Alger : 18 h et 20 h 30.

14 (43-36-30-40);
 AU CARMELA (Esp., v.o.): Lestrade, 41
 (42-78-47-48); Lucernière, 65 (45-44-
 44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-100-101-102-103-104-105-106-107-108-109-110-111-112-113-114-115-116-117-118-119-120-121-122-123-124-125-126-127-128-129-130-131-132-133-134-135-136-137-138-139-140-141-142-143-144-145-146-147-148-149-150-151-152-153-154-155-156-157-158-159-160-161-162-163-164-165-166-167-168-169-170-171-172-173-174-175-176-177-178-179-180-181-182-183-184-185-186-187-188-189-190-191-192-193-194-195-196-197-198-199-200-201-202-203-204-205-206-207-208-209-210-211-212-213-214-215-216-217-218-219-220-221-222-223-224-225-226-227-228-229-230-231-232-233-234-235-236-237-238-239-240-241-242-243-244-245-246-247-248-249-250-251-252-253-254-255-256-257-258-259-260-261-262-263-264-265-266-267-268-269-270-271-272-273-274-275-276-277-278-279-280-281-282-283-284-285-286-287-288-289-290-291-292-293-294-295-296-297-298-299-300-301-302-303-304-305-306-307-308-309-310-311-312-313-314-315-316-317-318-319-320-321-322-323-324-325-326-327-328-329-330-331-332-333-334-335-336-337-338-339-340-341-342-343-344-345-346-347-348-349-350-351-352-353-354-355-356-357-358-359-360-361-362-363-364-365-366-367-368-369-370-371-372-373-374-375-376-377-378-379-380-381-382-383-384-385-386-387-388-389-390-391-392-393-394-395-396-397-398-399-400-401-402-403-404-405-406-407-408-409-410-411-412-413-414-415-416-417-418-419-420-421-422-423-424-425-426-427-428-429-430-431-432-433-434-435-436-437-438-439-440-441-442-443-444-445-446-447-448-449-450-451-452-453-454-455-456-457-458-459-460-461-462-463-464-465-466-467-468-469-470-471-472-473-474-475-476-477-478-479-480-481-482-483-484-485-486-487-488-489-490-491-492-493-494-495-496-497-498-499-500-501-502-503-504-505-506-507-508-509-510-511-512-513-514-515-516-517-518-519-520-521-522-523-524-525-526-527-528-529-530-531-532-533-534-535-536-537-538-539-540-541-542-543-544-545-546-547-548-549-550-551-552-553-554-555-556-557-558-559-560-561-562-563-564-565-566-567-568-569-570-571-572-573-574-575-576-577-578-579-580-581-582-583-584-585-586-587-588-589-590-591-592-593-594-595-596-597-598-599-600-601-602-603-604-605-606-607-608-609-610-611-612-613-614-615-616-617-618-619-620-621-622-623-624-625-626-627-628-629-630-631-632-633-634-635-636-637-638-639-640-641-642-643-644-645-646-647-648-649-650-651-652-653-654-655-656-657-658-659-660-661-662-663-664-665-666-667-668-669-670-671-672-673-674-675-676-677-678-679-680-681-682-683-684-685-686-687-688-689-690-691-692-693-694-695-696-697-698-699-700-701-702-703-704-705-706-707-708-709-710-711-712-713-714-715-716-717-718-719-720-721-722-723-724-725-726-727-728-729-730-731-732-733-734-735-736-737-738-739-740-741-742-743-744-745-746-747-748-749-750-751-752-753-754-755-756-757-758-759-760-761-762-763-764-765-766-767-768-769-770-771-772-773-774-775-776-777-778-779-780-781-782-783-784-785-786-787-788-789-790-791-792-793-794-795-796-797-798-799-800-801-802-803-804-805-806-807-808-809-810-811-812-813-814-815-816-817-818-819-820-821-822-823-824-825-826-827-828-829-830-831-832-833-834-835-836-837-838-839-840-841-842-843-844-845-846-847-848-849-850-851-852-853-854-855-856-857-858-859-860-861-862-863-864-865-866-867-868-869-870-871-872-873-874-875-876-877-878-879-880-881-882-883-884-885-886-887-888-889-890-891-892-893-894-895-896-897-898-899-900-901-902-903-904-905-906-907-908-909-910-911-912-913-914-915-916-917-918-919-920-921-922-923-924-925-926-927-928-929-930-931-932-933-934-935-936-937-938-939-940-941-942-943-944-945-946-947-948-949-950-951-952-953-954-955-956-957-958-959-960-961-962-963-964-965-966-967-968-969-970-971-972-973-974-975-976-977-978-979-980-981-982-983-984-985-986-987-988-989-990-991-992-993-994-995-996-997-998-999-1000-1001-1002-1003-1004-1005-1006-1007-1008-1009-1010-1011-1012-1013-1014-1015-1016-1017-1018-1019-1020-1021-1022-1023-1024-1025-1026-1027-1028-1029-1030-1031-1032-1033-1034-1035-1036-1037-1038-1039-1040-1041-1042-1043-1044-1045-1046-1047-1048-1049-10

*"L'École nationale des beaux-arts
à l'Hôtel de Clugny, devant la 25^e
personnelle, 14 h 30, dans le 14^e,
au Mansarde (Monuments historiques)."*

*"Salons Louis XIII de l'Arsenal,
14 h 30, 1, rue de Sully (M.-G.)."*

*"La peinture française au Louvre ou
l'espace du Géricault," 14 h 30,
2, place du Palais-Royal (Europe).*

*"L'Opéra Garnier et les fêtes du
Second Empire," 14 h 30, dans le
salon d'encre (Carnavales de Paris),
14 h 30, 14 h 30, angle qui se
des jardins," 14 h 30, angle qui se
duileries/Pont Royal (Sauvegarde du
Paris historique).*

*"Le Musée de la gothique à Nîmes-
Garonne," 14 h 30, portail central (E.
Journan).*

*"Hôtels et jardins du Marais, place
des Vosges 14 h 30, sortie metro
Châtelet-Les Halles, 14 h 30, RER B,
Rue de la Vierge, 14 h 30, RER D,*

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 14 h 40, 6 rue du Faurou-Montmartre (Paris autofs),
« Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice », 15 heures, parvis de la cathédrale,
« La maison opéra », 15 heures, 5, rue du docteur Lancelotti (S. Rojourn.),
« Monnaie de Paris et son musée », 15 heures, 11, quai de Conti (Paris et son histoire),
« Espace du tableau et espace réel en Europe et aux États-Unis », 19 heures, Centre d'art moderne (Centre Georges-Pompidou).

CONFÉRENCES

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Pro- ble des sciences et des techniques pour le progrès : discours sur l'état d'un théologien marxiste et d'un pé- seur », par Mgr Julien (Académie des

«*Le passage des marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps*», 14 h 40, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris, autrefois).

«*Cryptes et souterrains de l'église Saint-Sulpice*», 15 heures, parvis de Saint-Sulpice (Paris).

«*La maison opéra*», 15 heures, 5, rue du docteur Lencaveaux (S. Rojan-Karn).

«*Le Monnaie de Paris et son musée*», 15 heures, 1, quai de Conti (Paris et son histoire).

«*Espace du tableau et espace réel en Europe et aux États-Unis*», 19 heures, 10, rue de la Harpe (centr. Georges-Pompidou).

CONFERENCES

23, quel de Conti, 14 h 45 : «*Progrès des sciences et des techniques et progrès éthiques*», quel de l'usage d'un théologien moraliste et d'un penseur, par Mgr Julien (Académie des sciences).

- « Les pelets à jupes en activité », 14 h 30, 14 h 45 et 16 h 30.
- « Les fleurs de France », 14 h 30, sous la direction de André Chénier, avec ses fleurs (Connaissance d'été et d'ailleurs).
- « L'Ecole nationale des beaux-arts et l'Hotel de Clugny » (finité à 22 h 30), 14 h 30, sous la direction de Jeanne Bonsparte (Monuments historiques).
- « Saisons Louis XIII de l'Armée », 14 h 30, 1, rue de Sully (M.-G. Labadie).
- « La peinture française au Louvre au temps de Géricault », 14 h 30, 2, place du Palais-Royal (Europ. Eccl.).
- « L'Opéra Garnier et les fêtes du Second Empire », 14 h 30, dans le hall d'entrée (Connaissance de Paris).
- « Les palais fantômes des Tuileries et ses jardins », 14 h 30, angle qui des Tuileries (Palais Royal (Sauvegarde du Paris historique).
- « Splendeurs du gothique à Notre-Dame », 14 h 30, portail central (E. Lomont).
- « Hôtels et jardins du Marais, place de la Vierge », 14 h 30, sous la direction de Jeanne Bonsparte (M.-G. Labadie).

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Progrès des sciences et des techniques et progrès éthiques : point de vue d'un théologien moraliste et d'un pasteur », par Mgr Julien (Académie des sciences morales et politiques).

ÉCONOMIE

Trois mille sept cent quarante-six suppressions de postes prévues

La fusée de la Régie

Le plan social que Renault va présenter officiellement jeudi 19 décembre n'est que la partie la plus visible de la stratégie d'ajustement des effectifs engagée par le constructeur automobile. Celle-ci ressemble à une fusée à trois étages. Le premier est classique. Présenté devant le comité central d'entreprise, il regroupe les mécanismes traditionnels (préventives, congés de conversion, incitations aux départs volontaires, aides à la mobilité interne) utilisés par les entreprises. Le deuxième étage, qui fera l'objet d'une autre réunion, l'est beaucoup moins. Il vise à développer le travail à mi-temps, une pratique que les entreprises françaises n'ont que rarement encouragée mais que Renault entend mettre à profit non pour réduire ses effectifs mais pour les renouveler. Car le groupe n'est pas seulement confronté à la nécessité de réduire l'emploi. Il doit également rejoindre un personnel dont le vieillissement s'est accéléré (l'âge moyen est de l'ordre de quarante-trois ans et il atteint quarante-sept ans à l'usine de Flins) du fait de l'absence de recrutement. Or, cette structure est difficilement compatible avec l'avènement de nouveaux modes d'organisation, seul moyen de tenir la dragée haute aux Japonais. La direction et les syndicats majoritaires (CFDT, FO, CFE-CGC) se sont donc mis d'accord pour proposer une forme de partage du travail, c'est-à-dire de l'emploi : deux personnes acceptent de travailler à mi-temps permettront l'embauche d'une troisième, à plein temps.

Pour fonctionner, un tel mécanisme suppose la mise à feu d'un troisième étage : obtenir du gouvernement qu'il garantisse sur plusieurs années un accroissement du nombre des préretraites, fort onéreux pour les finances publiques. Pour assurer le succès du travail à mi-temps (rémunéré, selon les conventions actuelles de l'automobile, à hauteur de 80 % du salaire à temps plein), il faut en effet que les personnes proches de cinquante-cinq ans aient la garantie que, parvenues à cet âge, elles pourront bénéficier d'une préretraite. On retrouve ici la concrétisation d'une idée avancée depuis plusieurs mois par les dirigeants du groupe : obtenir un volume suffisant de FNE en échange du maintien d'un flux d'embauches. Le gouvernement paraît, semble-t-il, disposé à jouer le jeu.

Au-delà de sa volonté d'améliorer la productivité, Renault cherche également à rassurer ses salariés en dédramatisant le débat autour de l'ajustement des effectifs. Une façon d'améliorer un climat social encore incertain après les récentes grèves de Clon et du Mans.

JEAN-MICHEL NORMAND

Renault souhaite étendre le travail à mi-temps

La direction de Renault annonce la suppression de 3 746 postes de travail en 1992 lors du comité central d'entreprise qui doit se réunir le 19 décembre. Ce chiffre, qui ne constitue pas une surprise, traduit un ralentissement du rythme de réduction des effectifs. L'an passé, le groupe automobile avait fait état de la nécessité de supprimer 4 620 emplois, ce qui supposait autant de départs de l'entreprise. Pour 1992, le chiffre est inférieur et il porte désormais sur des suppressions de poste.

La différence entre ces deux notions recouvre une innovation majeure. Renault va en effet établir un lien direct entre le développement du travail à mi-temps et l'embauche de nouveaux salariés. Le constructeur espère réaliser deux cent cinquante recrutements, ce qui suppose que cinq cents salariés actuels acceptent un emploi à mi-

temps. Une façon d'amorcer un renouvellement du personnel. Toutefois, le développement du travail à mi-temps ne sera pas abordé au comité central d'entreprise du 19 décembre. Celui-ci sera consacré au plan social, qui comprendra les traditionnels instruments d'ajustement (1 800 départs en préretraite, soit quelque 500 de moins qu'en 1991, des congés de conversion, des aides au départ volontaire). Renault entend également mettre un accent particulier sur le développement de la mobilité interne. Ce n'est que si ces instruments s'avèrent efficaces que le groupe pourra éviter les licenciements « secs ».

1992 se traduira comme prévu par la fermeture définitive de l'usine de Billancourt, dont les effectifs sont passés de 4 000 personnes fin 1989 à 1 200 aujourd'hui. Compte tenu des 2 346 départs intervenus en

1990, l'ensemble des effectifs du constructeur automobile devrait être ramené aux alentours de 60 000 personnes fin 1992, soit une baisse de 37 000 emplois en huit ans.

Alors que la direction et les autres syndicats se refusent à tout commentaire, la CGT - désormais minoritaire chez Renault - a estimé, vendredi 13 décembre, que « l'annonce de suppressions d'emploi ne peut qu'attiser le mécontentement qui a porté les luttes de Clon et du Mans ».

J.-M. N.

Huit cents emplois seront supprimés à la direction des douanes

Sur les 2 500 emplois « rendus disponibles » à la direction des douanes par la suppression, au 1^{er} janvier 1993, des frontières douanières et fiscales, 800 emplois seront finalement supprimés tandis que les 1 700 autres seront « redéployés ». Telle est l'une des décisions adoptées, jeudi soir 12 décembre, par MM. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, et Michel Charasse, ministre du budget, à l'occasion de la réunion du comité technique paritaire ministériel (CTPM) consacré à la modernisation du ministère de l'économie. Cette instance consultative rassemble à parité les représentants de l'administration et les délégués du personnel. En vue de l'adaptation à la nouvelle donne fiscale communautaire, il a été confirmé que - suivant

les suggestions du rapport rendu en octobre par M. Pierre Cosigny - la gestion de la TVA sur les échanges intracommunautaires, jusqu'ici assurée par les services douaniers, sera transférée le 1^{er} janvier 1993 à la direction générale des impôts (DGI). La gestion des contributions indirectes sera, quant à elle, confiée aux services des douanes (le Monde du 6 novembre). A l'occasion de ces transferts, le ministre de l'économie a précisé que « toutes les dispositions utiles ont été prises pour garantir les droits des agents ».

Parmi les 1 700 emplois « redéployés », 800 seront affectés à la DGI et 750 aux douanes afin d'améliorer les services rendus aux usagers, renforcer la sécurité du territoire national et soulager les services dans les zones où la charge de travail est la plus lourde (région parisienne).

V. D.

Les députés de Strasbourg refusent les coupes budgétaires

Le Parlement européen bloque l'assistance à l'ex-URSS

STRASBOURG (Communautés européennes)

En bloquant, jeudi 12 décembre, à une large majorité une partie de l'aide prévue à l'ancienne Union soviétique et aux pays de l'Est dans le budget communautaire pour 1992, le Parlement européen est entré en conflit avec les gouvernements membres pour la première fois depuis des longues années. M. Piet Dankert, secrétaire d'Etat néerlandais chargé du dossier et président en exercice des Douze, a annoncé qu'il porterait l'affaire devant la Cour européenne de justice si un compromis n'intervenait pas avant la fin décembre. Face aux besoins croissants de l'ex-URSS et des pays de l'ex-bloc communiste, la Communauté a répondu au coup par coup, et les crédits en faveur de l'Europe centrale et orientale ont été triplés en trois ans. Il est prévu qu'ils atteignent 4 milliards d'écus en 1992, sans compter les 250 millions d'écus

annoncés au sommet de Maastricht en faveur de Moscou et Saint-Petersbourg. Pour honorer de tels engagements, les Douze ont prélevé des fonds destinés normalement au financement d'actions auxquelles l'Assemblée est particulièrement attachée (culture, formation, protection des consommateurs, social, etc.) (le Monde du 26 octobre).

En signe de protestation, le Parlement a placé dans une réserve une partie de l'aide envisagée pour les pays concernés, soit 400 millions d'écus destinés à financer des actions d'assistance technique. Afin de bien montrer qu'il ne s'agit pas de s'opposer aux changements à l'est du continent, l'Assemblée a inscrit 460 millions d'écus supplémentaires dans la réserve qu'elle a constituée pour soutenir l'évolution en cours. Au total, l'enveloppe mise de côté atteint 1,2 milliard d'écus, ce qui permettrait d'augmenter les crédits destinés à d'autres politiques communautaires.

MARCEL SCOTTO

Face à l'aggravation de la pénurie

La CEE va envoyer des vivres à Moscou et à Saint-Petersbourg

La Commission européenne, suivant ainsi les directives données par le sommet de Maastricht, vient de soumettre aux Douze un programme d'urgence de 200 millions d'écus, soit 1,4 milliard de francs, en faveur de Moscou et de Saint-Petersbourg. Les ministres des affaires étrangères, qui se réunissent lundi 16 décembre à Bruxelles, devraient donner leur feu vert. La Commission a mobilisé ses services de telle façon que les premiers livraisons, correspondant à une aide alimentaire d'urgence de 5 millions d'écus (35 millions de francs) puissent être acheminées dès les prochains jours. Pour la seconde tranche de ce « programme des villes » (45 millions d'écus ou 315 millions de francs), la Commission demandera aux États membres de mettre à sa disposition des moyens militaires de transport. Les produits ainsi fournis seront prélevés sur les stocks de la CEE.

Selon M. Guennadi Bourbous, vice-premier ministre de la République de Russie et l'un des principaux adjoints de M. Boris Eltsine, le maintien du calme dans les grandes villes dépendra de deux conditions : la rapidité avec laquelle arrivera l'aide extérieure ; la capacité du nouveau pouvoir à « neutraliser les couches revan-

chardes qui, en Russie, sont opposées à toute réforme ». En décembre 1990, le Conseil européen de Rome avait décidé un programme d'aide alimentaire de 250 millions d'écus en faveur de l'URSS (1,750 milliard de francs). Les événements politiques ont retardé sa mise en œuvre, si bien que, sur 88 000 tonnes de produits alimentaires devant être livrées, seulement 26 000 tonnes ont été acheminées. De même, les formalités ayant trait à une garantie de crédit de 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs), également décidée à Rome, viennent à peine d'être achevées ; les opérations commerciales liées à ce crédit vont pouvoir commencer.

Lundi 16 décembre, les Douze devraient pouvoir définitivement approuver un prêt de 1,250 milliard d'écus (8,75 milliards de francs) aux Républiques ex-soviétiques, dont le principe avait été décidé en octobre dernier. Un programme d'assistance technique de 400 millions d'écus (2,8 milliards de francs) est en cours d'exécution. Un nouveau programme d'assistance technique, au titre de l'année 1992 et portant sur un montant de 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs), devrait bientôt être approuvé par les Douze.

PHILIPPE LEMAITRE

SAUR va reprendre la distribution d'eau de Gdansk

La SAUR, filiale du groupe Bouygues, troisième société française de gestion de l'eau avec un chiffre d'affaires de 7 milliards de francs, vient d'obtenir le contrat de distribution de l'eau et d'assainissement pour la ville de Gdansk (600 000 habitants). Selon un accord, ratifié mardi 10 décembre par le conseil municipal, une société de droit polonais, dont Saur détient 51 % et la ville de Gdansk 49 %, assurera ces tâches à compter du 1^{er} janvier 1992, à la

place de la société d'Etat OPWIK, dont elle reprendra les salariés (comme cela se passe en France). Elle prendra en affermage le système de traitement et le réseau de distribution d'eau potable ainsi que l'épuration des eaux usées ; elle assurera la remise en état et l'entretien des installations en réorganisant la tarification. En revanche, en attendant les résultats d'une étude de la BERD, il n'est pas prévu de nouveaux investissements.

L'Ukraine fait imprimer en France des « coupons réutilisables »

Le Canada est toujours le seul État occidental à avoir reconnu l'Ukraine, mais c'est en France que sont imprimés les coupons « réutilisables » que l'Ukraine veut distribuer, dès 1992, aux employés du secteur d'État - presque toute la population - pour l'équivalent d'un quart du salaire. Ils serviront à l'achat de produits de première nécessité, théoriquement en accompagnement des roubles. Ces coupons, frappés en filigrane de l'emblème ukrainien, ne sont pas considérés comme la future monnaie ukrainienne, que Kiev se serait engagée, selon les Russes, à ne pas émettre comme prévu en 1992 (le Monde du 14 décembre). La Biélorussie a pris un engagement semblable et a décidé d'émettre elle aussi des coupons réutilisables à hauteur, déjà, de 87,7 % des salaires. Mais, pour les coupons ukrainiens, la CGT s'en est mêlée.

Depuis le 18 novembre, l'imprimerie nationale du timbre à Pétersbourg, nous indique notre correspondant technique. Mais, pour les coupons ukrainiens, la CGT s'en est mêlée.

pour l'occasion et qui doit, selon le contrat, produire sept cent millions de coupons, soit un peu plus d'une trentaine pour chaque salarié ukrainien. Pratiquement, l'imprimerie doit fournir sept millions de coupons par jour pendant une durée de trois mois. Ils sont imprimés, en caractères cyrilliques, au rythme d'un déroulé de cent cinquante mètres à la minute.

L'obtention de ce marché par l'imprimerie du timbre a entraîné des débrayages à l'initiative de la CGT. La syndicat, qui dénonçait depuis des mois les sous-effectifs à l'intérieur de l'usine, s'est opposé à la mise sur pied de brigades sous le régime des 2 x 8. Devant la fermeté de la CGT, les responsables de l'imprimerie ont lâché du lest. A compter de cette semaine, les fameux coupons ne sont plus fabriqués que par des volontaires. Ce qui devrait allonger sensiblement la durée de la production. La mise en place du système imaginé pour prêter les Ukrainiens contre l'hyperinflation prévue en Russie sera retardée d'autant.

Premier groupe d'enseignement privé

Educinvest rachète 43 % de Concept à ses fondateurs

Le cordon est coupé. Concept, le groupe de services informatiques repris il y a un peu plus d'un an par Altus Finance (filiale du Crédit lyonnais) à la suite de graves difficultés financières, a désormais rompu tous les liens avec son ancien président, M. Olivier Spire. Le cercle de fondateurs - parmi lesquels figure bien entendu M. Spire - vient en effet de céder la participation de 43 % qu'il détenait encore dans la société de services informatiques, via le holding BLS. Cette cession, annoncée vendredi 13 décembre par un communi-

qué du groupe, s'effectue au profit d'Eduinvest, le numéro un français de l'enseignement privé, qui devient ainsi le deuxième actionnaire de Concept derrière Altus Finance. La participation de la filiale du Crédit lyonnais reste inchangée à 55 %.

Eduinvest, qui contrôle notamment Pigier et le groupe Ecole des cadres et qui a réalisé l'an passé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs, poursuit opérer un rapprochement avec CCMC, filiale de Concept, déjà présente dans le domaine de la formation.

Gardini trouve trois associés pour son holding agro-industriel

Pour se développer dans l'agro-alimentaire et les matières premières, M. Raul Gardini crée un holding agro-industriel en s'associant au groupe américain Archer Daniel Midland (spécialisé dans la transformation de protéines et la fabrication d'éthanol), à Tate and Lyle (premier fabricant de sucre britannique) et à CIP (holding du groupe luxembourgeois Amynon, numéro trois européen de l'amidon). L'ex-président de Ferruzzi a précisé, jeudi 12 décembre à Venise, que chacun des trois associés détient 33 % du nouvel holding Gardini et Associati (GEA), à hauteur de 15 millions de dollars chacun (80 millions de francs). La Société centrale d'investissements (SCI) de MM. Gardini et Vernet détient 80 % de GEA et la Gardini SPA, les 5 % restants.

Ces trois nouveaux partenaires sont dans les mêmes métiers qu'Ediciana-Béghin Sey, pôle agro-industriel de Ferruzzi, groupe dirigé par M. Gardini jusqu'à son éviction voici six mois. GEA reprendra la participation de 73,3 % de la nou-

velle société holding financière contrôlant le Cacao Barry et Vital-Sogéviande, constituée avec la Compagnie financière Sucres et dérivés, présidée par M. Serge Varsano. Il possédait également 16,6 % de la Compagnie financière Sucres et dérivés.

Rhône-Poulenc Rorer emprunte 300 millions de dollars

Rhône-Poulenc Rorer (RPR), branche pharmaceutique du numéro un français de la chimie, va émettre pour 300 millions de dollars (1,65 milliard de francs) d'actions préférentielles sur le marché financier. Le produit de cette opération sera affecté au remboursement partiel de sa dette. Le refinancement, qui devrait débuter le 19 décembre, ne changera pas la répartition du capital de Rhône-Poulenc Rorer, qui restera contrôlée à 67 % par Rhône-Poulenc. Les actions préférentielles (sans droits de vote) seront émises sur le

Excédent de la balance allemande des capitaux

La balance allemande des capitaux a enregistré en octobre un excédent de 1,962 milliard de deutschemarks (8,6 milliards de francs) contre un déficit de 812 millions de marks en septembre (2,7 milliards de francs), a annoncé le 13 décembre la Bundesbank sur la base de chiffres provisoires.

Cet excédent a pour origine un surplus de 7,795 milliards de marks de la balance des capitaux à long terme, diminué par un déficit de 5,833 milliards de marks de la balance des capitaux à court terme. Sur les dix premiers mois de l'année, la balance des capitaux excédait de 20 milliards de marks. Durant la même période de 1990, elle montrait un déficit de 88 milliards de marks. La balance des paiements a, quant à elle, dégagé en octobre un excédent de 689 millions de marks.

«Market auction preferred shares» avec un dividende initial de 4,30 %

Ce marché spécifique n'a pas d'équivalent en France. Il est surtout utilisé par des investisseurs américains pour des placements de courte durée. Rhône-Poulenc Rorer résulte de la fusion en 1990 de la division pharmaceutique du chimiste français et de la firme américaine. Pour réduire le poids de sa dette, le groupe pharmaceutique a mis en œuvre un programme de cession, qui a déjà rapporté 220 millions de dollars en liquide.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 9 AU 13 DÉCEMBRE

PARIS

Le pire évité?

+0,58 %

Après trois semaines de mauvais temps, le soleil s'est remis soudain à briller ces derniers jours de l'année. Mais ce changement de temps ne s'est pas opéré instantanément. Une pluie rude et froide avait encore, durant les deux premières semaines, glacé la place financière parisienne. Aussi bien, sous le choc des lourds dégâts occasionnés par la mini-tempête essuyée depuis la mi-novembre, les boursiers décontenancés s'interrogeaient sur le caractère de l'amélioration constatée. Simple accalmie dans un vaste champ dépressif ou amorces d'un retour vers des zones de plus haute pression?

Déprimantes! Il n'y a pas d'autre adjectif pour qualifier les deux premières semaines passées sous les lambris cette semaine, encore ponctuées par de sévères mouvements de baisse, l'un de 0,94 %, l'autre de 1,59 %, qui portaient à près de 5 % la dernière chute des valeurs françaises, interrompue depuis le 4 décembre dernier et que rien ne semblait capable d'arrêter. Et pourtant, mercredi, quelques rayons du soleil parvinrent à percer la couche nuageuse, si bien même qu'un court instant, la température remonta de 1,20 %. Finalement, le mercure devait se bloquer à 0,53 % seulement au-dessus de son niveau de la veille. Sans doute pour mieux rebondir. Jeudi, sa hausse atteignit 1,58 %. Etait-ce fini? Pas encore. Pour le vendredi 13, elle fut encore de 1 %. Bref, d'une semaine à l'autre, l'indice CAC 40, véritable

coeur du thermomètre boursier, s'est réajusté de 0,58 %.

Trois sujets de préoccupation

Banale reprise technique ou redressement fondé sur un certain optimisme? Difficile de répondre, mais deux constats s'imposent, qui semblent accorder la première de ces deux thèses. Il faut d'abord bien noter qu'entre le 15 novembre et le 11 décembre, l'hémorragie des cours avait été violente (près de 12 % de baisse en moyenne). Les lois naturelles du marché ont donc fonctionné et la correction a été d'autant plus importante et rapide que le mouvement précédent avait été excessif. Nul secours n'est venu de l'extérieur. Du reste, à y regarder de près, aucune nouvelle n'est parvenue cette semaine de nature à inverser le cours inquiétant des événements.

L'économie, le franc et le chômage sont les trois principaux sujets de préoccupation de la Bourse et ils le restent. Pour commencer, la croissance est toujours au point mort. La Maison Blanche bat sa coulpe. Elle reconnaît s'être trompée sur la reprise de la croissance et le rythme de l'expansion pour 1992 s'annonce si faible que des mesures d'aide aux classes moyennes américaines pourraient être annoncées dès le début du mois de janvier.

Même s'il n'est plus couramment admis que les États-Unis demeurent la locomotive de la planète, la situation n'est pas beaucoup plus enviable dans les autres pays industrialisés. Et

plutôt rose jusqu'ici, l'OCDE révisait ses prévisions en baisse. Selon l'Organisation, la croissance moyenne dans les vingt-quatre pays membres n'excéderait pas 2,2 % au lieu des 2,9 % escomptés. De son côté, le théâtre des changes a continué inlassablement de donner l'effroyable spectacle du tournoiement pervers des monnaies (chute du dollar, hausse du deutschemark, affaiblissement du franc), avec son corollaire, la hausse des taux. Sauf imprévu, aucune amélioration n'est prévisible sur ce front-là, non plus dans un avenir immédiat.

Un peu dérisoire

Le chômage? Dans un rapport sur la politique de désinflation compétitive menée par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, l'OCDE (Observatoire français de conjonctures économiques) est catégorique : celle-ci ne résoudra pas de façon significative les problèmes de l'emploi dans les années à venir.

A quel espoir la Bourse pourrait-elle bien, dans ces conditions, se raccrocher, quand en plus, à l'est, la disparition de l'Union soviétique et la création d'une nouvelle Communauté d'États indépendants posent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent? Que dire enfin du sauvetage réalisé par la CREDOC, dont il ressort qu'entre 1981 et 1990 le nombre de Français inquiets a doublé, pour représenter 28 % de la population.

Le marché ne pouvait certes pas ignorer le sommet de Mas-

tricht, mais l'accord conclu sur l'unité monétaire à l'horizon de 1999 lui est apparu un peu dérisoire au regard de ces bouleversements très fin de siècle. Alors le pire a-t-il été quand même évité?

Les professionnels refusent d'analyser ainsi la situation. Selon eux, l'optimisme de Wall Street et de Tokyo est communicatif. Pour les uns, « la Bourse joue une baisse (hypothétique) des taux en 1992 », pour les autres, elle vise déjà « un changement de majorité et le départ du président François Mitterrand ». Mais, pour être très franc, c'est le feu le plus total. Pour cause : personne ne sait rien du devenir de la planète. M. John Kenneth Galbraith, le plus célèbre des économistes américains, en est persuadé. S'exprimant récemment devant la commission budgétaire de la Chambre des représentants sur le bien-fondé de croire que la récession se terminera bientôt d'elle-même, il a notamment déclaré que les partisans de cette thèse « se partagent entre ceux qui ne savent pas et ceux qui ne savent pas qu'ils ne savent pas ».

Preuves en tout cas du très grand malaise ambiant : la rue de Bercy a décidé de surseoir à la privatisation partielle d'Elf-Aquitaine pour ne pas rééditer la douloureuse expérience du Crédit local de France, qui se souviendra de son baptême du feu avec d'entrée de jeu une baisse de 8,1 % sur le prix d'offre. L'action du CLF s'en est encore mal remise.

ANDRÉ DESSOT

NEW-YORK

Amélioration

+0,97 %

Après cinq semaines d'alignement lent mais régulier, Wall Street s'est légèrement ralenti cette semaine (près de 1 %), parvenant tout juste à effacer un quart de ses dernières pertes. Mais la grande Bourse new-yorkaise a néanmoins réussi à se hisser au-dessus de la barre des 2 900 points, en deça de laquelle elle était retombée.

Bien que l'état de santé de l'économie américaine reste assez inquiétant, les investisseurs ont relativement bien réagi aux dernières statistiques pour novembre. La modeste reprise des ventes au détail, l'inflation très sage, voire la diminution des demandes d'indemnités chômage pour la dernière semaine de novembre, encore que celle-ci ne soit guère significative en raison de la célébration du Thanksgiving Day, ont quelque peu décapé le marché.

Il n'empêche que la communauté financière a pris bonne note du message de la Maison Blanche. En bref, le président Bush et son administration reconnaissent s'être lourdement trompés sur l'ampleur de la reprise attendue. Il ne faut donc s'attendre à aucun miracle pour 1992, d'où la mise en chantier de mesures d'allègements fiscaux pour les classes moyennes, destinées à soutenir la croissance et

dont la teneur sera rendue publique début janvier. D'où la persistance d'une certaine nervosité. Autrement dit, les investisseurs institutionnels, qui ont finalement réalisé une bonne année, sont prêts à vendre au moindre signal d'alarme pour ne pas tout gâcher. Pour les analystes, la résistance au-dessus du seuil psychologique de 2 850 points semble indiquer que la baisse touche à sa fin, du moins dans le court terme.

Indice Dow Jones du 13 décembre : 2 914,36 (c. 2 836,40).

	Cours 6 déc.	Cours 13 déc.
Alcoa	58 5/8	57 3/8
AT&T	37 3/8	38 1/8
Boeing	43	43
Chase Man. Bank	14 7/8	15 3/4
Du Pont de Nemours	44 7/8	44 3/8
Eastman Kodak	46	45 3/4
Exxon	57 1/4	58
Ford	23 7/8	25 1/4
General Electric	63 7/8	67 3/4
General Motors	29	28 1/2
Goodyear	48 1/4	48 1/8
IBM	89	88
ITT	51 1/2	51 5/8
Mobil Oil	64	64 7/8
Pfizer	69 1/2	73 3/4
Schlumberger	61 1/4	63 3/8
Tosco	57 3/8	58
UAL Corp. (ex-Alleg)	116 3/4	127 1/4
Union Carbide	17 1/4	17 1/2
United Tech.	46 3/8	48 1/4
Westinghouse	15	15 3/8
Xerox Corp.	63 1/2	65 3/4

TOKYO

Coup de frein à la baisse

+1,38 %

Il aura suffi d'une séance et d'un bond spectaculaire de 1 042,33 points vendredi (4,8 %) pour que la Bourse de Tokyo mette un terme à un mois de repli ininterrompu. Grâce à cette dernière séance, la semaine se solde par un bilan positif de 309,84 points à 27 754,90, soit une progression de 1,38 % d'un vendredi sur l'autre. Le volume moyen de titres échangés quotidiennement a été de 321,5 millions de titres cette semaine, contre 218,4 millions de titres au cours de la précédente période.

Le marché avait pourtant mal débuté la semaine. Lundi, le débouchage des opérations à terme du vendredi 13 décembre commençant déjà à peser sur le climat. Le volume de transactions enregistré ce jour-là fut le plus faible depuis le 28 mai 1984, avec 136,2 millions de titres. L'indice abandonna 0,41 %. Mardi, le Nikkei glissa toujours sous la pression de ventes d'arbitrage (-1,79 %). Mercredi, poursuite du mouvement - jusqu'au plus bas niveau de l'année, au cours de la séance, à 21 123,90 points - avant une reprise de dernière minute qui ramena les pertes de l'indicateur à 2,03 %. Un sur-

saut technique jeudi a mis fin à six séances consécutives de baisse, et l'indice regagna 0,98 %. Vendredi, après des opérations techniques d'arbitrage sur indice boursier liées au débouchage, les intervenants se sont livrés à « des achats de panique », de peur de rater une reprise technique après plusieurs semaines de repli.

« Maintenant que le débouchage des contrats est passé, il n'y a plus de facteurs négatifs en vue et le sentiment du marché devrait rester positif la semaine prochaine », commentait un opérateur. « L'instabilité en Union soviétique et une possible démission du président Mikhail Gorbachev ont déjà été intégrés dans les cours », ajoutait-il. Indices du 13 décembre : Nikkei, 27 754,90 (c. 22 445,06); Topix, 1 726,15 (c. 1 706,15).

	Cours 6 déc.	Cours 13 déc.
Akai	834	841
Bridgestone	1 080	1 060
Canon	1 400	1 440
Fuji Bank	2 440	2 500
Honda Motors	1 510	1 500
Matsushita Electric	1 400	1 440
Mitsubishi Heavy	673	691
Sony Corp.	4 250	4 180
Toyota Motors	1 460	1 510

Alimentation

	13-12-91	Diff.
Bégain-Soy	565	+ 17
Bougain	2 459	+ 24
BSN	84	+ 4
Carrefour	2 140	+ 4
Casino, G. Per.	133,30	+ 0,6
Guyonnet-Gasc.	1 335	inch.
LVMH	3 980	+ 5
Oliver	1 240	+ 0,5
Pernod-Ricard	1 201	+ 14
Promodes	2 685	+ 29
Saint-Louis	1 156	+ 8
Source Parrier	1 265	+ 30
Nestlé	35 000	+ 750

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	13-12-91	Diff.
AGF	450	- 8
AXA (ex-Cie Mid)	742	- 30
Bail Equipement	95,10	+ 9,90
Banque (C)	442	+ 24,50
Cedem	574	+ 44
CFI	154,20	+ 4
CFP	898	+ 2
CFI	297	+ 9,60
Chargeurs	881	+ 8
CPRI	240	+ 1
Eurafrance	1 280	+ 5
GAN	1 497	+ 22
Locobus	706	+ 34,90
Paribas	209,10	+ 5
Schneider	579	+ 5
Société générale	449,20	+ 16,70
Sovac	785	+ 28
Suez (C) fin.	281,00	+ 9,50
UAP	464,10	+ 12,90

Métallurgie, construction mécanique

	13-12-91	Diff.
Alpi	271,50	+ 37,50
Dassault Aviation	262,50	- 51
De Dietrich	1 427	- 3
Fives-Lille	310	+ 15
Peugeot	574	+ 11
SAGEM	1 579	- 21
Strafor, Facom	662	+ 36
Valeo	257	- 6
Vallourec	320	+ 8,50

Mines, caoutchouc

	13-12-91	Diff.
Géophysique	516	+ 23
Imetal	226,50	+ 8
Métaleurop	64,70	+ 1,3
Michelin	116,50	+ 1,4
RTZ	48,25	+ 1,6
ZCC	1,70	+ 0,07

Pétroles

	13-12-91	Diff.
BP-France	118,20	- 4,80
ELF-Aquitaine	374,90	- 0,30
Esso	587	- 54
Primeagaz	530	- 11
Soprop	340	+ 1
Total	961	- 25
Exxon (*)	313,50	+ 1,60
Petrofina	1 785	+ 65
Royal Dutch	434	+ 6,40

(*) Coupon de 3,10 F.

Filatures, textiles

	13-12-91	Diff.
Agache (Fin.)	782	- 99
BHV	666	+ 10
Danart	2 210	+ 5
DIC	2 610	+ 1,50
Gal. Labeyrie	1 420	+ 30
Nov. Galeries	445	+ 16
Printemps	812	- 26
ITT	4 585	- 26
La Redoute	20,40	+ 0,10
SCOA		

Matériel électrique

	13-12-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	536	+ 3
CSEE	192,5	+ 6,50
Générale des eaux	2 040	+ 60
Interchimie	646	+ 56
Labinal	708	- 11
Legrand	3 625	- 26
Lyon. des eaux	464,80	+ 1,38
Materiel	155,50	+ 5,50
Merlin-Gerin	482,80	+ 16,80
Moulines	146,60	- 0,70
SEB	1 650	- 20
Sest-Avivienne	1 650	- 22,50
Thomson-CSF	139,70	+ 1,20
IBM (*)	484	- 3,40
ITT	274,80	- 0,40
Schlumberger	274,80	- 3,30
Siemens	2 101	+ 13

(*) Coupon de 5,60 F.

Valeurs diverses

	13-12-91	Diff.
Accor	630	+ 11
Air liquide	440	- 2
Ajournari	2 388	+ 20
Bic	600	+ 35
Bis	270	+ 8
COOP	541	+ 17
Chab. Méd.	400,50	+ 6,50
Genève	298,28	+ 10,30
Euroland	135	+ 3,70
Europe 1	839	+ 9
Eurotunnel	38,20	+ 24
Groupe Ciel	451	- 27
Hachette	137,50	- 27
Havas	417,40	- 20,80
Marine Wende	283,50	- 1,50
Navigation mède	1 180	+ 1,75
Nord-Est	94,70	+ 7
L'Oréal	686	+ 7
Saint-Gobain	420,90	+ 0,10
Safran	960	- 1
Senlis Châtillon	214,50	+ 9,40
Shir Rossignol	793	+ 2

Bâtiment, travaux publics

	13-12-91	Diff.
Amit. d'entr.	980	- 62
Bouygues	504	+ 13,90
Ciments français	272,10	- 4
OTM	320	+ 0,10
Immo. Phénix	140,10	- 0,10
J. Lefebvre	780	+ 4
Lafarge-Coppée	312,30	+ 9,30
Paribas Act. A.	400	+ 2
SCIE-SB	206	- 1

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 décembre 1991

Nombre de contrats : 135 624.

COURS	ÉCHÉANCES			
	DÉC. 91	MARS 92	JUIN 92	SEPT. 92
Premier	106,64	106,96	107,70	-
+ bas	106,74	107,02	107,70	-
+ bas	106,52	106,78	107,60	-
Dernier	106,56	106,86	107,62	-
Compensation	106,56	106,84	107,54	107,44

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	6-12-91	9-12-91	10-12-91	11-12-91	12-12-91
RM	2 331 549	2 222 297	3 305 841	2 718 871	2 657 582
Comptant	5 318 300	4 816 129	4 801 144	6 633 153	7 765 251
Actions	142 441	84 862	154 213	176 450	166 798
Total	7 792 290	7 123 288	8 261 198	9 528 474	10 589 631

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

	11-12-91	10-12-91	09-12-91	08-12-91	07-12-91
Françaises	111,3	110,1	108,4	108,8	110,4
Étrangères	106,8	107,1	107	106,2	105,6

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	9-12-91	10-12-91	11-12-91	12-12-91	13-12-91
Général	459,5	455,4	450	453	464
CAC 40	1 663,37	1 636,93	1 645,56	1 671,62	1 688,27

Produits chimiques

	13-12-91	Diff.
Inst. Métrich	4305	- 70
Roussel Uclaf	1 820	- 11
Synthelabo	1 004	- 62
BAF	764	- 5
Bayer	935	inch.
Hoechst	757	- 11
Imperial Chemical	111,50	+ 1,80
Nordik Hydro	117,40	+ 2,40

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Valeurs	Hausse %	Valeurs	Baisse %
SFIM	+ 22,4	Mérol	- 37,3
CEGID	+ 16,1	Amor H.M.	- 24,6
Im. de Ciel	+ 12,7	CMC	- 24,6
Labinal	+ 10,3	Solomon	- 17,6
CESE	+ 9,9	Sor SA	- 16,5
Orclon	+ 7,6	Hachette	- 14,1
Salvator	+ 7,5	Sest-Avivienne	- 11,8
Interchimie	+ 7,1	Dassault Aviation	- 9,3
Bic	+ 6,2	ALSP	- 8,9
CPRI	+ 5,3	Bail Equip.	- 8,6
Robinson Ind.	+ 4,7	Immo. Phénix	- 0,1
Chab. Méd.	+ 4,6	Immo. Phénix	- 0,1
Via Baup	+ 4,2	Exp.	- 0,1
Eurotunnel	+ 4,1	Dassault Electr.	- 7,8

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Alcatel-Alsthom	2 083 104	1 102 049 1
Elf-Aquitaine	2 504 329	1 911 492 5
Source Parrier	1 091 133	863 028 2
Total Cat. B.	876 551	835 253 3
Anjourni Prieux	245 707	81 869 99
Thomson-CSF	594 398	505 672 3
Suez (C° de S)	1 201 902	461 206 3
Peugeot SA	775 313	428 415 7
B.S.N.	443 654	415 821 7
LVMH	98 617	380 840 2
Saint-Gobain	909 348	371 521 7
Carrefour	158 015	330 005 4
Eaux (Gén. des)	164 846	322 372 4
Paribas Act. A.	976 334	307 765 6

(*) Du vendredi 6 décembre 1991 au jeudi 12 décembre 1991 inclus.

Deux décisions du Conseil d'Etat

Les demandeurs d'asile ne peuvent être expulsés

Le Conseil d'Etat, vendredi 13 décembre, a annulé un arrêté préfectoral ordonnant la reconduite à la frontière d'un ressortissant ivorien qui était en attente d'une réponse à sa demande de bénéficier du statut de réfugié politique. La juridiction administrative a, en effet, estimé que, malgré l'absence de législation précise, le respect du droit d'asile impose que ceux qui le sollicitent puissent rester légalement en France en attendant qu'il soit définitivement tranché sur leur sort.

La France est envermée dans une législation pointillue. Pourtant, il est des domaines, essentiels pour la protection des libertés, où la réglementation est pleine de trous. Ainsi en est-il de la situation de ceux qui demandent à bénéficier du statut de réfugiés politiques. La convention de Genève de 1951, ratifiée par la France en 1954, ne s'intéresse qu'aux réfugiés et non pas aux demandeurs d'asile. La loi de juillet 1952, qui a créé l'Office français de protection des réfugiés et apatrides, ne dit rien non plus de la situation de ceux dont le cas est en cours d'examen. Celle-ci, en fait, n'est réglée que par une circulaire du premier ministre en date du 17 mai 1985, mais ce document n'a aucune valeur réglementaire.

Permettre l'application d'un principe constitutionnel

Cela a permis aux préfets, en s'appuyant sur les lois de 1986 et de 1990 qui les autorisent à reconduire à la frontière les étrangers en situation irrégulière, d'y procéder même dans le cas où ceux-ci avaient fait une demande d'asile politique. C'est ce qu'avait fait le préfet de l'Hérault à l'égard d'un ressortissant ivorien qui, après avoir résidé sept ans en France pour ses études, et après qu'une carte de séjour en qualité de salarié lui eut été refusée, avait demandé le droit d'asile avant que le préfet ne décide de l'expulser.

Le Conseil d'Etat, saisi de cette affaire, a décidé, vendredi 13, qu'il y avait là « excès de pouvoir » de la part du préfet. Pour bâtir cette nouvelle jurisprudence, il a suivi le raisonnement que lui proposait M. Ronny Abraham, le commis-

saire du gouvernement, dont le seul rôle, en dépit de son titre, est de fournir son interprétation du droit.

Le constat dressé par M. Abraham s'appuie sur la nécessité d'assurer à un principe une portée effective. Or le préambule de la Constitution de 1946, repris par celle de 1958, pose le principe du droit d'asile; la convention de Genève implique, d'après lui, que « l'examen du bien-fondé de la demande d'asile précède une éventuelle décision d'éloignement »; enfin la loi de 1952 impose que seuls l'Office de protection des réfugiés, puis la commission des recours contre les décisions de celui-ci aient compétence pour décider si une demande de droit d'asile est justifiée ou non, ce qui interdit au préfet de préjuger de la suite qui sera donnée à cette demande.

La conclusion tirée par le commissaire du gouvernement est simple : l'autorisation provisoire de séjour donnée à un étranger demandant à bénéficier du droit d'asile n'est pas, comme le prétendait dans sa défense le ministre de l'Intérieur, une simple tolérance, « mais résulte d'une obligation juridique », ce qui en fait un titre de séjour ayant la même force légale que ceux définis par la législation en vigueur. M. Abraham reconnaît toutefois qu'il y a des limites à cette règle : dans le cas où des accords internationaux prévoient, comme ceux de Schengen, une possibilité de renvoi immédiat de l'intéressé sans attendre la décision des autorités saisies de sa demande, et surtout lorsque ce

droit n'est utilisé que de manière « manifestement dilatoire », par exemple lorsque la demande d'asile n'est déposée qu'après la signification de l'arrêté d'expulsion.

Le Conseil d'Etat a entièrement repris à son compte ce raisonnement. D'abord, dans une affaire connexe, en donnant une valeur légale à une autorisation provisoire de séjour accordée dans l'attente d'une décision de l'Office des réfugiés; mais il est vrai qu'un projet de loi déposé par le gouvernement rendra, s'il est adopté, cette décision sans objet. Ensuite en donnant raison au ressortissant ivorien et en expliquant que, en l'absence de dispositions législatives et réglementaires, l'autorité administrative doit « prendre les mesures nécessaires » à l'application d'un principe posé par la législation en vigueur.

Le Conseil d'Etat a décidé que « les personnes qui sollicitent la qualité de réfugiés doivent recevoir des documents leur permettant, après avoir saisi l'Office français des réfugiés et apatrides, de séjourner régulièrement en France jusqu'à ce qu'il ait été statué sur leur demande par l'Office et, le cas échéant, par la commission de recours des réfugiés, sauf dans le cas où cette demande a manifestement pour seul objet de faire échec à une mesure d'éloignement susceptible d'être prise à l'encontre d'un étranger déjà entré sur le territoire national et se trouvant en situation irrégulière ».

THIERRY BRÉHIER

EN BREF

□ La famille d'un appelé décédé porte plainte. — La famille de Jocelyn Brager, un appelé de dix-neuf ans décédé à la suite d'un malade cardiaque à la caserne de Metz, a porté plainte (*Le Monde* du 12 décembre). Elle estime que le jeune conscrit aurait dû être réformé au vu de son dossier médical. C'est en exécutant des « pompes » que lui aurait imposées, à titre de « sanction », la suite d'un chahut, un jeune sous-officier du contingent — que la recrue a succombé. Dès le lendemain de son décès, une information a été ouverte par le parquet de Metz.

□ Trois personnes retenues par les producteurs basques de lait de brebis. — Trois personnes, dont le directeur départemental de l'agriculture des Pyrénées-Atlantiques, ont été retenues plusieurs heures vendredi 13 décembre au siège de la coopérative Lur Barri à Saint-Palais, au Pays basque, par des producteurs de lait de brebis. Ces producteurs, organisés en coordination « Inter-laiteries », ont retenu aussi des responsables de la Fromagerie des Châtaignes et de Pyrénées-Frôm. Ils réclament l'ouverture d'urgence d'une table ronde pour l'application d'un accord relatif au prix du lait (à 6 francs au minimum le litre). Ils veulent aussi que la campagne de promotion bénéficie exclusivement à l'appellation contrôlée « Ossau-Iraty ».

□ La pollution de l'eau à Amiens : enquête médicale auprès de la population. — La direction départementale des affaires sanitaires et sociales de la Somme va mener une enquête auprès de la population d'Amiens, afin d'évaluer les conséquences médicales du taux excessif de plomb relevé dans l'eau du robinet de la ville (*Le Monde* du 24-25 novembre). L'enquête sera réalisée sur un échantillon de 500 personnes (200 enfants de moins de six ans et 300 femmes). Par ailleurs, la ville d'Amiens a entrepris de remplacer toutes les canalisations de raccordement au réseau d'eau des écoles primaires et maternelles de la commune. L'opération devrait être terminée fin janvier 1992.

□ Les veuves de guerre de Venise (Alpes-Maritimes) demeureront dans leur maison retentue. — Les veuves de guerre hébergées dans la maison de retraite du Parc de la Couque à Venise (Alpes-Maritimes) ne devraient pas être déplacées. Le premier ministre, M^{me} Edith Cresson, a informé vendredi 13 décembre le maire de Venise de la possibilité de conduire des travaux de mise aux normes de la maison sans que l'on ait à procéder au transfert des pensionnaires. Agées de quatre-vingt-sept à cent six ans. Ce foyer, dont la fermeture avait été décidée par le gérant de l'établissement, l'Office national des anciens combattants (ONAC), avait provoqué depuis plusieurs mois une vive polémique (*Le Monde* du 11 décembre).

□ Vente record pour un Titien. — *Vénus et Adonis*, du Titien, a été adjugé pour la somme record de 7,48 millions de livres (environ 75 millions de francs), le vendredi 13 décembre, chez Christie's à

Le découpage cantonal du Loir-et-Cher est annulé

Les traditionnelles opérations de redécoupage de la carte cantonale, au lendemain des recensements et à la veille des élections, sont toujours vivement contestées, le ministre de l'Intérieur étant en général accusé d'en profiter pour servir ses amis.

Celle décidée par M. Philippe Marchand, au début de l'année 1991, a globalement échappé à la règle, les spécialistes ne trouvant à redire qu'aux solutions retenues dans le Pas-de-Calais et surtout dans le Loir-et-Cher, où le ministre de l'Intérieur a été fort sensible aux arguments de son collègue, M. Jack Lang, ministre de la culture, par ailleurs maire de Blois.

La majorité de droite du conseil général de Loir-et-Cher a donc saisi le Conseil d'Etat. Elle a fait remarquer que le ministre de l'Intérieur n'avait pas profité de ce nouveau découpage pour ramener à une plus juste taille le canton le plus peuplé du département, alors que la création d'un sixième canton dans la ville de Blois avait comme curieux résultat d'accroître les disparités démographiques du découpage cantonal de l'agglomération : le canton le plus peuplé passait certes de 15 749 habitants à 13 703, mais le moins peuplé de 13 403 à 7 776.

Cela est contraire à la jurisprudence du Conseil d'Etat qui, si elle n'impose pas au gouvernement de réduire, à l'occasion d'un nouveau découpage, les déséquilibres démographiques, ne lui permet pas de les accroître. Aussi le Conseil d'Etat, dans une décision du vendredi 13 décembre, a-t-il cassé le décret du ministre de l'Intérieur.

Londres. Cette enchère en fait le tableau le plus cher de l'année 1991. — (APF)

□ Nomination de magistrats à la Cour de cassation. — Le Conseil supérieur de la magistrature a nommé, jeudi 12 décembre, conseillers à la Cour de cassation M^{me} Suzanne Vigroux et Geneviève Gél, toutes deux présidentes de Chambre à la cour d'appel de Paris.

Le discours de clôture du synode Est-Ouest

Le pape veut créer une « structure » pour l'évangélisation en l'Europe

ROME

de notre envoyé spécial

Dans son discours de clôture du premier synode des évêques Est-Ouest, vendredi 13 décembre, le pape a annoncé la naissance d'une « structure » chargée de veiller à l'application et au contrôle de toutes les initiatives prises pour relancer l'évangélisation en Europe. Cette structure, pour le moment sans nom, devra s'assurer que « les efforts accomplis par le Saint-Siège, les conférences épiscopales et les organismes analogues de rite oriental soient continuellement coordonnés et tendus aux mêmes fins par les moyens les plus opportuns, efficaces, crédibles ».

Avant un an, une proposition concrète devra être remise au pape par les évêques qu'il avait nommés à la tête de ce synode : les trois présidents délégués, dont le cardinal Lustiger, le cardinal Ruini, rapporteur, Mgr Schotte, secrétaire général, et ses secrétaires généraux, l'évêque allemand Mgr Lehman et l'évêque tchèque Mgr Vil. Le point à éclaircir concerne notamment les relations entre cette

« structure » inédite, dont l'annonce a créé une certaine surprise chez les évêques, et les organismes de concertation déjà existants entre les évêques européens, en particulier, le Conseil des Conférences épiscopales européennes (CCEE), créé en 1967 à la suite du concile Vatican II, qui n'a pas été cité par Jean-Paul II.

Composé de délégués élus par chaque évêque et présidé aujourd'hui par le cardinal Martini, archevêque de Milan, le CCEE ne compte d'ailleurs aucune des personnalités que le pape avait placées à la tête de ce synode. Interlocuteur de la CCEE, organisme qui réunit toutes les Eglises protestantes et orthodoxes d'Europe, il joue pourtant un rôle œcuménique essentiel.

Le pape entend contrôler étroitement le développement des Eglises et de l'évangélisation en Europe. Dans son discours de clôture, il a rappelé les évêques à leur devoir d'unité « autour du siège de Pierre », selon la formule traditionnelle. De même que la « fidélité inébranlable » au pape a permis aux croyants de l'Est de traverser l'épreuve de la persécution, elle peut soutenir, a-t-il ajouté, « des pasteurs et des fidèles troublés par la société d'aujourd'hui ».

HENRI TINCO

L'escadron de Jaguar tactique de Bordeaux sera dissous en 1992

Relevant du commandement de la Force aérienne tactique (FATAC) et recevant plus spécialement ses ordres de la base de Toul (Meurthe-et-Moselle), l'escadron, stationné à Bordeaux, de quinze avions d'attaque Jaguar sera dissous l'an prochain dans le cadre d'une série de mesures dites de restructuration et liées à la limitation des crédits militaires en 1992. Une partie de ces Jaguar avaient servi durant la guerre du Golfe.

Au début de l'automne (*Le Monde* du 24 octobre), le centre d'instruction des forces aériennes stratégiques (FAS), qui formait à Bordeaux les personnels navigants et les mécaniciens des bombardiers nucléaires Mirage IV, avait déjà été dissous et ses missions confiées à un escadron renforcé de Mirage IV P modernisés et opérationnels sur cette même base.

M. Jacques Delors invité du « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, qui vient de participer au sommet de Maastricht, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-Le Monde » dimanche 15 décembre de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien ministre socialiste des finances du gouvernement Mauroy répondra en direct de Bruxelles aux questions d'André Passeron et de Jacques Amalric du *Monde*, et de Bernard Lohut et de Jeanne Perriand, de RTL, le débat étant animé par Henri Marqua.

DATES

Il y a dix ans, la loi mariale en Pologne... 2

ÉTRANGER

Le sommet euro-atlantique d'Alma-Ata a été repoussé à fin décembre 3. Le contrôle des armes nucléaires dans l'ex-URSS... 3. M. Balladur, Maastricht et les conservateurs britanniques... 4. Yougoslavie : plus de 10 000 réservistes serbes auraient refusé de rejoindre leurs unités... 4. L'Iran renforce son soutien à la junte soudanaise... 5. Afrique du Sud : la police est à nouveau accusée de soutenir le parti Inkatha... 6. Habi : la répression s'intensifie à l'approche du premier anniversaire de l'élection du président Aristide... 6

POLITIQUE

Au congrès extraordinaire du PS, M. Fabius confirme sa candidature à la « rénovation » du parti... 7. Dans son intervention télévisée, le président de la République veut « exorciser les peurs » que suscite l'Europe... 7. A l'Assemblée nationale, le gouvernement engage sa responsabilité sur un projet de budget marqué par de nouvelles économies... 8. « Livres politiques » par André Laurens : « Le nouveau dur et fragile du PS »... 8

SOCIÉTÉ

Les fausses factures du Sud-Est au tribunal de Paris... 9. La chambre d'accusation rendra son arrêt le 26 février dans l'affaire Touvier... 9. Le procès d'Eric Le Gellou, meurtrier d'un gérain de douze ans... 10

COMMUNICATION

Le rapport officiel sur la mort de

Robert Maxwell... 10

La SOFRES change d'actionnaire principal... 10

HEURES LOCALES

Le retour de la flamme olympique 6. La Seville à la veille des Jeux d'hiver 6. Le départ des militaires offre des terrains à Reims 6. Tour de France des régions : le Languedoc-Roussillon... 11 à 16

CULTURE

« Le roi s'amuse » de Hugo à la Comédie-Française et « Une envie de tuer » de Xavier Durringer au Théâtre 13... 19. « Les Arcadiens », un film de Manuel Sanchez... 19. La seconde jeunesse de l'Opéra de Metz au Brésil... 19

ÉCONOMIE

Suppressions d'emplois chez Renault... 21. La CEE va envoyer des vivres à Moscou et à Saint-Petersbourg 21. Le Parlement européen bloque l'assistance à l'ex-URSS... 21. Revue des valeurs... 22. Crédits, changes, grands marchés... 23

Services

Abonnements... 2. Carnet... 18. Météorologie... 18. Mots croisés... 18. Télévision... 18. Spectacles... 20

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro de « Monde » daté 14 décembre 1991 a été tiré à 490 021 exemplaires.

emmène

concert de

Sire Sire à Los Angeles

Pour gagner votre place, contactez RTL

du lundi 16 au vendredi 20 décembre

à 18h15 et 19h30

RÉSERVEZ VOS PLACES

Gibraltar,